

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

RÉPRESSION
DE
LA PROVOCATION PUBLIQUE
A LA DÉBAUCHE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences juridiques

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mercredi 25 Mars 1914, à 4 h. 1/2

PAR

J. ALZAC

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

JURY :

Président : MM. LE POITTEVIN, *professeur*.

Suffragants }

PERCEROU, *professeur*

BERNARD, *agrégé*.

LAVAL

L. BARNEOUD & C^{ie}, IMPRIMEURS

1914

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

RÉPRESSION DE LA PROVOCATION PUBLIQUE A LA DÉBAUCHE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences juridiques

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mercredi 25 Mars 1914, à 4 h. 1/2

PAR

J. ALZAC

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

JURY :

Président : MM. LE POITTEVIN, professeur.
Suffragants } PERCEROU, professeur.
BERNARD, agrégé.

LAVAL

L. BARNEOUD & C^{ie}, IMPRIMEURS

1914





Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE

NOTIONS GÉNÉRALES ET HISTORIQUES

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS GÉNÉRALES

Nous nous proposons, au cours de cette étude, d'exposer quelles sont aujourd'hui, en France, les conséquences juridiques qui découlent, pour les femmes se livrant à la prostitution, de ce fait qu'on peut leur imputer un acte de provocation publique à la débauche, un acte de racolage (1), pour employer une expression que le langage courant a consacrée.

1 Au mot « racolage » généralement employé pour désigner les actes de cette nature, la Commission extra-parlementaire du régime des mœurs a préféré le terme de provocation publique à la débauche, comme plus juridique d'une part et plus général d'autre part, le racolage n'étant qu'un mode

Une femme, dans un lieu public, sur la voie publique, par gestes ou paroles, s'offre à tout venant : c'est une prostituée qui racole. On pourrait concevoir qu'elle fût punie : 1° à raison de sa prostitution ; 2° à raison du racolage auquel elle se livre. Nous avons à nous demander d'abord, s'il existe un délit de prostitution, et, en second lieu, un délit de racolage.

Tout d'abord elle ne commet pas le délit de prostitution (1). En France, à l'époque actuelle, la prostitution n'est pas un délit : « La faculté, dit M. Garraud (tome V, p. 45, § 1807), de la part d'un individu qui ne lèse directement ni les droits ni la liberté d'autrui, de faire ce qu'il veut de sa personne, semble incontestable ; c'est à ce système que se rattache notamment le droit français : Ni le Code pénal de 1810, ni les lois qui l'ont complété ou modifié, n'ont considéré la prostitution comme un délit ou même comme une contravention de police ».

En second lieu, elle ne commet pas le délit de racolage, car dans notre Code, cette infraction n'est pas prévue. Nous établirons, en outre que le fait seul du racolage ne peut tomber sous l'application des dispositions de l'article 330 du Code pénal, qui punit l'attentat public à la pudeur.

particulier de provocation ». Rapport de M. Feuilleley, lu le 11 juin 1908 au Congrès de la Société générale des prisons (*Revue pénitentiaire et de droit pénal*, 1908, pages 987 et suivantes).

1. Ce qui caractérise la prostituée, suivant nous, c'est qu'elle s'offre à tout venant ; l'idée d'un gain n'est pas indispensable.

Alors, puisque la femme qui racole ne commet ni délit de prostitution, ni délit de racolage, c'est la liberté, c'est l'impunité, en supposant, bien entendu, qu'accessoirement au racolage aucun délit connexe (comme l'attentat public à la pudeur), aucune contravention (comme le tapage nocturne ou l'attroupement) ne soient relevés à sa charge. La provocation publique à la débauche, qui s'exerce, supposons-le, sous la surveillance du souteneur, par un simple sourire engageant, par une attitude non obscène, mais immorale, par un signe quelconque, ne pourra pas être réprimée ?

Non, répond une théorie, celle des abolitionnistes : la femme sera libre sur le trottoir libre.

Si, répond la pratique actuelle (1), approuvée en principe, par la doctrine réglementariste : « Il est peu de pays, dit M. Garraud (*loc. cit.*) où la situation des prostituées soit plus réglementée et plus dépendante de l'administration qu'en France.

« Une pratique constante admet que dans notre pays, les femmes publiques sont hors du droit commun et soumises de la manière la plus complète à l'arbitraire des autorités de police qui peuvent les arrêter et les retenir en prison, selon leur caprice, sans avoir aucun compte à rendre de leurs actes à l'égard des personnes de cette catégorie. »

1. En fait elle sera arrêtée, mise en carte et soumise à l'obligation des visites sanitaires.

L'étude de cette situation de fait, les critiques dirigées contre celle-ci, les réformes dont elle est susceptible, tel est l'objet de notre travail, dans lequel nous ne nous occuperons que des prostituées majeures de 18 ans (1). Nous indiquerons cependant les principales dispositions de la loi de 1908, qui crée un régime légal, et spécial, pour les mineures de 18 ans se livrant à la prostitution et au racolage.

1. Sur la prostitution des mineures de 18 ans et la loi de 1908 nous renvoyons aux développements très complets contenus dans la thèse de M. Loison.

CHAPITRE II

NOTIONS HISTORIQUES

Pour présenter quelques notions historiques sur ce qu'a été, en France, la provocation publique à la débauche, nous distinguerons successivement trois périodes.

La première s'étend des origines à l'année 1560 ; la seconde va de 1560 à la Révolution et la troisième comprend la période moderne.

On le sait, les femmes qui se livrent à la prostitution se divisent en deux catégories bien distinctes : les unes sont réunies dans des maisons spéciales, dites « de tolérance » et y vivent en commun ; les autres, qui portent aujourd'hui le nom d' « isolées », vivent indépendantes, le plus souvent en garni.

Pendant de longues années, il est vrai, les femmes appartenant à la première catégorie avaient la faculté, à certaines heures, de sortir de la maison de tolérance pour se livrer au racolage sur la voie publique, mais seulement dans le voisinage.

Du reste, suivant les époques et surtout suivant les

idées que professaient sur la matière les divers fonctionnaires préposés à la police, cette faculté de sortir librement leur était accordée plus ou moins largement.

Mais, aujourd'hui, on peut dire que partout en France, le racolage sur la voie publique n'existe plus du fait des femmes vivant en réunion dans les maisons closes. Inversement, en ce qui concerne les femmes dites isolées, le racolage est la condition même de leur existence. Par suite, le racolage, en principe, sera plus ou moins intense suivant que, dans un pays, l'exercice de la prostitution se trouvera concentré dans les maisons de tolérance, ou bien que, au contraire, celles-ci étant proscrites, cet exercice sera exclusivement permis aux femmes isolées. Cette remarque nous amène à rechercher comment, successivement, la prostitution a été organisée en France, puisque, d'après cette organisation même, le racolage a dû sévir, sur les voies publiques, avec une intensité plus ou moins grande.

D'où nos trois périodes :

Dans la première, qui va jusqu'au milieu du xvi^e siècle, l'exercice de la prostitution est concentré dans les maisons spéciales, en ce sens que les isolées sont poursuivies, au moins en théorie, avec rigueur.

Le principe est posé par l'ordonnance de 1554 : « les femmes folles de leur corps et communes doivent être séparées des autres personnes (1) ».

C'est donc seulement dans le voisinage des maisons tolérées que le racolage sera possible.

Au contraire, pendant la seconde période, c'est-à-dire

1. *Traité de Police* de Delamarre, tome II.

jusqu'à la Révolution, les maisons de prostitution sont très généralement supprimées, et, comme il est impossible à l'autorité de supprimer en même temps la prostitution elle-même, le nombre des isolées va se multiplier, et, par suite, le racolage va s'accroître d'autant.

Enfin la période moderne, postérieure à la Révolution, nous présente la prostitution réglementée sous son double aspect ; il y aura existence simultanée des maisons de tolérance et des femmes isolées, et si le racolage des femmes des maisons tend à disparaître, il va sévir du fait des isolées ; avec une activité de plus en plus considérable au fur et à mesure que les villes de France deviennent plus peuplées.

Revenons aux notions historiques proprement dites (1).

Le premier document que l'on rencontre en France, sur notre matière, émane de Charlemagne, en l'an 800. Par cette ordonnance ou capitulaire, les femmes qui causaient du scandale par leur prostitution publique

1. « ... Dans l'antiquité comme de nos jours la maison publique a eu à subir la concurrence des filles isolées. On trouvait ces dernières dans les cabarets, les tavernes, les bains où les deux sexes étaient confondus. Comme aujourd'hui, elles raccrochaient les clients de mille manières ; les unes se promenaient (*ambulatrices*), d'autres faisaient des appels de la fenêtre (*scorta devia*) ou attendaient assises qu'on les demandât (*prosedae*). Il y avait des vieilles flétries, qui se contentaient de deux oboles, de toutes jeunes fillettes, voire des naines ; celles-ci racolaient dans les boulangeries (*alicariae*), celles-là autour des tombeaux (*bustuariae*), d'autres dans les tavernes (*copae*) ». — Dr Félix Regnault, *L'Évolution de la prostitution*, p. 34 et 35.

devaient subir la peine du fouet, et la même peine frappait l'individu qui les logeait, à moins qu'il ne voulût la porter lui-même, sur son cou, jusqu'à la place du marché public, afin de l'y voir fouetter.

Après Charlemagne, l'établissement de la féodalité crée une confusion grâce à laquelle la prostitution va se développer librement, cependant que l'immoralité va gagner toutes les classes sociales. Des désordres se produisirent et lorsque le pouvoir central renaissant se sentit assez fort, il essaya de les réprimer. Cette réaction fut tentée d'abord par Philippe-Auguste et surtout par Saint-Louis. La provocation publique à la débauche fit l'objet de plusieurs ordonnances, rendues par Saint-Louis en 1254 (1). La première de ces ordonnances porte : « Que toutes les filles racolant publiquement seront chassées des villes et des villages. Qu'après une première défense de continuer leur métier, leurs biens seront saisis sur l'ordre du juge du lieu, et attribués au premier occupant ».

Elles devaient même être privées de leurs habits. Les résultats négatifs de l'ordonnance furent immédiats ; les prostituées adoptèrent le costume des femmes honnêtes et continuèrent à racoler.

Dans une seconde ordonnance de cette même année 1254, Saint-Louis fut obligé de revenir sur les dispositions précédentes. Il dut permettre aux prostituées de rester dans la ville, de continuer à y exercer leur mé-

1. *Traité de Police* de Delamarre, tome II (Des femmes de mauvaise vie).

tier, mais en leur assignant, pour ce faire, des endroits spéciaux, dans des quartiers déterminés.

Ces maisons closes où Saint-Louis désirait concentrer la prostitution n'étaient ouvertes qu'en jour, et devaient être fermées à 6 heures du soir, parce que, dit Parent-Duchâtelet, on s'était aperçu que des femmes non publiques, y venaient la nuit pour n'être point reconnues.

Ces ordonnances de Saint-Louis furent plus ou moins appliquées jusque vers la fin du xv^e siècle.

Les documents que nous possédons pour ce laps de temps sont surtout relatifs à la ville de Paris. Ils accusent souvent une très grande tolérance, pour ne pas dire une très grande faiblesse. Si, théoriquement, la prostitution doit être cloîtrée, en réalité, les isolées deviennent de plus en plus nombreuses, le racolage plus intense, surtout pendant la longue période troublée de la guerre de Cent ans.

On trouve cependant certaines mesures restrictives, renouvelant toujours la même défense, ce qui est presque une preuve de leur inefficacité. On n'interdit pas le racolage, mais on réglemente les vêtements de celles qui racolent ; citons ici, notamment, une ordonnance du Prévôt de Paris, de l'an 1360 (1), portant « défense, à toute femme et fille de mauvaise vie et faisant péché de leur corps, d'avoir la hardiesse de porter sur leurs robes et chaperons aucun gaz (*sic*) à broderies, boutonnières d'argent, blanches ou dorées, des perles, ni des manteaux fourrés de gris sous peine de

1. Delamarre, *loc. cit.*

confiscation. Ordonne que, dans les 8 jours après la publication, elles seront tenues de quitter ces ornements après lequel temps passé, permet à tous les sergents de les amener au Châtelet pour, en ce lieu, leur ôtre ces habits et ornements ôtés et arrachés ; qu'à cette fin ils pourront les arrêter en tous endroits, excepté dans les lieux consacrés au service de Dieu. Adjuge aux sergents 5 sous parisis pour chacune de ces femmes ou filles trouvées en contravention et qu'ils auront dépouillées ».

Le 18 septembre 1367, une ordonnance du Prévot de Paris dispose que les isolées seront obligées d'aller, désormais, habiter des maisons spéciales, ou tout au moins, de ne stationner que dans certaines rues désignées, comme la rue Froid Mantel et la rue Chapon. En dehors de ces divers lieux le racolage est interdit : « Si, dit l'ordonnance, elles sont trouvées faisant leur mauvais commerce en d'autres lieux, les sergents sur simple plainte et réquisition de deux voisins, les arrêteront et les emmèneront au Châtelet comme prisonnières. Puis, la vérité étant connue, elles seront chassées hors la ville, et, sur leurs biens, les sergents seront payés huit sous parisis pour leur salaire ».

Ces dispositions semblent bien être restées sans effet puisque, dit Parent-Duchatelet (tome II, page 457), les prostituées « dépassaient en plein jour les limites qui leur avaient été assignées et commettaient publiquement toutes sortes de désordres ».

Aussi très peu de temps après, le 17 mars 1374, une ordonnance de police décidait que les femmes devaient être rentrées dès 6 heures du soir, dans les

rues que l'ordonnance de 1367 leur avait assignées. Remarquons que le mal n'était pas conjuré puisque, même en respectant l'ordonnance, c'est-à-dire en rentrant à 6 heures du soir, les femmes pouvaient, comme par le passé, se livrer en plein jour au racolage scandaleux. Au début du xv^e siècle, les ordonnances se succèdent et ne semblent pas enrayer le mal. Le 8 janvier 1415, et le 6 mars 1419, le Prévôt de Paris maintient la nécessité de respecter les ordonnances de Saint-Louis, en ce qui concerne les endroits de la Ville où doivent être obligatoirement situées les maisons de tolérance. Pour atteindre le racolage des prostituées isolées, ces mêmes ordonnances défendent à toutes personnes de louer, ailleurs que dans les quartiers spéciaux, des chambres aux prostituées libres. Ces mêmes ordonnances prohibent encore tous les ornements qui peuvent augmenter la séduction de ces femmes. Le 14 septembre 1420, une ordonnance de Charles VI réédite la défense de louer ailleurs que dans les rues destinées à la prostitution. De son côté le Parlement s'occupa de réglementer à son tour. Déjà, en 1386 (Parent-Duchâtelet, page 448), le Parlement avait confirmé les règlements relatifs aux prostituées.

Mais, l'année suivante (arrêt de 1387), il sembla se prononcer en faveur de celles-ci, par une décision célèbre, dans laquelle il donnait raison aux propriétaires des maisons de débauche de la rue Chapon, et cela, à l'encontre du roi lui-même, qui avait ordonné de supprimer dans cette rue toutes les maisons de prostitution.

Cette opposition du Parlement fut de courte durée, et, le 17 avril 1456, un arrêt fit défense à toute femme

de mauvaise vie de porter des robes traînantes, du drap d'écarlate, des fourrures de petits gris et autres riches fourrures, sous peine d'emprisonnement et de confiscation. Si l'on en croit Delamarre, cet arrêt aurait été rigoureusement appliqué.

Que si maintenant nous recherchons quelle était, vers cette même époque, c'est-à-dire vers le xv^e siècle, la situation en province, on peut dire, d'une manière générale, que la province posséda une réglementation analogue à celle qui vient d'être exposée pour la ville de Paris.

On peut citer ici les lettres-patentes de 1389 (1), « pour les filles de joie de Toulouse », et aussi les lettres patentes de juillet 1489 (2), « sur le fait de la prostitution à Montpellier ». Citons, également, l'ordonnance de Charles VII, de 1424 (3), rendue en faveur des maisons publiques de la ville de Toulouse, ville qui tirait du fonctionnement de ces maisons, d'importants revenus.

Citons, enfin, à Avignon, la réglementation édictée par Jeanne de Naples.

Cette idée de retirer des revenus de maisons situées dans une ville ou sur une seigneurie dut certainement se généraliser ; c'est ainsi qu'on lit dans la Coutume de Narbonne, que le conseil et les habitants ont l'administration de toutes les affaires de police, et le droit d'avoir « une rue chaude » dans la juridiction du vicomté. Enfin un aveu de la terre Du Breuil, rendu en 1491 par Marguerite de Montluçon, apprend que le seigneur exigeait

1. 2. 3. *Journal de Droit criminel*, année 1860, page 36.

des filles de joie un tribut, tout en les traitant avec mépris. (*Journal de droit criminel*, année 1860, page 37).

Pour résumer d'un mot la situation qui vient d'être exposée, on peut dire que la réglementation, en théorie, était sévère, mais que la pratique était, fort probablement, surtout aux moments de troubles si fréquents à ces époques, très différente, et qu'il n'existait pas de frein bien puissant aux désordres que causait, un peu partout, la prostitution.

A la fin du xv^e siècle, tout change brusquement ; un mal terrible, la syphilis, fait son apparition.

Devant la terreur que cette maladie inspirait aux populations, le pouvoir central édicte des mesures énergiques.

A cet égard, citons surtout le règlement du Parlement de Paris : « touchant les maladies de la grosse vérole » du 6 mars 1496.

Les prostituées, naturellement considérées comme propageant le mal, sont plus particulièrement poursuivies. Sous peine de la hart, les personnes atteintes de syphilis doivent quitter la ville dans les 24 heures et se diriger vers Saint-Germain-des-Prés. Les sergents et hommes de police devaient immédiatement arrêter ceux qui, soupçonnés d'être malades, « allaient, conversaient ou communiquaient parmi la ville ». On voit qu'avec de semblables dispositions, le racolage n'était pas sans danger.

Une ordonnance du Prévôt de Paris, du 25 juin 1498, réédite ces dispositions en décidant que ceux qui, atteints de syphilis, n'auront pas quitté Paris

dans les vingt-quatre heures, « seront jetés à la rivière ».

Il est certain que ces peines cruelles ne furent pas exécutées longtemps, en admettant qu'elles l'aient été. Mais l'apparition de la syphilis a certainement compliqué le problème de la réglementation.

En effet, à la préoccupation de faire respecter la morale publique et la dignité extérieure, vient se joindre la préoccupation plus grave, parce que plus pratique, d'assurer la santé publique.

Après la mort de François I^{er} à la suite des Etats Généraux tenus à Orléans, un édit de janvier 1560 abolit toutes les maisons publiques. L'article 101 de l'Edit dispose ainsi : « défendons à toutes personnes de loger et recevoir en leurs maisons, plus d'une nuit, gens sans aveu et inconnus, leur enjoignons de les dénoncer à la police à peine de prison et amende arbitraire ; défendons aussi tous bordaux, berlans, jeux de quilles, de dés, et voulons être puni extraordinairement sans dissimulation et connivence de juges, à peine de privation de leur office. »

Pour faire exécuter à Paris l'édit précité, le Prévôt des Marchands rendit une ordonnance en 1565 ; mais il fallut combattre la résistance des propriétaires des maisons qui, de juridiction en juridiction, finirent par perdre leur procès. L'article 167 de l'ordonnance de Moulins et l'article 71 de l'ordonnance de Blois renferment des prohibitions analogues.

Théoriquement, donc, les maisons disparurent et, théoriquement aussi, le racolage opéré par les isolées.

En attaquant les propriétaires des garnis, la royauté semblait avoir frappé au bon endroit.

Cependant il ne semble pas que le résultat fut absolument satisfaisant, puisqu'il fut nécessaire de renouveler en 1619 l'ordonnance de 1565, en créant des peines d'une rigueur exagérée : « les filles de débauché devaient se mettre sous condition dans les vingt-quatre heures, ou vider la ville et les faubourgs ; sinon elles étaient fouettées, rasées, et, sans autre forme de procès, bannies à perpétuité. »

Malgré ces sanctions très sévères et en raison de la fermeture des maisons, comme il n'est pas possible d'enrayer ce mal inévitable qu'est la prostitution, il est évident que la prostitution clandestine devait se développer en raison même de la disparition de la prostitution officielle.

Pour en assurer la répression, Louis XIV créa la Salpêtrière.

Les femmes y étaient renfermées, soit en vertu d'un jugement que le lieutenant de Police, siégeant au Châtelet, rendait contre ces femmes, soit directement, en vertu de l'autorité royale, au moyen d'une lettre de cachet.

Nous venons de parler du lieutenant de Police ; comme le système réglementariste moderne soutient que le préfet de Police actuel a hérité, du lieutenant de Police, du droit de punir les prostituées, nous devons insister sur sa création et sur son rôle.

Au ^{xiv}^e siècle on voit les Prévôts de Paris s'adjoindre, sous le nom de « lieutenant », des juristes qui, peu à peu, tendirent, en fait, à les remplacer. En sorte

que le lieutenant civil se trouva rapidement à la tête de la juridiction civile de 1^{re} instance à Paris.

Le 12 mars 1630, un arrêt du Parlement de Paris décide que le lieutenant civil jugerait en matière de police, par lui ou son suppléant, deux fois la semaine.

Cet état de choses dura jusqu'à l'édit du 15 mars 1667, qui créa le lieutenant de police et lui attribua une partie des fonctions du lieutenant civil. Voici dans quelles circonstances cette réforme fut opérée ; le lieutenant Dreux d'Aubray venait de mourir ; on dédoublait alors sa charge ; son fils, Antoine d'Aubray, conserva le titre de lieutenant civil, mais n'eut seulement que des attributions contentieuses ; en compensation de cette diminution de ses attributions, il reçut 250.000 livres du Maître des Requêtes Gabriel Nicolas, sieur de la Reynie, qui, par acte du 3 mars 1667, accepta de devenir Lieutenant du Prévôt pour la Police. L'Edit, enregistré le 15 mars 1667, qui réglait les attributions de ces deux nouveaux magistrats, était ainsi conçu : « Louis, par la grâce de Dieu, etc...

« Nous avons estimé, que rien n'était plus digne de nos soins, que d'y bien régler (à Paris) la Justice et la Police.... Et comme les fonctions de la Justice et de la Police sont souvent incompatibles et d'une trop grande étendue pour être bien exercées par un seul officier dans Paris, nous aurions résolu de les partager, estimant que l'administration de la Justice contentieuse et distributive, qui requiert une présence actuelle en beaucoup de lieux et une assiduité continuelle, soit pour régler les affaires des particuliers, soit pour l'inspection qu'il faut avoir sur les personnes à qui elles sont

commises, demandait un magistrat tout entier. Et que d'ailleurs la Police, qui consiste à assurer le repos du public et des particuliers, à *purger la ville de ce qui peut causer* les désordres, à procurer l'abondance et à faire vivre chacun selon sa condition et son devoir, demandait aussi un *magistrat* particulier qui pût être présent à tout.

« A ces causes et autres considérations... par ces présentes, signées de notre main, éteignons et supprimons l'office de Lieutenant Civil de notre Prévôt de Paris, dont l'un sera nommé et qualifié notre Conseiller et lieutenant civil de Paris pour la Police, pour être les deux charges remplies et exercées par deux différents officiers. Et pour régler les fonctions des dites charges, voulons qu'au Lieutenant civil appartienne.....

« Et quant au lieutenant de Police, il connaîtra de la sûreté de la ville, prévôté, et vicomté de Paris, du port d'armes prohibées, du nettoyage des rues et places, donnera les ordres nécessaires, en cas d'incendie, d'inondation, connaîtra pareillement toutes les provisions nécessaires pour la subsistance de la ville, amas et magasins qui pourront être faits, du taux et prix d'iceux ; de l'envoy des commissaires et autres personnes nécessaires sur les rivières pour le fait d'amas de foin, bottelage, conduite et arrivée d'icelui à Paris, comme fait cy devant le lieutenant civil exerçant la Police ; réglera les étaux des boucheries et adjudication d'iceux ; aura la visite des halles, foires et marchés, des hôtelleries, auberges, *maisons garnies, brelans*, tabacs, et *lieux mal famés* ; aura la connaissance des assemblées illicites, tumultes, séditions et désordres, qui arriveront

à l'occasion d'icelles ; des élections des Maîtres et Gardes des six corps des marchands, des brevets d'apprentissage, réception des maîtres, de la réception des rapports, des visites desdits Gardes et de l'exécution de leurs statuts et règlements et des renvois des jugements et avis de notre procureur sur le fait des Arts et Métiers et en mêmes formes et manières que les lieutenants civils exerçant la Police en ont ci-devant bien et dûment usé. Pourra étalonner les poids et mesures... à l'exclusion de tous les autres juges.

« Connaîtra des *contraventions* qui seront commises à l'exécution des ordonnances, statuts et règlements, faits pour le fait d'Imprimerie, en l'impression de livres libelles défendus pour les colporteurs, en la vente et distribution d'iceux. Pourra connaître de tous délinquans et trouvés en flagrant délit en fait de Police, *leur faire et parfaire leur procès, sommairement et les juger seul*, sinon ès cas où il s'agira de peines afflictives et, au dit cas, en fera son rapport au Présidial en la manière accoutumée. Et généralement appartiendra audit lieutenant de Police, l'exécution de toutes les ordonnances, arrêts, règlements, concernant les faits d'icelles, circonstances et dépendances, pour en faire fonction en la même manière et forme qu'ont fait ou eu droit de faire les cy-devant pourvus de la charge de lieutenant civil exerçant la Police.

« Le tout sans innover ni préjudices aux droits et juridictions que pourraient avoir le lieutenant de criminel particulier et notre procureur audit Châtelet, même les Prévôts des marchands et Echevin de ladite ville de connaître des matières ci-dessus mentionnées ;

ce qu'ils continueraient de faire bien et duement comme ils auraient pu faire auparavant.

« Seront tenus les Commissaires du Châtelet, huis-siers, sergents, d'exécuter les ordres et mandements desdits Lieutenants Civils et de Police, même le chevalier du guet, lieutenant de robe courte, Prévôt des îles ; aura ledit lieutenant de Police son siège dans le Châtelet en la Chambre présentement appelée la chambre civile, et entendra en icelle, les rapports des commissaires et y *jugera sommairement* toutes les matières de Police à tel jour qu'il jugera nécessaire. »

En somme, ce texte nous présente le lieutenant de Police sous un double aspect ; il est administrateur et, comme tel, ses fonctions présentent avec celles du préfet de police actuel une évidente analogie ; mais il est également un magistrat, non seulement parce qu'il en porte le titre, la robe et le bonnet, mais parce qu'en matière pénale, il rendait de véritables jugements. Il occupait la seconde place parmi les officiers du Châtelet, notamment il jugeait correctionnellement pour punir les femmes surprises sur la voie publique en flagrant délit de racolage.

Tout au moins à partir de 1684, date qui est celle de la création de la Salpêtrière, création que nous avons déjà signalée plus haut, il aura le pouvoir de régler, d'une manière générale, la prostitution parisienne. Insistons sur ce point.

Voici d'abord le règlement du 20 avril 1684 :

« Les femmes d'une débauche et prostitution publique et scandaleuse ou qui en prostituent d'autres, se-

ront enfermées dans un lieu particulier destiné à cet effet, dans la maison de la Salpêtrière.

« Lorsqu'elles y seront conduites par ordre de Sa Majesté ou en vertu des jugements, qui seront rendus pour cet effet, au Châtelet, *par le lieutenant de Police*, à l'encontre desdites femmes, sur les procès, qui leur seront instruits, pour y demeurer durant le temps qu'il sera ordonné, Sa Majesté, voulant que les sentences dudit lieutenant de Police en ce fait particulier, et dont Sa Majesté lui a attribué, en tant que besoin est, toute juridiction et connaissance soient exécutées *comme jugé de dernier ressort*.

« Si, en jugeant un procès criminel, les juges à qui la connaissance dudit procès appartiendra, trouvent à propos de condamner à la même peine des femmes convaincues du sus-dit crime de *débauche publique*, qui se trouvent comprises dans ledit procès, elles pourront être aussi enfermées dans le même lieu en vertu des arrêts ou jugements qui interviendront à cet effet. »

Ainsi était posé le principe que le lieutenant de Police avait compétence pour exercer en matière de mœurs une juridiction spéciale. Nous verrons que la déclaration du 26 juillet 1713 a fixé la procédure relative à l'exercice de cette juridiction.

En 1684, commence donc la période réglementariste qui dure aujourd'hui encore. Remarquons aussi que Louis XIV envoie désormais les prostituées dans un hôpital, qui remplace ainsi la prison d'autrefois.

Signalons l'ordonnance de 1687, qui condamne les filles publiques racolant à Versailles, ou dans un rayon

de deux lieues, à avoir les oreilles coupées, et arrivons à l'importante ordonnance royale de 1713, fixant la procédure à employer contre la prostitution : « Le soin de réprimer la licence et la corruption des mœurs, qui semble faire tous les jours de nouveaux progrès, étant un des principaux objets de la vigilance des officiers de Police de notre bonne Ville de Paris, il n'est pas moins nécessaire de régler la forme des procédures, qu'ils doivent faire pour assurer la preuve des dérèglements qu'ils doivent punir et prévenir, par là, les inconvénients des plaintes téméraires ou délations inspirées par la haine des particuliers, plutôt que par l'amour du bien public, et comme jusqu'à présent, il n'y a point eu de loi précise, qui ait établi un ordre absolument certain dans cette partie importante de la police, nous avons cru devoir y donner une forme aussi simple que régulière, qui puisse faire en même temps la conviction des coupables, la sûreté des innocents, et la décharge des officiers, que leur ministère oblige à veiller à la recherche et à la poursuite de cette espèce de crime.

« Il nous plaît que dans les *cas de débauche publique et vie scandaleuse de filles ou de femmes*, où il n'écherra de prononcer que les condamnations d'amende ou d'aumônes, ou des injonctions de vider les lieux, ou même la Ville, et d'ordonner que les meubles desdites filles, ou femmes seront jetés sur le carreau, confisqués au profit des pauvres de l'hôpital général, les commissaires du Châtelet, puissent, chacun dans son quartier, recevoir les déclarations qui leur seront faites et si-

gnées par les voisins, auxquels ils feront prêter serment avant que de recevoir lesdites déclarations...

« ... Le rapport des faits contenus dans ledit procès-verbal sera fait par lesdits commissaires, au lieutenant général de police, les jours ordinaires des audiences de police, auxquelles les parties intéressées seront assignées en la manière accoutumée pour y être pourvu contradictoirement ou par défaut, ainsi qu'il appartiendra sur la conclusion de celui des avocats au Châtelet, qui sera présent à l'audience et entre les mains duquel lesdites déclarations seront remises pour faire connaître au lieutenant de Police les noms et qualités des voisins qui les auront faites, le tout à charge d'appel en notre Cour du Parlement.

« Voulons que, sur ledit appel, soit que l'affaire ait été jugée sur le récit ou vu des informations, les parties procèdent en la Grande Chambre de ladite Cour, encore qu'il y ait eu un décret sur lesdites informations, et que la suite de la procédure ait obligé ledit lieutenant général de police à ordonner que lesdites femmes ou filles, seront enfermées pour un temps dans la maison de force de l'hôpital Général, et, en cas de maquereillage, *prostitution publique* et autres, où il écherra peine afflictive ou infamante, ledit lieutenant général de police sera tenu d'instruire le procès aux accusés ou accusées par *récolement* ou *confrontation* suivant nos ordonnances et les arrêts et règlements de notre Cour, auquel cas l'appel sera porté en ladite chambre de la Tournelle, à quelque genre de peine que les accusées aient été condamnées ; le tout sans préjudice de la juridiction du lieutenant criminel du Châtelet, qu'il pourra

exercer, en cas de maquerellage, concurremment avec le lieutenant général de police, auquel néanmoins la préférence appartiendra lorsqu'il aura informé et décrété avant le lieutenant criminel ou le même jour. » (1).

Ainsi cette ordonnance distingue : la débauche connue de tous, mais ayant lieu secrètement, n'implique pas de racolage ; c'est pour cette débauche que sont organisées au nom de la liberté individuelle les diverses garanties qui précèdent, et notamment la faculté d'appel. Au contraire, au cas de prostitution publique se manifestant dans la rue de façon ostensible, et, notamment, par la *provocation* et le *racolage*, la procédure est d'une très grande simplicité : Une confrontation établit l'identité avec la femme arrêtée ; il n'y a pas d'appel, la peine sera l'expulsion du logement habité, quelquefois l'expulsion de la Ville, la flagellation, la section des cheveux, l'emprisonnement.

La condamnation aura lieu par fournées, les audiences du lieutenant de police ne se tenant guère qu'une fois par mois.

Sous le règne de Louis XV, la Salpêtrière servit de prison en même temps que d'hôpital, et même les femmes les plus jeunes étaient quelquefois extraites de cet établissement pour être envoyées à la Louisiane dans un but de colonisation.

C'est du règne de Louis XVI que datent les principaux textes officiels en vertu desquels, aujourd'hui en-

1. Delamarre, *loc. cit.*

core, la préfecture de police exerce, sur les femmes publiques, son pouvoir de juridiction.

En 1778, en effet, le lieutenant de Police Leroir rendit une ordonnance qui, avec ses décisions de 1780 et 1784, constitue, comme on l'a dit, un véritable code de la prostitution.

Nous terminons, par un extrait de cette ordonnance, le développement des règles suivies dans notre seconde période, qui finit ainsi par une véritable réglementation. Notons, cependant, que cette ordonnance n'était obligatoire que sur le territoire soumis à la juridiction du lieutenant de police.

L'ordonnance du 6 novembre 1778, concernant les femmes de débauche dispose de la façon suivante, en ce qui concerne le racolage : « Sur ce qui nous a été remontré par le procureur du roi, qu'après avoir porté une attention toute particulière sur ce qui peut intéresser la sûreté des citoyens, et renouvelé les règlements principaux dont l'exécution tend à la maintenir, il lui paraît également nécessaire de rappeler la rigueur des ordonnances contre les filles et femmes de débauche dont les excès et le scandale sont aussi préjudiciables à la tranquillité publique qu'au maintien des bonnes mœurs, que le libertinage est aujourd'hui porté à un point que les filles et les femmes publiques, au lieu de cacher leur infâme commerce, ont la hardiesse de se montrer pendant le jour à leurs fenêtres, d'où elles font signe aux passants pour les attirer ; de se tenir le soir sur leurs portes et même de courir les rues, où elles arrêtent les personnes de tout âge et de tout état ; qu'un pareil désordre ne peut être réprimé que par la

sévérité des peines prescrites par les lois et capables d'en imposer tant aux femmes et filles de débauche qu'à ceux qui les soutiennent et favorisent ; pourquoi il requiert y être par nous pourvu ; « Nous, faisant droit sur le réquisitoire du procureur du roi, Ordonnons que les ordonnances, arrêts et règlements concernant les femmes et filles de débauche seront exécutés selon leurs formes et teneur et, en conséquence :

« Art. 1^{er}. — Faisons très expresses inhibitions et défenses à toutes femmes et filles de débauche de *racrocher* dans les rues, sur les quais, places et promenades publiques, et sur les boulevards de cette ville de Paris, même par les fenêtres, sous peine d'être rasées et enfermées à l'hôpital, même, en cas de récidive, de punition corporelle, conformément aux ordonnances, arrêts et règlements. » (1)

Le reste de l'Ordonnance de Lenoir est relatif à la réglementation des locations aux filles de débauche.

En ce qui concerne le racolage, il est certain que l'ordonnance ne fut exécutée qu'imparfaitement. Si, en effet, depuis 1560 jusqu'à la Révolution, les maisons de débauche furent interdites, et, si, d'autre part, en vertu des ordonnances de Lenoir, le racolage a été complètement réprimé, on arrive à ce résultat évidemment faux que la prostitution n'existe pour ainsi dire plus. Par la force même des choses, on va voir se dessiner, à la veille de la Révolution, une situation très analogue à celle qui existe aujourd'hui. Les prostituées vont se diviser en deux classes ; celles qui seront *tolérées* par

1. Delamarre, *loc. cit.*

la police, pourvu qu'elles se conforment à ses prescriptions, et, d'autre part, les *clandestines*, que la police pourchassera dans le but de les embrigader dans les rangs des prostituées tolérées en les soumettant à une réglementation commune.

Ainsi, à la fin de l'ancien régime, le lieutenant de Police a le droit de réglementer la prostitution ; de plus il est juge des infractions commises par celles qui désobéissent à ses prescriptions. On peut donc dire qu'à cette époque, en matière de prostitution, le lieutenant de police possède un pouvoir presque absolu.

Le système réglementariste qui avait trouvé sa dernière expression dans les ordonnances de Lenoir, était évidemment contraire aux principes de liberté individuelle formulés par la Révolution de 1789. Si peu intéressante que fût la classe des prostituées, il ne paraissait pas possible de les maintenir en dehors du droit commun et de les juger arbitrairement : la loi devenait égale pour tous.

De plus, les idées nouvelles, qui, inspirées de Montesquieu, faisaient de la séparation des pouvoirs un principe fondamental, s'opposaient à ce qu'un même personnage fût en même temps un administrateur et un tribunal de l'ordre judiciaire.

Ajoutons que le lieutenant de police avait disparu dans la tourmente révolutionnaire.

D'autre part, il était évident que la voie publique devait être libre et que le racolage scandaleux ne pouvait être toléré. Citons en ce sens, en 1789, l'article 20 du cahier particulier de la Ville de Paris : « Le respect des mœurs publiques étant un moyen essentiel pour

maintenir le bon ordre et la sûreté des citoyens, il est intéressant de réprimer *enfin* la licence et la prostitution.

Il sera donc nécessaire de réunir à des défenses précises, les mesures capables d'en assurer l'exécution, pour qu'à l'avenir les prostituées ne puissent *provoquer dans les rues, les places et les jardins*, et pour écarter le danger de l'exemple. »

Les considérations qui précèdent expliquent le vote de la loi du 19 juillet 1791, aux termes de laquelle les filles publiques étaient renvoyées devant le tribunal correctionnel, lorsque, par des manifestations visibles et scandaleuses, elles auraient offensé la morale publique.

L'insuffisance de la police au cours de cette période troublée rendit difficile l'application de la loi de 1791.

Si l'on en croit même Parent-Duchâtelet (tome I), la situation aurait été lamentable, et, l'audace des filles allant croissant, on se serait cru revenu aux plus mauvais jours des époques troublées de l'ancienne monarchie. D'après Parent-Duchâtelet, les filles causaient des attroupements, entravaient la circulation, empêchaient les honnêtes femmes d'approcher des étalages, qu'elles encombraient au plus grand préjudice des marchands.

Les dommages subis par ces derniers furent tels qu'ils offrirent de payer un gendarme pour rester de planton devant leurs boutiques et faciliter la circulation des honnêtes gens.

Les prostituées allaient jusqu'à menacer de casser les carreaux des magasins de ceux qui les invitaient à se retirer. A peine les trottoirs furent-ils créés que les filles s'en emparèrent ; d'où nouvelles réclamations des

commerçants. Certains d'entre-eux se virent dans l'obligation d'agir eux-mêmes en lançant sur les vêtements de ces femmes, de l'encre, de l'huile, des acides, mais ce moyen ne réussit qu'à aggraver le mal, car, le soir, pour se venger, elles brisaient les carreaux des boutiques. Cependant il n'était pas toujours nécessaire d'employer des moyens violents. A ce sujet, Parent-Duchâtelet (1) raconte qu'un marchand de la rue Saint-Honoré, pour tenter de se débarrasser des filles, enduisit un jour la partie du trottoir située devant sa boutique d'une substance grasse pour empêcher d'y circuler ; mais, une nuit, des souteneurs brisèrent la devanture de la boutique pour le punir d'avoir osé gêner les filles dans leurs habitudes.

Ce tableau est exagéré : Les lignes qui précèdent sont certainement écrites en faveur du maintien d'un réglementarisme absolu.

Tout au contraire, il semble bien que, pendant la période révolutionnaire proprement dite, la provocation à la débauche fut poursuivie et réprimée, au moins avec la même énergie que celle employée par l'autorité pendant des périodes moins troublées.

Il eût été plus intéressant de signaler que, pendant la Révolution, la police semble bien avoir traité la déclaration des Droits de l'homme, et la loi de 1791 avec un égal mépris, en usant avec les filles en état de raco-

1. Parent-Duchâtelet, tome I : *De la Prostitution dans la ville de Paris*, considérée sous le rapport de l'hygiène, de la morale, et de l'administration, Paris, 1857.

lage exactement comme si le lieutenant de police et l'ancien régime n'avaient pas disparu.

On trouve la preuve de ce qui précède au *Moniteur*, notamment dans les numéros du 6 et du 18 octobre 1793 et 10 janvier 1794.

D'autre part, de 1789 à 1795, on relève dans les archives de la préfecture de Police un nombre considérable de procès-verbaux dressés par les commissaires de police des sections. De ces procès-verbaux il résulte, d'une part, que les arrestations des filles publiques trouvées en état de racolage étaient l'œuvre des patrouilles de la garde nationale parisienne, et que, d'autre part, ces commissaires de police procédaient, aux interrogatoires des filles arrêtées, avec un soin qui n'a pas toujours été observé depuis ; ces commissaires de police statuaient directement. Tantôt ils remettaient en liberté les femmes contre lesquelles le flagrant délit n'était pas relevé. Tantôt, au contraire, ils ordonnaient de les « déposer », pendant un temps plus ou moins long à la prison du Petit-Hôtel de la Force, lorsque le racolage présentait quelque élément scandaleux.

Signalons également qu'en 1793, le racolage scandaleux fut poursuivi avec la plus grande énergie par Chaumette, le Procureur de la Commune (*Moniteur* du 6 octobre 1793).

En 1793, les commissaires de police, après interrogatoire, ordonnaient que les femmes par eux estimées coupables de racolage scandaleux seraient conduites, sous bonne et sûre garde en la maison de la Salpêtrière, « pour être, par le département de police, statué ce qu'il appartiendra ».

Enfin, en 1794, nous voyons les commissaires de police ordonner que des femmes ayant racolé scandaleusement seront mises en état d'arrestation, et conduites à la maison de la Petite-Force pour y rester : « jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par l'administration de police ».

Nous nous trouvons donc bien ici en face d'une sorte d'emprisonnement administratif.

Ajoutons qu'en 1795 la Convention ordonne de soumettre aux visites sanitaires les filles arrêtées pour racolage.

En résumé donc, sous la Révolution proprement dite, le régime réglementariste finit par reparaître, et il ne semble pas que le racolage ait été plus intense que par le passé.

Il n'en fut pas de même sous le Directoire. On sait combien, à cette époque, les mœurs devinrent relâchées, aussi, en 1796, le 17 nivôse an IV, le Directoire adressa-t-il au Conseil des Cinq-cents un message célèbre dans lequel il proposait à l'assemblée de voter une loi rajeunissant les ordonnances relatives à la matière.

D'après les Directeurs, la prostitution devenait un délit, puni correctionnellement, suivant des formes de procédure dérogatoires au droit commun. Le jugement aurait été prononcé sans instruction préalable, sans audition de témoins, sans assistance d'un défenseur, par un tribunal spécial qui aurait siégé à huis-clos.

Le Conseil des Cinq-cents nomma une Commission pour examiner les propositions contenues dans ce mes-

sage, mais les travaux de cette commission n'aboutirent pas.

Le 7 Germinal an V, un membre du Conseil des Cinq-cents, Bancal, présenta au Conseil une proposition semblable.

Le Conseil des Cinq-cents ne voulut pas prendre cette proposition en considération par ce motif qu'il n'y avait qu'à mettre à exécution les anciens règlements royaux qui sur la matière, « étaient très suffisamment explicites. »

En conséquence, la juridiction administrative continua à fonctionner, bien qu'on pût soutenir que la loi de 1791, toujours théoriquement en vigueur, avait implicitement abrogé ces ordonnances.

Malgré cette inaction du pouvoir législatif, la police avait repris ses fonctions. Un ordre du ministre de la police générale ordonna de faire cesser le racolage qui s'effectuait publiquement et scandaleusement au Palais Royal, et sous les Galeries du Théâtre français. Pour arriver à ce résultat, la police dut se faire aider par des troupes. En tout cas, à partir de ce moment, tout ce qui avait rapport à la prostitution cessa d'être soumis aux tribunaux ordinaires ; la loi de 1791 ne fut plus appliquée.

Après le coup d'Etat du 18 brumaire, le 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), la préfecture de Police fut définitivement créée et organisée à Paris.

Le 3 mars 1802, un arrêté consulaire, prétextant le besoin d'assurer mieux l'exécution du décret que la Convention avait rendu en 1795 et que nous avons signalé plus haut, décida que les anciennes ordonnances de Le-

noir, tout au moins dans leurs parties essentielles, seraient remises en vigueur.

La réglementation fut complétée, le 21 mai 1805, par un décret impérial qui autorisa expressément la police à punir sans contrôle.

Lorsque fut rédigé le Code Pénal de 1810, les rédacteurs de ce Code ne s'occupèrent pas de la prostitution ; mais à la fin du Code, ils insérèrent un article 484 ainsi conçu : « Dans toutes les matières, qui n'ont pas été réglées par le présent Code, et qui sont régies par des lois et règlements particuliers, les cours et les tribunaux continueront de les observer. »

Au cours du xix^e siècle, à propos de cet article, une controverse très vive s'est élevée entre les deux doctrines opposées qui s'occupent de notre matière.

Les réglementaristes, c'est-à-dire, ceux qui estiment que la police des mœurs doit être conservée avec les pouvoirs exorbitants qu'elle exerce sur les femmes publiques, soutiennent que cet article a conservé, à la préfecture de police, la juridiction administrative spéciale qu'elle exerce sur les prostituées, notamment en les frappant, sans contrôle, de la peine d'emprisonnement.

Dans cette doctrine, on argumente ainsi : quand, en 1810, l'orateur du gouvernement énuméra les diverses matières que l'article 484 du Code Pénal avait pour but de conserver, il comprit la prostitution dans son énumération.

Au contraire, les abolitionnistes, c'est-à-dire ceux qui réclament l'abolition de la police des mœurs, et estiment que la législation qui doit régir les femmes publiques ne saurait s'écarter des règles pénales applicables à

tous les autres citoyens, soutiennent que le tribunal administratif fonctionnant aujourd'hui aux mains d'un délégué du Préfet de Police n'a pu survivre à la rédaction du Code Pénal, et ils argumentent, eux aussi, de ce même article 484, aux termes duquel les *cours et tribunaux* doivent appliquer les anciens règlements. Or, dit-on, le préfet de Police n'est ni une cour, ni un tribunal.

L'argument a sa valeur, mais on peut, dans la période moderne, citer des administrations qui possèdent, en outre, la juridiction pénale répressive. Sans parler du Conseil de Préfecture, qui a le contentieux de la répression de la grande voirie, mais qui peut, à ce point de vue, être assimilé à un tribunal, remarquons que, jusqu'en 1873, les maires, fonctionnaires administratifs, étaient également juges de simple police.

Nous reviendrons sur cette controverse dans notre seconde partie, car elle comporte l'examen de deux questions distinctes : 1° Les anciennes ordonnances ont-elles encore validité ? 2° Le personnage chargé de les appliquer est-il le préfet de Police ? Celui-ci, en d'autres termes est-il, à ce point de vue, le continuateur juridique du lieutenant de police de notre ancienne monarchie ?

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence a donné raison à la théorie réglementariste qui est appliquée encore aujourd'hui.

De 1811 à 1816 la préfecture de Police chercha cependant à rédiger un projet réglant définitivement la prostitution en France. Les maisons étaient ouvertes à

nouveau. En raison de l'occupation de la France par les armées alliées, le racolage s'exerçait sans limites.

Ce projet n'aboutit pas, parce que le ministre de la police générale estima, conformément à une théorie exposée plus haut, que cette réglementation était inutile ; l'article 484 du Code Pénal suffisait, d'après lui, pour valider la réglementation antérieure.

Signalons qu'à partir de 1816 la police recommence à interdire le racolage sur certains points de Paris. C'est ainsi qu'il fut interdit, dans les galeries du Palais-Royal, du 15 décembre au 15 janvier. Puis, divers endroits ont été l'objet de prohibitions analogues et ce, d'une manière continue. Citons, par exemple, l'abord des Eglises, le Carrousel, la Place Vendôme, celle du Louvre, du Palais de Justice, les Champs Elysées, l'Esplanade des Invalides, une partie des quais, les boulevards, la rue Saint-Honoré, etc., etc. C'est à ce moment que l'administration décide que le racolage ne sera plus permis qu'à quelques-unes des femmes des maisons publiques et seulement dans un espace, qui, situé autour des maisons, se restreignit de plus en plus. Ce racolage même finit par disparaître.

Nous lisons à cet égard dans la circulaire du Préfet de Police Debelleyme, adressée aux commissaires de Police le 27 avril 1829 :

« A compter du 1^{er} mai prochain, le stationnement est absolument interdit. Les maîtresses de maisons pourront, si elles le jugent convenable à leur intérêt, remplacer les deux femmes qu'il leur est permis de faire stationner à leur porte par une domestique d'un

âge mûr dont la présence n'aura pas les mêmes inconvénients »).

Tout à la fin de la Restauration, le 14 avril 1830, le préfet de Police Mangin décide que désormais la prostitution aura exclusivement lieu dans les maisons de tolérance ; le racolage par les isolées est absolument interdit sous peine d'arrestation immédiate.

Il ne s'écoula pas assez de temps entre la date de cette ordonnance et la chute de Charles X pour que l'on puisse apprécier les résultats de cette mesure.

Le racolage recommença sous la monarchie de juillet, en admettant même qu'il eût momentanément disparu. Le nouveau préfet de Police, Girod de l'Ain, réglementa, il est vrai, à nouveau la matière, le 7 sept. 1830, mais en édictant des mesures moins draconiennes que celles prises par son prédécesseur ; il défend aux filles publiques de paraître, avant la nuit, sur la voie publique de manière à s'y faire remarquer. Il leur défend également d'une manière absolue de provoquer à la débauche, notamment à leur porte et par leur fenêtre.

A partir de la Révolution de juillet, les idées libérales commencent à exercer une certaine influence sur la marche du gouvernement, sur la législation, et même sur l'administration.

Déjà la situation faite aux femmes par l'arbitraire légal, si l'on veut, auquel elles étaient soumises, avait attiré l'attention de certains publicistes.

Peu à peu va se dessiner une opinion suivant laquelle il n'est pas possible qu'il y ait en France des personnes mises hors la loi, et quelqu'infâme que soit le

métier qu'elles font, soumises à la législation la plus arbitraire.

De nos jours ce mouvement s'est généralisé ; il s'appelle l'abolitionisme et s'est constitué en une vaste organisation internationale. Evidemment, sous la monarchie de juillet, ces idées ne pouvaient avoir, sur les décisions de l'administration policière, qu'une bien faible répercussion ; et cependant, le 24 mars 1837, on voit déjà le préfet de police Delessert essayer, dans une circulaire adressée aux commissaires de police, de faire une distinction entre les femmes qui racolent habituellement et devront être punies comme par le passé par cas de scandale, et les femmes qui commettent à ce point de vue une faute passagère, celles-ci devant, avant tout, faire l'objet des préoccupations en vue de les ramener au bien.

Il est intéressant de constater ici que le Préfet Delessert avait formulé, dans une autre circulaire en date du 10 février 1841, sur la répression du racolage, des idées très analogues à celles préconisées en 1883 au Conseil Municipal de Paris, et, en 1904, à la Commission extraparlamentaire du régime des mœurs. Le préfet pose en principe qu'il est impossible d'empêcher la circulation des femmes publiques sur la voie publique. Cela posé, toutes les fois qu'un désordre quelconque sera imputable à celles-ci, l'arrestation immédiate s'imposera. Défense est faite aux femmes qui racolent de stationner ou de former des groupes.

Enfin, le racolage qui doit être réprimé est celui causé par des propos obscènes, des attouchements, des attaques grossières ou injurieuses. Si ces prescriptions aux-

quelles, croyons-nous, doit être donnée une approbation sans réserve, avaient toujours été observées par les agents de la police des mœurs, les arrestations scandaleuses qui se sont quelquefois produites, n'auraient pas eu lieu, et le régime actuel de la police des mœurs ne serait pas unanimement condamné, même par les réglementaristes contemporains.

Mais, d'autre part, le Préfet Delessert se départit un peu de la rigueur antérieurement montrée contre le racolage des femmes de maisons : sa décision du 17 nov. 1842 défend aux maîtresses desdites maisons de laisser plus d'une fille à la fois se livrer au racolage, ce qui autorise un racolage partiel. De plus, le préfet autorise un mode spécial de provocation publique à la débauche : le gros numéro, qui pouvait avoir au maximum soixante centimètres de hauteur et être éclairé la nuit.

En 1843, nouvelle réglementation, dirigée, cette fois, contre les insoumises, c'est-à-dire contre les isolées non en carte, non enregistrées à la préfecture de police.

« Il y aurait lieu, dit le règlement du 16 novembre 1843, de procéder à l'arrestation d'une insoumise dans un lieu public notoirement ouvert à la prostitution, s'il y a trace de flagrant délit, ou aveux de la part de la fille ou de l'homme trouvé avec elle, s'il y a eu provocation de la part de la fille à un acte de débauche ».

Plus spécialement, en ce qui concerne le racolage des insoumises, le règlement du 16 novembre 1843 s'exprime ainsi :

« Les inspecteurs ne procéderont à l'arrestation sur la voie publique d'une insoumise qu'ils n'auraient pu

surprendre dans l'un des cas sus-énoncés que lorsqu'une surveillance prolongée leur aura permis d'observer des faits susceptibles d'être précisés, soit qu'on la saisisse au moment où elle sortait d'un lieu de prostitution ou circulant avec des filles publiques, soit qu'elle occasionne par ses provocations un scandale public ».

Après la Révolution de février, une circulaire de Caussidière (27 avril 1848) fait encore une distinction entre le racolage toléré et le racolage défendu : d'après cette circulaire, les commissaires doivent immédiatement arrêter toutes les femmes qui provoquent à la débauche, tout au moins pendant le jour ou après 10 heures du soir, ou qui se livreraient à des actes de nature à troubler l'ordre et la tranquillité publique.

Nous arrêterons ici cet exposé historique.

Dans une seconde partie, en effet, nous indiquerons quel est le régime auquel sont actuellement soumises les femmes contre lesquelles est relevé le fait de racolage.

Disons seulement que nous n'accepterons pas sans réserves l'ordre du jour que, le 8 mai 1877, votait le Sénat : « Il existe toute une législation sur la matière, depuis 1789 jusqu'à nos jours, à laquelle il est prudent de ne toucher qu'avec une extrême réserve, car le temps et l'expérience en ont démontré l'efficacité ».

DEUXIÈME PARTIE

EXPOSÉ DE LA LÉGISLATION ACTUELLE

Pour exposer comment, à l'époque actuelle, est poursuivie et réprimée la provocation publique à la débauche, nous rechercherons tout d'abord si certains textes du Code Pénal peuvent s'appliquer au seul fait de racolage ; nous verrons notamment que les divers articles relatifs aux mœurs ne peuvent servir à le réprimer.

Nous dirons en second lieu que des sanctions positives existent cependant, d'ailleurs très diverses, et dont plusieurs sont d'une légalité aujourd'hui plus ou moins contestée.

Notons dès maintenant que ces sanctions ne sont pas les mêmes sur tout le territoire, que la Ville de Paris est régie à ce point de vue par les vieilles ordonnances du lieutenant de Police dont, en fait, le préfet de Police actuel est considéré comme le successeur.

Dans les départements, au contraire, le racolage est

régi et réglementé par des arrêtés municipaux imposant aux femmes publiques des obligations diverses. Nous consacrerons donc un chapitre spécial à la réglementation parisienne et un autre chapitre à celle existant en province.

CHAPITRE PREMIER

DE LA PROVOCATION PUBLIQUE ET DES TEXTES QUI LA RÉPRIMENT

La provocation publique à la débauche, que l'on appelle aujourd'hui couramment « racolage », et que l'on nommait jadis « raccrochage », revêt des formes infiniment variées. La simple exagération d'une toilette voyante, une démarche provocatrice, une attitude peu convenable, un coup d'œil engageant, telles sont les formes les moins répréhensibles du racolage sur la voie publique.

Souvent, la provocation est plus directe : une offre se fait à voix basse ; ou bien encore la femme se tient à sa fenêtre, près de ses rideaux soulevés et plus ou moins enrubannés.

On trouve aussi le racolage à la fausse mineure : une femme, souvent très majeure, mettant à profit l'exiguïté de sa taille et la jeunesse de ses traits circule sur la voie publique en jupe courte, nattes dans le dos....

La provocation a aussi plus souvent, surtout dans les quartiers excentriques, un caractère plus direct ; le

passant est saisi par le bras ; la femme cherche à l'entraîner. Et ces faits se passent d'ordinaire sous l'œil vigilant de l'homme qui exploite la prostituée, caractérisée, suivant nous, surtout par ce fait qu'elle s'offre à tout venant. Nous pensons qu'en effet l'appât du gain n'est qu'un caractère accessoire de la prostitution.

Ces diverses formes de racolage, et d'autres encore, se retrouveront dans la suite de ces développements. Quelquefois, d'ailleurs, la racoleuse va plus loin : L'invitation est accompagnée de gestes ou de faits plus ou moins immoraux. On peut donc assez aisément distinguer ici deux formes de provocation :

1° La provocation *simple*, qui a lieu par gestes, par paroles, mais dans laquelle la liberté de circulation du passant n'est en aucune façon entravée ; 2° la provocation *scandaleuse*, dans laquelle l'invitation se complique d'un fait illicite, comme celui de saisir le passant par le bras, ou d'un fait immoral, sur la nature duquel il est inutile d'insister.

Cela posé, demandons-nous si la provocation publique à la débauche est réprimée par certains textes du Code Pénal.

Supposons d'abord que la provocation soit scandaleuse :

Elle comprend alors deux éléments : un fait de racolage, et une infraction pénale qui est : soit une atteinte à la liberté individuelle, soit un outrage public à la pudeur. Dans ce cas, cette infraction pénale sera réprimée par le Code Pénal, en général par l'article 330, qui punit l'outrage public à la pudeur, le seul délit qui, pratiquement, puisse être imputé à la racoleuse, comme

accompagnant le fait de racolage, les passants ne se plaignant pas, du moins très ordinairement, quand ils sont appréhendés par le bras, ou quand, ayant refusé les offres, ils reçoivent des injures qu'ils méprisent. Nous sommes donc ainsi amenés à ne considérer que le racolage simple, séparé de tout délit connexe, et nous avons à nous demander s'il tombe sous les coups de la législation pénale et, au cas d'affirmative, quels sont les textes qui lui sont applicables.

On a soutenu que le fait seul, par une femme publique, d'accoster un homme sur la voie publique et de le solliciter, tombait sous l'application de l'article 330 du Code Pénal, qui réprime l'outrage public à la pudeur (1).

Nous ne croyons pas que cette opinion soit exacte ; nous pensons qu'il y aurait outrage public à la pudeur seulement si la femme tentait d'entraîner le passant en ne se bornant pas à des paroles même inconvenantes, c'est-à-dire, en d'autres termes, s'il y avait un acte matériel indécent commis en public, ce qui nous fait rentrer dans la provocation scandaleuse :

« Il est certain, dit M. Garraud (tome V, § 1809, page 47), que des paroles, quelque grossières ou licencieuses qu'elles soient, ne constitueraient pas l'élément matériel de l'outrage à la pudeur puni par l'article 330 ».

Et Faustin-Hélie n'est pas moins explicite (tome IV, page 208) :

1. Delapalme, *Encyclopédie du droit*, V. Attentat aux mœurs, n° 12 et suivants.

« Les expressions grossières ne peuvent, en aucun cas, constituer un délit. L'outrage par parole constitue un délit d'une autre nature, punissable comme l'injure, d'après les règles d'une autre législation. L'outrage prévu par l'article 330 est donc un outrage *par action*. Il faut un *fait matériel* pour le constituer ».

Nous concluons donc que le racolage simple ne peut être confondu avec l'outrage public à la pudeur, que l'article 330 est, en l'espèce, inapplicable.

Le racolage va donc être complètement permis ? En l'absence de tout texte pénal répressif, les femmes pourront donc librement racoler sur la voie publique ?

La théorie abolitioniste répond affirmativement : pourvu que la provocation ne soit pas scandaleuse, elle sera permise, sous cette restriction qu'il n'y aura pas encombrement de la voie publique, restriction qui, d'ailleurs, n'est pas spéciale aux prostituées.

La théorie réglementariste, toujours appliquée en France, répond au contraire, négativement. Une législation spéciale précédemment étudiée dans ses origines régira la matière. Les femmes publiques, il est vrai, seront en dehors du droit commun, mais cette solution sera la conséquence nécessaire du métier spécial auquel elles se livrent.

Pour Paris, les anciens règlements resteront en vigueur et seront appliqués dans la limite où le permettent les principes généraux de notre droit pénal moderne.

Pour la province, les maires, ayant le droit de régle-

menter la circulation sur la voie publique, réglementeront la prostitution qui s'y installe.

Telles sont les deux réglementations, aujourd'hui existantes, que nous allons étudier dans les deux chapitres suivants.

CHAPITRE II

LA RÉGLEMENTATION DU RACOLAGE A PARIS

SECTION I. — *De la validité des anciens règlements.*

La thèse réglementariste, adoptée et appliquée par l'autorité publique, est que les anciens règlements relatifs à la prostitution sont toujours en vigueur et que le préfet de police, en tant que successeur de l'ancien lieutenant de police, est chargé de les faire respecter.

Insistons sur cette théorie, que nous avons déjà signalée plus haut.

Pour préciser l'intérêt de la discussion qui va suivre, disons immédiatement qu'à Paris la Préfecture de Police soumet les prostituées à la mise en carte et à l'obligation de visites sanitaires périodiques ; de plus, quand une prostituée n'obéit pas à l'une des prescriptions mentionnées sur sa carte, un sous-chef du bureau de la Préfecture de Police, lui inflige, d'autorité, un emprisonnement qui varie de quatre à quinze jours.

Par exemple, supposons une femme isolée que les agents de la police des mœurs affirment avoir vu racoler ; après avis d'une commission de 3 membres elle sera inscrite sur les registres de prostitution, c'est-à-dire mise en carte.

Cela posé, conformément aux ordres de cette carte, elle devra se rendre régulièrement aux visites sanitaires. Si elle ne s'y rend pas, ou encore si elle racole ultérieurement dans des conditions qui ne sont pas celles imposées par la préfecture de police, celle-ci, par l'intermédiaire de l'un de ses fonctionnaires, la condamne à l'emprisonnement. Mise en carte, visites sanitaires, emprisonnement administratif, sont autant de mesures dérogatoires au droit commun : comment la doctrine réglementariste les justifie-t-elle ?

Cette justification nécessite une double démonstration.

Il faut : 1° prouver que les règlements édictés sur la prostitution sont encore en vigueur ;

2° Prouver que le Préfet de police, en tant que successeur du lieutenant de police, a qualité pour appliquer ces règlements et, notamment pour statuer au pénal contre les infractions à ceux-ci. Nous avons, plus haut, exposé la controverse qui s'est élevée sur le premier point entre abolitionnistes et réglementaristes. Nous n'avons donc pas à y revenir. Rappelons seulement que le Conseil des Cinq-cents a estimé que l'ancienne réglementation devait survivre, et que cette décision a été conservée par les Consuls d'abord, par l'Empereur ensuite. Au surplus, suivant nous, l'article 484 du Code Pénal a validé cette situation. En

sorte qu'aujourd'hui les anciens règlements sur la prostitution en général, et sur le racolage en particulier, sont encore légaux et doivent s'appliquer dans les limites où le Droit français moderne permet de les déclarer applicables.

Sur le premier point qui nous occupe, la jurisprudence de la cour de Cassation n'a jamais varié au cours du XIX^e siècle. Elle a souvent, notamment, jugé que l'ordonnance du lieutenant général de police du 6 novembre 1778 est encore en vigueur : Cassation de 16 jugements du tribunal de simple police de Paris en date du 29 mars 1884, *Gaz. Trib.*, 26 juillet 1884 ; arrêt du 11 juill. 1884, V. également : D. P., 84.1.333.

Les arrêts reproduisent ici les arguments qui viennent d'être exposés.

A cette théorie, les adversaires de la réglementation font diverses objections. Ainsi que nous l'avons dit, ils nient, tout d'abord, que l'article 484 ait conservé le règlement Lenoir, et autres ordonnances, le préfet de Police n'étant ni une cour, ni un tribunal : cet argument ne s'applique qu'au pouvoir de juger les femmes publiques, pouvoir qu'avait le Lieutenant de Police, et que le préfet de Police exerce aujourd'hui, mais il ne concerne pas les règlements eux-mêmes.

On argumente aussi, contre la thèse des réglementaristes et de la cour de Cassation, de l'ordonnance du 7 novembre 1780, ordonnance qui sévissait contre les marchands qui louaient, aux filles publiques, des vêtements de luxe à la journée.

Cette ordonnance, dit-on, procède évidemment de la même idée que celle de 1778, laquelle poursuivait

ceux qui louaient des chambres à ces mêmes femmes. Or, si l'on admet, avec la cour de Cassation, que l'ordonnance de 1778 peut encore être invoquée contre les bailleurs, l'ordonnance de 1780 devrait également être invoquée contre les modernes marchands à la toilette, ce qui serait plutôt excessif.

On pourrait même se demander si, en vertu de l'ordonnance de 1778, qui a été rendue à une époque où la maison de tolérance n'était pas organisée, où la carte n'existait pas, la prostitution officielle ne devrait pas être punie et réprimée, au même titre que la prostitution clandestine. Le règlement de 1778, en effet, ne faisait aucune distinction entre les deux classes de prostituées, puisqu'en 1778 cette différence n'existait pas. Quoi qu'il en soit, la jurisprudence est constante ; la réglementation de Lenoir est toujours en vigueur.

Mais, de ce que l'ordonnance de Lenoir, de 1778, est toujours en vigueur, s'ensuit-il que les pénalités portées par cette ordonnance et par celle de 1684 pourraient-être appliquées ; les femmes publiques, par exemple pourraient-elles être condamnées à avoir les cheveux rasés ? Et même des condamnations très fortes, encore possibles aujourd'hui, pourraient-elles être prononcées ? La Cour suprême ne l'a pas pensé, et tout en cassant, le 11 juillet 1884, seize jugements d'acquiescement prononcés par le Tribunal de simple police de la Seine, jugements décidant que l'ordonnance de Lenoir était abrogée, la cour de Cassation a posé en principe que toute contravention aux articles de ce règlement devrait être sanctionnée par les peines de simple police édictées par le Code Pénal actuel ; ces

dernières peines doivent donc être substituées aux peines prononcées par cette ordonnance, celle-ci étant inconciliable aujourd'hui avec les peines applicables aux simples contraventions.

Dans les seize espèces présentées à la Cour suprême, il s'agissait de décider, notons-le, si les dispositions de l'ordonnance de Lenoir, applicables aux personnes logeant des prostituées en garni, étaient encore en vigueur. Mais la solution donnée est évidemment applicable aux dispositions concernant les prostituées elles-mêmes : « Que, parmi les dispositions de l'ordonnance de 1778, il y en ait un certain nombre qui soient inapplicables aujourd'hui, personne n'a jamais songé à le contester. Ainsi personne ne réclame aujourd'hui l'application des peines corporelles prononcées contre les filles ou femmes de débauche par l'ordonnance de 1778. Mais les prohibitions de police édictées par cette ordonnance subsistent toujours, car elles sont parfaitement conformes à nos mœurs et plus que jamais nécessaires.

Les prohibitions portées par l'ordonnance sont toujours en vigueur ; la sanction seule est changée ». (Conclusions du Procureur Général Barbier, Cass., 11 juill 1884, *Gaz. Trib.*, 30 juillet 1884).

D'où il suit que, le règlement de 1778 n'étant pas abrogé, les femmes en état de racolage peuvent être poursuivies en vertu de ce règlement. De quelles peines seraient-elles punies ? Nous écartons, bien entendu, les peines qui ne sont plus en harmonie avec notre législation pénale moderne.

Mais, cela posé, une difficulté surgit : supposons une

infraction au règlement Lenoir punie d'une amende de 200 livres : va-t-on condamner à 200 francs d'amende ? Si oui, le tribunal correctionnel est compétent, et non le tribunal de simple police. Nous avons vu plus haut que, le 11 juillet 1884, la Cour de Cassation avait déclaré abrogé le système des peines organisé par Lenoir et décidé que toutes les peines, sanctionnant les violations de ce règlement deviendraient des peines de simple police.

Mais cette théorie ne fut pas, de prime abord, adoptée par la cour de Paris et le Tribunal de la Seine : puisque le règlement de 1778 était applicable et que certaines peines portées par ce règlement n'étaient pas contraires au système de peines de notre droit moderne, pourquoi, le cas échéant, ne pas les appliquer ? D'où, le 28 juillet 1865 (D. P., 66.2.37), un jugement du tribunal de la Seine condamnant un logeur en garni à 200 francs d'amende, peine fixée par Lenoir et le 15 novembre 1865 confirmation de ce jugement par la cour de Paris. Mêmes solutions le 25 août 1865, D. P., 66.2.37. Au contraire le 19 décembre 1866 le tribunal correctionnel de la Seine sur une poursuite pour infraction au règlement Lenoir se déclarait incompétent. D. P., 67.3.21.

La cour suprême en présence de ces divergences a constamment admis son interprétation indiquée plus haut (*Adde* : Cass. crim., 1^{er} déc. 1866, D. P. 67.1.142) : sur renvoi, Orléans, 28 janvier 1867, D. P. 67.2.205) : les peines portées par Lenoir doivent disparaître pour faire place aux peines de simple police, le règlement de 1778 étant désormais assimilé à un

règlement municipal, en vertu de la loi de 1790 (*Sic* : Cass. crim., 19 mars 1875, S. 75.1.237).

Remarquons le, cette jurisprudence sanctionne les infractions à l'ordonnance par des condamnations prononcées par des tribunaux ordinaires, par les juges de simple police.

Mais la cour de Cassation n'a jamais reconnu que le Préfet de police moderne était investi du droit de prononcer lui-même, ou par des fonctionnaires délégués par lui, des peines qui, par leur durée, sont, le plus souvent, de la nature de celles que prononcent journellement les tribunaux de police correctionnelle.

Un second point, beaucoup plus délicat à notre sens, est donc celui de savoir s'il est exact que le préfet de police soit bien le successeur du lieutenant de police, et si, par suite, comme ce dernier, il peut exercer la juridiction spéciale que le lieutenant de police s'était accordée sur les prostituées.

Pour la Préfecture de Police, la question ne se pose même pas (circulaire du 25 juillet 1878 et ordonnance du 15 juin 1832, art. 8), et une pratique constante existe sur la matière : au nom du préfet de police, un honorable fonctionnaire de la préfecture de police (1) distribue, de façon continue, aux prostituées qui ont contrevenu aux règles fixées par leur carte, notamment en matière de racolage, de nombreuses semaines d'emprisonnement, et ce, sans aucune des garanties qu'ont,

1. Malgré l'arrêté du préfet de police du 5 août 1908, ce fonctionnaire statue seul.

normalement, les personnes, qui, inculpées d'un délit, comparaissent devant les juridictions ordinaires.

Cependant il est ici permis de douter que le préfet de police ait hérité de la juridiction des anciens lieutenants de police, et les arguments présentés par les abolitionnistes ont, dans notre hypothèse, une force considérable : que les pouvoirs *administratifs* du lieutenant de police soient, aujourd'hui, l'apanage du préfet de police, rien de plus naturel et les dispositions législatives sont en ce sens. Mais que le préfet de police ait hérité des pouvoirs *judiciaires* de l'ancien lieutenant de police, rien n'est moins certain.

Dans notre ancienne monarchie, en effet, le lieutenant de police était un personnage possédant deux fonctions bien distinctes, phénomène que la confusion des pouvoirs rendait alors possible. Il jugeait au nom du roi, de qui émanait toute justice ; ainsi que nous l'avons dit plus haut, il siégeait au Châtelet. C'était un magistrat, il était un véritable tribunal. En telle sorte qu'une assimilation entre l'ancien lieutenant général de police et l'actuel tribunal de police correctionnelle peut se concevoir, alors que, en ce qui concerne le préfet de police moderne, une semblable assimilation est impossible à imaginer.

D'où il suit, concluent les abolitionnistes, que si l'on admet que le règlement de 1778, en vertu de l'article 484 du Code pénal, a passé dans le droit moderne, le pouvoir de juger, qu'avait le lieutenant de police, n'a pu passer qu'aux tribunaux ordinaires ; la juridiction qu'exerce actuellement, en fait, sur les femmes publi-

ques, par lui-même ou par un fonctionnaire délégué, le préfet de police, est une juridiction usurpée.

Maire de Paris, le préfet de police peut bien prendre des arrêtés réglementaires pour assurer la circulation, le bon ordre sur la voie publique, mais les violations de ces dispositions sont réprimées par les tribunaux de simple police, frappées d'amende : le Préfet ne saurait, lui-même, prononcer des peines de nature correctionnelle, en vertu de vieux règlements que la jurisprudence estime devoir être sanctionnés, au cas de violation, par des peines de simple police (art. 471, § 15, C. P.).

Nous admettons cette opinion ; nous pensons que la juridiction spéciale administrative doit être légalisée ou disparaître. Nous adoptons, en d'autres termes, l'opinion de Faustin-Hélie : D'une part, tout d'abord, les anciens règlements sur la prostitution sont encore légaux, dans la limite précisée plus haut :

« Il est un assez grand nombre d'anciens règlements dont les dispositions prévoyantes peuvent être utiles encore. Ces anciens règlements peuvent-ils être appliqués ? Peuvent-ils dans certains cas, être considérés comme des règlements administratifs dans le sens de l'article 471 ? L'affirmative est certaine ». (Faustin-Hélie et Chauveau, n° 2513).

Mais, d'autre part, la juridiction spéciale du préfet de police n'est pas légale : « Il en est de même à l'égard des filles, dit Faustin-Hélie (tome III, p. 104) ; nous ne parlons ici que du seul droit de les arrêter et de les détenir arbitrairement ; aucune loi, aucune disposition quelconque ne donne un tel droit à l'administration.

Quelle que soit la position de ces femmes, elle doit les surveiller ; mais elle ne peut pas les arrêter lorsqu'elles ne commettent pas de délit punissable.

On ne peut reconnaître de classe à part, qui soit en dehors du droit commun, et pour laquelle les lois n'aient ni force ni protection ; on ne peut reconnaître à l'administration d'autres droits que ceux que la loi lui confère ».

La discussion qui précède montre déjà combien est vive la lutte contre l'organisation actuelle de la Police des mœurs. Un premier point est, dans l'opinion de beaucoup, considéré comme acquis : le tribunal fonctionnant à la Préfecture de police pour juger les prostituées qui n'ont commis aucun délit de droit commun a une base légale bien faible, d'autres disent : inexistante. D'où, sur ce point, d'après beaucoup, la nécessité d'une réforme. En étudiant le fonctionnement du système réglementariste parisien, surtout à propos de la sanction qui frappe les insoumises qui racolent sur la voie publique, nous verrons également s'élever d'autres critiques.

SECTION II. — LA POLICE DES MŒURS A PARIS ET LE RACOLAGE.

§ 1. — *L'arrestation.*

Nous avons maintenant à suivre la procédure usitée contre les femmes qui, à Paris, racolent indûment,

c'est-à-dire contre les inscrites qui, en racolant, ne se conforment pas aux prescriptions de leur carte, et contre les insoumises qui racolent d'une façon quelconque.

Le service des mœurs est préposé à cette procédure ; il se divise en service actif et en service sédentaire.

Le service actif comprend un certain nombre d'agents en bourgeois chargés de surveiller la voie publique.

Le service sédentaire est confié à un bureau de la préfecture de police. C'est à ce service qu'est attachée la juridiction répressive.

D'après le rapport présenté par M. Paul Meunier en 1904, à la commission extra-parlementaire du régime des mœurs, il y a lieu de distinguer, parmi les femmes qui racolent sur la voie publique, celles qu'on arrête et celles qu'on n'arrête pas. C'est ainsi qu'on n'arrête pas les femmes très élégantes dont la clientèle comprend les viveurs appartenant à une classe sociale élevée. On n'arrête pas non plus dans le quartier des Ecoles. L'arrestation des femmes inscrites a lieu très aisément.

Il y a, pour les agents des mœurs, une sorte de présomption de racolage par le seul fait que la fille circule dans la rue, et ils n'ont qu'à voir si cette circulation s'effectue conformément aux ordres inscrits sur la carte. Au reste, ils peuvent toujours dire que le racolage est scandaleux.

Les agents chargés d'arrêter chaque soir un certain nombre de filles, opèrent plutôt au hasard.

Nous ne suivrons pas les abolitionnistes dans leurs attaques contre les agents des mœurs. Nous pensons qu'au

cours des arrestations auxquelles ils procèdent, ceux-ci n'écoutent ni leurs rancunes, ni leur intérêt.

Mais il est probable qu'ils ne font aucune différence entre le racolage scandaleux et celui qui ne l'est pas : ils arrêtent, quand ils craignent que, ce soir-là, le nombre des arrestations soit insuffisant, toute femme inscrite qui racole.

Deux infractions aux obligations portées sur la carte motivent beaucoup d'arrestations. C'est d'abord le racolage en réunion, comme cela se produit sur certains points des boulevards. Alors il y a une raffe, et cette arrestation en masse, de toutes les femmes stationnant sur un point, entraîne parfois des erreurs déplorables.

C'est ensuite le racolage après l'heure légale portée sur la carte. A ce moment se complète le chiffre des arrestations de femmes inscrites qu'il est normal d'opérer ce soir-là. En tous cas, nous le répétons, l'arrestation a lieu avec la plus grande facilité : L'inspecteur fait un signe : la femme inscrite le suit.

Il n'en est évidemment pas de même des insoumises, des non-inscrites ; l'arrestation n'a souvent lieu que lorsque les actes de racolage ont été répétés plusieurs fois ; cependant il peut arriver qu'une seule provocation entraîne l'arrestation : tout dépend du bon plaisir de la brigade mobile.

Mais, ici, on doit craindre la résistance de la femme ; aussi l'arrestation n'a-t-elle pas lieu au moment même du fait de racolage ; elle se fait plus tard, plus loin, dans un endroit désert, et cette particularité cause quelquefois des erreurs graves.

Les agents en civil qui sont chargés de la surveillance de la rue, au point de vue du maintien des bonnes mœurs, ne sont pas toujours recrutés parmi les meilleurs. A la suite de l'arrestation arbitraire d'une honnête femme, comme en 1903, lors de l'affaire Forissier, la préfecture de police, à laquelle on reproche le manque de tact des agents, répond qu'elle ne peut pas choisir ces derniers dans le corps diplomatique.

C'est exact ; mais si l'on songe que le fait d'affecter au service des mœurs un agent attaché antérieurement à un autre service, est plutôt considéré comme une disgrâce, comme une punition, on arrive à cette conséquence que le choix des agents des mœurs pourrait, cependant, être meilleur.

Les arrestations dont il vient d'être parlé sont-elles légales ?

Elles ont lieu en vertu des anciennes ordonnances, surtout de celle de 1684, que nous avons étudiée plus haut. Mais, là encore, les abolitionnistes font deux objections.

La première est tirée du Code Pénal ; les articles 114, 341, 342, considèrent comme des crimes et punissent comme tels les arrestations et les détentions arbitraires.

La seconde objection se trouve dans l'article 7 de la déclaration des droits de l'homme : « Nul, dit cet article 7, ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites.

« Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires doivent être punis ».

La constitution de l'an VIII (article 77), et la consti-

tution de 1848 (article 4) formulent des principes analogues.

Or, si les anciennes ordonnances, d'après la juridiction de la Cour de Cassation, ne valent plus que comme règlements municipaux, sanctionnés par des peines de simple police, on ne conçoit pas que l'on puisse baser sur le règlement de 1684 le droit de procéder à une arrestation quelconque ; les articles précités du Code Pénal deviendraient, dès lors, applicables.

Quoi qu'il en soit, une fois arrêtées pour racolage, les femmes, soumises ou insoumises, sont conduites au poste de Police. Dans ce qui va suivre, nous distinguerons entre les filles isolées inscrites, d'une part, et les isolées insoumises, d'autre part.

§ 2. — *Il s'agit d'une isolée insoumise.*

Supposons tout d'abord que la femme arrêtée pour racolage ne soit pas inscrite sur les registres de la Préfecture. Les faits de racolage simple étant, nous le savons, assez difficiles à saisir avec certitude, il est possible que les agents fassent erreur, et arrêtent une femme honorable : ce cas s'est malheureusement présenté quelquefois. Evidemment les formalités qui suivent l'arrestation d'une femme non inscrite seront plus minutieuses que celles observées après l'arrestation d'une femme en carte. Cependant nous pensons que, là encore, la police fait trop peu de cas du principe de la liberté individuelle : En effet, aux termes du règlement Gigot, du 15 octobre 1878, toute insoumise arrêtée doit être

aussitôt interrogée par le commissaire de police du quartier. Or, le commissariat étant fermé à 10 heures du soir, et les neuf permanences qui, à partir de 10 heures du soir, remplacent les commissariats, étant fermées à 3 heures du matin, il en résulte que toute femme qui, arrêtée, ne peut être interrogée à temps, doit passer le reste de la nuit au poste, même si elle est victime d'une erreur des agents de la police des mœurs.

Pour les insoumises, le rapport fait par les agents et relatant les détails des arrestations, est plus détaillé que lorsqu'il s'agit du rapport concernant l'arrestation d'une femme en carte.

En général le rapport relatif à l'arrestation d'une insoumise est ainsi conçu :

Ordre de consigne

BRIGADE

DU

X^e ARRONDISSEMENT

1^{er} octobre 1913

« Consignons au poste de.... à la disposition de M. le commissaire de police, la nommée X...., âgée de...., née à...., département de...., ouvrière, demeurant rue...., n°...., et arrêtée à 10 h. 30 du soir, place de la République en face le N°...., laquelle stationnait et racolait des hommes par gestes et paroles.

« Interpelée, cette fille a déclaré qu'elle se livrait à la prostitution depuis deux mois environ, et cela dans le but de subvenir à ses besoins, et avoir été arrêtée le..... 1913, pour ce motif, et renvoyée au Dépôt.

« Conduite devant M. le secrétaire de permanence, après avoir renouvelé ses aveux, nous avons reçu l'ordre de la consigner à votre disposition.

« Les gardiens de la paix du arrondissement.

Signé : A. . . . , B. . . . »

La première formalité qui suit ce rapport est l'interrogatoire auquel procède le commissaire de police. Les réponses faites par l'insoumise arrêtée sont consignées dans un procès-verbal.

Normalement, comme suite à cet interrogatoire, et par une décision insérée dans le procès-verbal lui-même, le commissaire de police, par mesure administrative, envoie l'insoumise au dépôt.

Une fois extraite du dépôt, l'insoumise comparait, en pratique (1), devant le commissaire interrogateur, qui n'est autre que le juge administratif unique, dont nous avons déjà eu plusieurs fois l'occasion de parler et qui constitue ce tribunal répressif dont la légalité semble si incertaine (1).

Après avoir examiné les procès-verbaux d'arrestations et d'interrogatoires, s'il s'agit d'une insoumise

1. D'après l'arrêté du préfet de police du 5 août 1908, le sous-chef du bureau des mœurs, commissaire-interrogateur, devrait être ici assisté de deux Commissaires de police en retraite. L'interrogatoire devrait donc avoir lieu, non devant un juge unique, mais devant une Commission (Fiaux, *La Police des mœurs*, t. III, p. 669). En pratique, ainsi que nous le disons dans le texte, ce règlement n'est pas observé.

ayant plus de 18 ans (1) le commissaire interrogateur ordonne le plus souvent qu'il soit procédé à la visite sexuelle.

Si, après cette visite, l'insoumise est reconnue malade, elle est aussitôt envoyée à Saint-Lazare. Insistons sur cette visite sexuelle préliminaire. Elle est imposée à toute insoumise arrêtée ; il importe, en effet, estime-t-on à la Préfecture, de connaître son état de santé, parce que, si elle est malade, elle est bien plus sujette à être mise en carte.

On lui explique qu'elle a elle-même intérêt à connaître si elle est saine, et à se faire soigner si elle est malade.

Lors de son interrogatoire, on lui fait signer une déclaration par laquelle elle reconnaît qu'elle a coutume de racoler, qu'elle est fille publique, et qu'elle demande à passer la visite.

Il peut arriver que l'insoumise refuse de signer une semblable déclaration ; par exemple, elle peut refuser de passer la visite.

En principe, on ne l'y force pas, mais on lui représente les dangers que ce refus peut lui faire courir ; notamment on la menace de la faire comparaître en police correctionnelle sous l'inculpation de vagabondage.

Il importe, cependant, de reconnaître que l'insoumise arrêtée, envoyée à la visite, surtout lorsqu'elle est reconnue saine, n'est pas nécessairement, et *ipso facto*, mise en carte.

1. Aujourd'hui la loi de 1908 fait, aux mineures de 18 ans, une situation spéciale qui sera étudiée plus loin.

Très souvent ce n'est qu'après une seconde et même une troisième arrestation que l'insoumise, au cas de refus d'accepter la carte, est traduite devant la commission dont le rôle consiste à statuer sur l'opportunité de cette mise en carte.

Supposons donc une récidiviste, majeure de 18 ans, elle est mise en demeure d'accepter la carte ; si elle l'accepte, la commission prend acte de son acceptation, et elle est immédiatement inscrite et relâchée. Si elle n'accepte pas la carte, la commission décide s'il y a lieu de l'imposer. Avant que la décision soit prise, la femme est toujours entendue et elle peut présenter ses observations.

Pour que la femme soit inscrite il faut, évidemment, qu'il soit bien établi par les rapports des agents et l'enquête faite à ce sujet que la femme en question racolait sur la voie publique, qu'elle se donnait à n'importe qui pour de l'argent, et qu'elle n'avait pas d'autres moyens d'existence que la prostitution.

Alors que les abolitionnistes considèrent la carte, comme un « permis de chasse », les réglementaristes, et par suite les fonctionnaires de la police des mœurs, estiment que la carte a principalement un but hygiénique, et qu'elle a été instituée, avant tout, dans l'intérêt de la santé publique.

Quant à la commission qui peut ordonner, d'office, la mise en carte, elle est composée de trois membres, et siège trois fois par semaine. Les trois membres composant cette commission sont le commissaire-interrogateur et deux commissaires de la ville de Paris siégeant à

tour de rôle (1). Après chaque séance la commission adresse au préfet de Police un bordereau sur lequel se trouvent : le nom des femmes qu'elle propose de mettre en carte, le nombre d'arrestations que chacune a subies, l'état sanitaire de chacune, et tous autres renseignements. C'est le préfet de Police qui signe la mise en carte, la commission se bornant à proposer celle-ci. Mais il est évident que ses propositions sont toujours ratifiées par le préfet.

En théorie, les femmes peuvent faire appel au préfet de Police de la décision de la Commission, mais, en pratique, ce recours n'a jamais lieu.

Il existe à Paris deux sortes de cartes ; l'une est de couleur blanche et destinée aux inscrites reconnues saines. Cette carte sur laquelle doit être apposée la photographie de l'inscrite, porte ses nom, prénoms, date et lieu de naissance, et indique la date des visites sanitaires bimensuelles auxquelles la femme doit se soumettre. Les visites subies sont indiquées, au dos de la carte, dans des cases ménagées à cet effet.

L'autre carte est de couleur rose ; elle est donnée aux femmes ayant été atteintes de syphilis, mais considérées, par l'administration, comme guéries ; elle est analogue à la carte blanche, avec cette différence que les visites doivent avoir lieu quatre fois par mois, une fois par semaine.

1. L'arrêté du 5 août 1908 prescrivait d'appeler à cette commission deux commissaires de police en retraite pour éviter que les commissaires en activité soient distraits de leurs fonctions ; mais, en pratique, cette disposition n'est pas appliquée.

Pendant longtemps les obligations imposées aux femmes inscrites étaient imprimées au verso de la carte ; aujourd'hui ces obligations sont consignées dans une notice séparée, remise aux femmes en même temps que la carte.

Voici quelle est actuellement la teneur de cette notice.

PRÉFECTURE DE POLICE

(1^{re} division. — 2^e bureau. — 3^e section)

Service des mœurs.

OBLIGATIONS ET DÉFENSES IMPOSÉES AUX
FILLES PUBLIQUES.

« Les filles publiques sont tenues de se présenter, une fois au moins tous les quinze jours, et à date fixe, au dispensaire de salubrité pour être visitées.

« Il leur est enjoint d'exhiber leur carte sanitaire à toute réquisition des officiers et agents de police.

« Elles ne pourront entrer en circulation sur la voie publique avant l'allumage des réverbères et, en aucune saison, avant sept heures du soir et y rester après minuit.

« Rien de provoquant dans leur attitude ou leur mise ne devra attirer les regards.

« Défense expresse leur est faite de parler à des mineurs, ainsi qu'à des hommes accompagnés de femmes et d'enfants et d'adresser à *qui que ce soit de provocations à haute voix ou avec insistance* (1).

1. Il est donc permis *a contrario* de provoquer à voix basse

« Il leur est défendu de stationner sur la voie publique, d'y former des groupes, d'y circuler en réunion, d'aller et venir dans un espace trop resserré, et de se faire accompagner ou suivre par des « souteneurs ».

« Les abords des églises, temples, écoles et lycées, les passages couverts, les boulevards, les Champs-Élysées, les gares et leurs abords, et les jardins publics, leur sont interdits.

« Il leur est défendu de prendre domicile dans les maisons où existent des pensionnats ou externats.

« Il leur est également défendu de partager leur logement avec un concubinaire ou avec une autre fille.

« Elles ne devront jamais racoler par leurs fenêtres.

« Celles qui contreviendront aux dispositions qui précèdent, celles qui résisteront aux agents de l'autorité, celles qui donneront de fausses indications de demeures ou de noms, encourront des peines proportionnées à la gravité des cas.

« *Avis important.* — La carte délivrée aux filles au moment de leur inscription ne constitue pas une autorisation, et ne saurait être considérée comme un encouragement à la débauche, ni comme un obstacle au travail ;

« La carte permet à l'administration de s'assurer si les filles publiques, dans leur intérêt personnel comme dans celui de la santé publique, se soumettent aux visites sanitaires qu'elles doivent périodiquement subir, tant qu'elles se livrent à la prostitution.

et sans insistance. C'est l'impunité pour les femmes inscrites qui se livrent à ce que nous avons appelé le racolage simple.

« La radiation des contrôles et le retrait de la carte peuvent toujours être prononcés sur la demande des intéressées, quand il est prouvé qu'elles ne tirent plus leurs moyens d'existence de la prostitution.

« Les vérifications sont d'ailleurs faites avec mesure et discrétion. »

§ 3. — *La fille arrêtée est une prostituée inscrite.*

Après son arrestation, la fille en carte est consignée au poste de police par les agents qui l'ont arrêtée.

Ceux-ci rédigent un rapport sommaire, appelé *ordre de consignation*. Par exemple, dans notre hypothèse spéciale de provocation à la débauche, cette pièce sera ainsi conçue :

POLICE MUNICIPALE

X^e ARRONDISSEMENT

Paris, le 1^{er} octobre 1913

Service en Bourgeois

« Nous consignons, pour être envoyée au Dépôt par la première voiture cellulaire (ou à la disposition de M. le chef de poste du quartier de . . .), la fille soumise X . . . , âgée de . . . ans, née à . . . , demeurant rue . . . , n° . . . ,

« Arrêtée à 9 h. 40 du soir, rue du faubourg Saint-Martin devant le N° . . . , où elle stationnait et racolait les passants *avec insistance*.

« Munie de la carte sanitaire.

Les gardiens de la Paix,

Signé : A . . . , B . . . ,

Puis la femme attend au poste le passage de la première voiture cellulaire qui l'emmène au Dépôt.

Arrivées au Dépôt, les filles inscrites passent à la permanence où sont rédigés les ordres d'écrou.

Puis elles sont conduites devant le tribunal administratif, représenté par un juge unique (1), le sous-chef du 2^e bureau, qui jouait tout à l'heure le rôle de commissaire interrogateur et que M. Paul Meunier, dans son rapport précité, estime avec raison être à l'heure actuelle : « un fonctionnaire consciencieux à la bienveillance et à l'honnêteté duquel il rend avec tout le monde un hommage mérité ».

A vrai dire, les punitions (car à la préfecture les condamnations à l'emprisonnement sont ici désignées par cet euphémisme) sont en théorie infligées par le préfet, sur les propositions du juge unique, mais, en réalité, les pouvoirs d'appréciation du juge sont souverains.

Il est bon d'ajouter que les acquittements sont fréquents devant ce tribunal spécial ; très souvent, en effet, le juge estime qu'un simple racolage par parole, fait avec un peu trop d'insistance, est suffisamment réprimé par les formalités diverses et la privation de liberté qui se sont, pour la fille inscrite, écoulées depuis le moment de son arrestation jusqu'à celui où le juge statue.

1. L'arrêté du 5 août 1908 a remplacé ce juge unique par une commission (le sous-chef, et deux commissaires de police en retraite) ; mais, en pratique, cette commission ne fonctionne pas.

2 Au contraire, l'emprisonnement est toujours prononcé lorsqu'il y a racolage scandaleux.

Les condamnations prononcées se rattachent à deux sortes d'infractions :

Les premières comprennent les infractions aux prescriptions sanitaires, c'est-à-dire les manquements aux visites ; les secondes, qui se rattachent à la nécessité d'observer l'ordre, nous intéressent plus particulièrement.

Elles répriment, notamment, le racolage en groupe, le racolage obstiné, ou sur des points défendus, le racolage soit avant soit après l'heure réglementaire, enfin les divers scandales sur la voie publique qui ne constituent pas, en eux-mêmes, un délit spécial bien caractérisé.

Demandons-nous maintenant quel est le quantum des condamnations prononcées. Les femmes encourent, suivant les infractions qu'elles commettent, de quatre à quinze jours d'emprisonnement ; c'est ainsi que le fait de stationner sur le boulevard après minuit compte pour une infraction punie de quatre jours ; que si, en outre, la femme a manqué une visite, la peine s'augmentera de deux jours ; si elle a manqué trois visites, la peine initiale de quatre jours s'augmentera de six jours. En d'autres termes, on augmente d'autant de fois deux jours qu'il y a d'infractions supplémentaires, la première infraction comptant toujours pour quatre jours.

Mais si la femme en faute est toujours punie d'au moins quatre jours, elle ne peut pas être, aujourd'hui, punie de plus de quinze jours, quel que soit le nombre d'infractions.

Ajoutons que l'on tient également compte du tapage ou du scandale causé par la femme pour augmenter, s'il y a lieu, la peine d'emprisonnement, le maximum restant toujours fixé à quinze jours.

En somme, le tarif est invariable ; chaque fille, avant d'être condamnée pour ses diverses infractions, est fixée sur le nombre de jours qu'elle aura à faire à la prison de Saint-Lazare.

Notons en terminant qu'en général le juge n'inflige pas d'emprisonnement aux filles malades ; il estime que le séjour à Saint-Lazare pendant le temps nécessaire à la guérison équivaldra largement à l'emprisonnement qu'il aurait prononcé.

Quant aux modes de preuves, on est évidemment, là encore, en dehors du droit commun. On sait, en effet, que la Cour de Cassation a décidé par de nombreux arrêts, par exemple le 30 juin et le 12 juillet 1838, le 30 mai 1839, etc., que les procès-verbaux ou rapports des inspecteurs de police ne peuvent faire seuls, en l'absence de toutes autres preuves, foi des contraventions qu'ils constatent, et qu'il en est de même d'un procès-verbal dressé par un commissaire de police sur le rapport des inspecteurs, lorsqu'il n'a pas, lui-même, vérifié les faits. Or il est ici évident que le juge administratif ne tient compte, pour prononcer ses condamnations, que des rapports de police.

La décision rendue par le juge unique est-elle susceptible d'appel ? oui, en théorie ; non, en pratique. Le règlement Gigot d'octobre 1878, décide que dans le cas où une fille inscrite réclamerait contre la punition qui lui est infligée, sa réclamation sera portée sans

délai devant une commission composée du Préfet de Police ou de son délégué, assisté de deux Commissaires de Police de la ville de Paris appelés à tour de rôle.

Le règlement de 1908 contient des dispositions analogues ; mais, en pratique, jamais la décision du juge unique n'est frappée d'appel.

§ 4. — *Radiation des inscrites.*

Le régime imposé à la femme qui racole ne dure que tant que dure la cause qui l'a fait naître. Dès qu'elle ne racole plus, la femme peut obtenir sa radiation sur les registres de la Préfecture de Police.

Si une décision de la commission des mœurs est nécessaire pour imposer la carte, le chef du bureau des mœurs peut à lui seul prononcer la radiation, supprimer le régime de la carte.

Lorsqu'il est établi par les renseignements qu'il a pu recueillir qu'une femme inscrite s'est mise au travail, qu'elle a d'autres ressources que la prostitution, ou même qu'elle a substitué à ses clients de passage un homme qui subvient seul à ses besoins, et qu'elle n'a de rapports qu'avec cet homme, en apparence du moins, le chef du bureau des mœurs, sur sa demande motivée de radiation, la dispense de la visite pendant trois mois ; c'est une sorte de stage qui lui est ainsi imposé. Si, pendant ces trois mois, il n'est pas relevé contre elle d'acte de racolage, elle est rayée du registre des prostituées.

Dans le cas contraire, elle est replacée sous le régime qu'elle subissait avant sa demande de radiation.

Tel est le régime de la carte. Nous l'avons déjà critiqué, tout au moins en ce qui concerne l'existence et le fonctionnement d'un tribunal de légalité douteuse.

Les régleментарistes actuels ne se déclarent plus eux-mêmes partisans de l'existence de ce tribunal. Mais, à la Préfecture de Police, on élève l'objection suivante : Si l'on substitue, à Paris, au régime actuel, un régime différent, comme celui qui consisterait à renvoyer les filles devant le tribunal de police correctionnelle, on s'expose à voir naître des scandales sans fin au cours d'un débat où seraient entendus la fille, son souteneur, les agents, et où interviendraient des avocats.

Si un pareil débat était public, ce serait un scandale perpétuel ; s'il n'était pas public, si le huis-clos était la règle, un nouveau tribunal d'exception se trouverait ainsi constitué. Ces objections ne sont pas convaincantes.

A l'opinion de la Préfecture de Police nous pouvons, en effet, opposer l'opinion du chef direct de cette même préfecture de Police, c'est-à-dire celle du ministre de l'intérieur.

Dans son rapport adressé au Président de la République, à la suite de l'affaire Forissier, en vue de constituer la commission extra-parlementaire du régime des mœurs de 1904, M. Combes, ministre de l'Intérieur, Président du Conseil, s'exprimait ainsi :

« Parmi les griefs articulés contre le régime français, il y en a peu d'aussi graves et d'aussi fondés que ceux tirés du caractère arbitraire de la répression adminis-

trative pratiquée par l'autorité de police. Le droit de punir, d'infliger des peines privatives de la liberté, n'appartient dans notre législation moderne, qu'aux tribunaux ordinaires, et les femmes, même inscrites, ne sauraient à cet égard être placées en dehors du droit commun, et privées des garanties organisées en faveur de tous les citoyens sans distinction de sexe ou de moralité. L'illégalité de la punition administrative n'a pas été dénoncée seulement par d'éminents juristes, mais aussi, dès 1833, par un de mes prédécesseurs le Comte d'Argout, dont l'appréciation n'a rien perdu de sa valeur et de sa force. L'autorité civile, disait-il, ne peut ni faire punir administrativement les filles publiques, ni les détenir en prison ; son action se borne à faire observer leur conduite, afin de les livrer à la justice, si elles se rendent coupables de quelques délits ou contraventions caractérisées. »

Nous admettrons ces principes comme fondamentaux ; mais, avant de passer à l'examen des réformes qui ont été proposées sur ce point, examinons rapidement, comment, dans les départements, fonctionne le régime réglementariste.

CHAPITRE III

LE RACOLAGE EN PROVINCE

En province, la réglementation de la prostitution est différente de celle en vigueur à Paris. Et ce manque d'unité dans la réglementation de la prostitution en France permet tout naturellement aux abolitionnistes de formuler ici une nouvelle critique. En province le fondement du droit de punir ne se trouve plus dans les anciens règlements ou ordonnances du lieutenant de police, puisque celui-ci n'avait juridiction que sur Paris et sur certains territoires environnants. C'est l'autorité municipale qui, dans les départements réglemente, par voie d'arrêtés, l'exercice de la prostitution, et, par suite, le racolage. Il ne saurait donc plus, ici, être question du tribunal administratif spécial dont nous avons, précédemment, étudié le fonctionnement. La femme inscrite qui contrevient aux prescriptions d'un arrêté réglementaire municipal sur la prostitution est, de ce chef, déférée au tribunal de simple police, et là, le juge de paix peut la condamner à l'amende de 1 à 5 francs que fixe l'article 471, § 15, du code pénal, pour sanction-

ner la violation des arrêtés réglementaires pris conformément à la loi.

En ce sens, un arrêt de la Cour de Cassation, du 27 avril 1832, a décidé que les ordonnances du lieutenant général de Police de la Ville de Paris du 4 novembre 1778 et du 8 novembre 1780 ne s'étendent pas, pour leur exécution, hors du ressort de l'ancien Châtelet de Paris.

Jusqu'à la promulgation de la loi municipale du 5 avril 1884, les maires, en prenant des arrêtés pour réglementer, sur le territoire de leur commune, la police des mœurs, ont visé d'assez nombreux textes, dont voici les principaux :

1° Loi des 19 et 22 juillet 1791, portant organisation d'une police municipale et correctionnelle ;

2° Loi des 16-24 août 1790, sur l'organisation judiciaire ;

3° Code pénal, article 269 et suivants, 330 et suivants, 471, 475 ;

4° Loi des 14 et 22 décembre 1789 sur la constitution des municipalités ;

5° Arrêté consulaire du 5 brumaire an IX, qui détermine les fonctions des commissaires généraux de Police ;

6° Loi municipale du 18 juillet 1837 ;

7° Décret impérial du 23 fructidor an XIII sur les commissaires généraux de Police ;

8° Loi du 5 mai 1855 sur l'organisation municipale, et loi du 24 juillet 1867, sur les conseils municipaux.

Nous ne nous attarderons pas à rechercher dans quelle mesure ces différents textes sont applicables à la matière.

Signalons seulement l'opinion de M. Hennequin : « C'est en vain, il faut le reconnaître, qu'on chercherait dans l'arsenal pourtant formidable des lois de la période moderne, les textes nettement applicables à la prostitution, la déclarant illicite ou tolérée sous certaines conditions, la plaçant sous une autorité déterminée, réglant son exercice, énumérant toutes les mesures qu'il est permis de prendre pour la restreindre ou la rendre la moins nocive possible.

Il n'y a rien de semblable dans nos codes, et, pour bien des raisons, une pareille entreprise rencontrerait des obstacles jugés jusqu'ici insurmontables » (1).

Reste la loi municipale du 5 avril 1884.

On y relève les articles suivants :

Art. 91 : « Le maire est chargé de la police municipale ».

Articles 94 et 95. — « Il a le droit de prendre des arrêtés permanents ou temporaires pour ordonner les mesures locales sur les objets confiés à sa vigilance et son autorité. »

Article 97, § 6. — « Le Maire a le soin de prévenir par des précautions convenables, et celui de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les fléaux calamiteux, tels que les maladies épidémiques ou conta-

1. *Rapport sur la réglementation de la Prostitution en France*. Melun, Imprimerie administrative, 1905, page 35.

gieuses en provoquant, s'il y a lieu, l'intervention de l'administration supérieure. »

Du reste, au cas d'inaction du maire, le préfet du département peut, dans ces matières, le suppléer.

L'article 99 de la loi du 5 avril 1884 dispose en effet que les pouvoirs confiés aux maires par l'article 91 précité ne font pas obstacle au droit du Préfet de prendre, pour toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles, et dans le cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes les mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté, et de la tranquillité publique.

Tels sont les textes dont, aujourd'hui, les maires se réclament en province pour réglementer de façon absolue la prostitution.

« Sans doute la loi de 1884, dit M. Hennequin dans son rapport précité, page 36, ne parle pas précisément des mœurs, et la prostitution n'est pas précisément nommée dans cet article 97 ; mais l'argument que l'on tire de ce silence des textes a bien peu de force, car la réglementation municipale s'applique à des milliers d'objets qui ne sont pas mentionnés dans ledit article ».

Pour savoir dans quelles limites la loi de 1884 permet de baser légalement le pouvoir des maires en matière de réglementation de la prostitution, il faut ici, croyons-nous, distinguer d'une part, le racolage lui-même, et, d'autre part, la sanction éventuelle de celui-ci, à savoir la mise en carte et la visite sexuelle obligatoire.

Les maires ont incontestablement le droit de veiller à ce que le stationnement et le racolage dans les rues ne

causent aucune perturbation à la circulation publique.

La question est beaucoup plus délicate en ce qui concerne la réglementation proprement dite, mise en carte et visite sanitaire. Il faudrait faire là, en effet, une assimilation entre le droit sur une personne humaine et le droit de surveillance, que la loi de 1884 confie au maire sur des animaux ou des objets inanimés, assimilation qui a souvent été critiquée par la doctrine abolitionniste.

Mais, étant donné notre sujet, nous concluons sans hésitation que, tout au moins depuis la loi municipale du 5 avril 1884, la répression du racolage peut être considérée comme étant comprise dans le pouvoir de réglementation de l'autorité municipale.

En tous cas, il est un point sur lequel des observations justifiées ont été souvent présentées. Si, depuis 1826, le système des taxes perçues sur les prostituées a été supprimé à Paris par le Préfet de police Debelleyme, ce système a été intégralement conservé en province. On perçoit ces taxes sous le nom de « tarif de visites médicales », soit d'isolées, soit de pensionnaires de maison, ou sous le nom de « frais de déplacement d'inspecteur des mœurs ».

Ces taxes produisent des sommes importantes, que les communes continuent à percevoir, malgré l'avis du conseil d'Etat du 17 novembre 1879 et l'injonction collective de la Cour des Comptes rappelée, en mai 1879, aux trois préfets algériens.

Remarquons encore que certains arrêtés municipaux, réglementant dans le ressort de la commune l'organisation de la police des mœurs, visent l'arrêté consulaire

du 12 messidor an VIII, dont l'article 23 donne au préfet de Police le droit : « d'assurer la salubrité de la ville, en prenant les mesures nécessaires pour prévenir et arrêter les épidémies, les épizooties, et les maladies contagieuses. »

Mais cet arrêté ne concernait que les pouvoirs du préfet de police parisien, et, par suite, la réglementation des municipalités manque de base à cet égard.

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence a toujours admis, même avant la loi municipale du 5 avril 1884, que les Maires (1) avaient le droit de prendre des arrêtés réglementaires relatifs à la prostitution et au racolage sur la voie publique.

Il a été jugé en ce sens que la police des maisons de débauche et des femmes qui se livrent à la prostitution rentre dans la classe des objets confiés à la vigilance de l'autorité municipale (Cassation, 3 décembre 1847, *Bulletin*, N° 290, D. P., 61.5.396.397).

Ainsi le Maire peut prendre telle mesure qu'il convient dans l'intérêt de la morale et de la liberté de la circulation.

Il peut défendre aux femmes de stationner sur la voie publique, d'y accoster les passants, de leur faire des signes et des gestes, et de sortir de leur demeure après certaines heures déterminées. (Cassation, 23 avril 1842, *Journal du Palais*, 1842, t. II, p. 163 ; 17 novembre 1866, D. P., 67.1.44) :

1. Dans l'agglomération lyonnaise, aux termes de l'article 104 de la loi du 5 avril 1884, « le préfet du Rhône exerce les mêmes attributions que celles qu'exerce le préfet de police dans les communes suburbaines de la Seine : Conseil d'Etat,

« Attendu, a dit la Cour Suprême, le 30 novembre 1861 (D. P. 61.5.397), que le pouvoir municipal tient des lois de son institution le droit de veiller au maintien de la sûreté et de la tranquillité, du bon ordre... dans les lieux publics, et ordonner les précautions locales sur les objets confiés à sa vigilance : Que de là résulte, pour les Maires, le droit de surveiller et de réglementer la prostitution au regard de ces conditions essentielles d'une police vigilante et d'une bonne administration. »

D'ailleurs, à côté des arrêtés réglementaires généraux visant, *préventivement*, l'exercice de la prostitution, il existe d'autres arrêtés du maire, qui, ceux-là, sont *individuels*.

Quand, en effet, une femme se livre à la prostitution, le Maire prend contre elle un arrêté spécial, la mettant en carte et la soumettant, par cela même, aux prescriptions diverses de l'arrêté réglementaire général.

Par suite, si la femme, objet de l'arrêté spécial de mise en carte, viole, ultérieurement l'arrêté général, par exemple racole dans des conditions défendues, elle est traduite devant le juge de paix pour contravention à cet arrêté.

De même, lorsqu'une femme ayant racolé est l'objet d'un arrêté spécial du Maire la classant au nombre des filles publiques et l'astreignant à la visite, si cette femme ainsi inscrite d'office ne se présente pas à la visite dans les délais fixés, il y a contravention à un arrêté municipal.

10 mars 1893, D. P. 94-3-40 ; » tout récemment, une législation semblable a été décidée pour Marseille.

L'affaire est alors portée devant le juge de paix du canton. Il en est ainsi, par exemple, quand la femme, objet d'un arrêté municipal de mise en carte, viole les dispositions de cet arrêté en racolant en dehors de l'ilot qui, dans la ville, lui est assigné ; elle commet alors une contravention de simple police réprimée par l'article 471, § 15, du Code Pénal.

Mais la poursuite devant le juge de Paix aboutit très souvent à des jugements par défaut, soit que la femme ne veuille pas se présenter en justice, soit que la citation ne lui ait pas été remise, ce qui arrive fréquemment.

En tous cas, à la condamnation à l'amende, vient s'ajouter, pour chaque contravention, (et elles sont fort nombreuses) la condamnation aux dépens.

Le tout aboutira généralement à l'obligation de faire un certain nombre de jours de prison à titre de contrainte par corps ; d'où il suit qu'en province la situation de la prostituée, seulement condamnée à l'amende par le juge de paix pour infraction à l'arrêté municipal, n'est pas beaucoup meilleure que celle des prostituées parisiennes condamnées à l'emprisonnement par le juge spécial administratif.

La police des mœurs de la ville, qui a provoqué les condamnations pour de semblables contraventions, ne les fait pas exécuter, par voie de contrainte par corps, au fur et à mesure qu'elles sont prononcées ; elle garde souvent en réserve, contre les filles dont elle a la surveillance, certaines de ces condamnations, de façon à les tenir constamment à sa merci. En sorte que la contrainte par corps joue ici un rôle analogue, et souvent

plus dangereux pour la femme, à l'emprisonnement prononcé par le commissaire interrogateur parisien.

Il y a donc là un abus. En tout cas, il est, en province, une sanction dont l'illégalité est certaine : c'est l'expulsion.

De très nombreux règlements municipaux, aujourd'hui encore, prononcent contre les femmes qui racolent en outrepassant les conditions prévues par lesdits règlements, l'expulsion du territoire de la commune, tout au moins lorsque ces femmes ne sont pas originaires de la commune elle-même. Nous estimons, avons-nous dit, que cette sanction est illégale, et nous croyons que lorsqu'un arrêté individuel d'expulsion est pris par un Maire en raison d'une contravention à son arrêté réglementaire sur la prostitution, la juridiction de répression, qui ne peut d'ailleurs prononcer l'expulsion, mais a seulement le droit d'appliquer l'article 471, § 15,, du Code Pénal, devrait acquitter la femme qui continuerait à habiter la commune au mépris de l'arrêté individuel d'expulsion pris contre elle.

Si, en effet, la femme habitant la commune n'est pas française, elle ne peut être expulsée de France qu'en vertu d'un arrêté ministériel ou préfectoral, conformément à l'article 7 de la loi du 3 décembre 1849. Si, d'autre part, la femme étrangère à la commune est française, elle ne peut être forcée de quitter cette commune que si elle tombe sous l'application de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885, c'est-à-dire s'il lui a été interdit, en vertu d'un jugement ou d'un arrêté émanant de l'autorité compétente, de séjourner dans cette commune. En conséquence un Maire ne saurait

valablement prendre un arrêté d'expulsion contre un habitant de sa commune, quel qu'il soit.

Ces principes généraux une fois exposés, nous donnerons, à titre d'exemple, une idée de quelques-uns des arrêtés municipaux réglementant la prostitution en général, et le racolage en particulier.

Nous avons dit plus haut que cette réglementation municipale de la prostitution n'est pas uniforme. On peut dire cependant que beaucoup de maires des villes importantes se sont inspirés des dispositions de l'ordonnance de Lenoir, de 1778.

Toulouse. — Nous lisons dans l'arrêté sur la prostitution : Il est défendu aux filles publiques, à quelque heure et sous quelque prétexte que ce soit, de se montrer sur leur porte ou à leurs fenêtres, qui doivent être tenues constamment fermées et garnies de rideaux épais.

Il leur est également défendu de circuler sur la voie publique, excepté pour aller subir les visites sanitaires, ou pour aller au commissariat central remplir les formalités prescrites par le présent règlement.

Marseille. — L'article 10 du règlement actuel est ainsi conçu :

« Il est expressément défendu aux filles publiques de fréquenter les promenades, les jardins publics, les théâtres, les casinos, cafés-concert, les cafés ou autres débits de boissons, en un mot de s'afficher dans les rues par une tenue ou une attitude de nature à provoquer l'attention des passants. »

Lille. — Règlement de Police municipale du 10 décembre 1875.

Art. 8. — Les filles inscrites, connues, qui passent régulièrement leurs visites et ont un domicile certain, ne sont plus arrêtées. Pour toute infraction au règlement elles reçoivent, sur l'heure de la constatation, avis qu'un procès-verbal de contravention est rédigé contre elles et sont invitées à disparaître de la voie publique. Seulement en cas de refus ou de rébellion, elles sont appréhendées.

Art. 3. — Les inscriptions d'office pour cause de prostitution clandestine seront prononcées par le commissaire central après avis du maire.

Art. 4. — Toute fille publique arrêtée sous prévention de prostitution clandestine sera, dans les 24 heures, conduite au dispensaire et visitée par le médecin de service. Si elle est reconnue atteinte de maladie vénérienne, elle sera conduite sans délai à l'Hôpital Saint-Sauveur, et inscrite d'office.

Art. 7. — Il est interdit aux filles publiques : 1° de se montrer en public avec une mise indécente et de manière à se faire reconnaître.

2° D'attirer ou d'exciter les passants par gestes ou paroles, de se montrer aux portes et aux fenêtres des maisons où elles sont logées... ;

6° De circuler sur les boulevards, les promenades, ou sur les remparts ;

7° De se placer au théâtre ailleurs qu'aux endroits désignés par la police ;

8° De paraître sur la voie publique après 11 heures du soir, en toute saison.

Art. 8.— Les filles publiques qui ne se soumettent pas aux prescriptions du présent règlement, celles qui sont trouvées sur la voie publique en état d'ivresse, sont conduites à la prison municipale et mises à la disposition du commissaire central, qui prend à leur égard *telle mesure que de droit*, sans préjudice des poursuites à diriger contre elles, pour délits et contraventions de droit commun.

Bordeaux. — « Lorsque la conduite d'une fille publique attirera l'attention et causera du scandale, le maire pourra prescrire son renvoi immédiat dans une rue affectée à la prostitution.

Pour terminer sur ce point, nous transcrivons ici, en entier, l'extrait du règlement de police qui, en date du 17 août 1885, concerne les femmes ou filles publiques exerçant leur métier *au Havre* (1).

Il est intéressant de comparer ce règlement qui, sur carton jaune, est remis aux femmes en même temps que leur carte, avec la notice blanche remise aux inscrites parisiennes. Notamment, on y voit que les prostituées au Havre ne peuvent sortir après 7 heures du soir, tandis qu'à Paris le racolage ne peut avoir lieu qu'à partir de cette même heure.

Voici, au surplus le libellé de la carte du Havre :

1. En 1904-1907, le maire du Havre faisait partie de la commission extraparlamentaire du régime des mœurs ; il se prononçait pour le système réglementariste.

Extrait du règlement de police, en date du 17 août 1885, concernant les femmes ou filles publiques. — Toute femme ou fille inscrite qui désirera obtenir sa radiation adressera sa demande au Maire et elle sera rayée, si les informations prises démontrent qu'elle est rentrée dans une existence de travail et de bonne conduite (*art. 6*).

Aucune prostituée ne pourra, dans aucune partie de la ville, occuper une chambre ou un appartement quelconque sans autorisation du Commissaire Central (*art. 7*).

Toute prostituée qui changera de domicile sera tenue d'en faire préalablement la déclaration au Bureau Central de police et de demander, pour son nouveau domicile, l'autorisation ci-dessus requise (*art. 8*).

Aucune prostituée ne pourra, en aucun temps, refuser à la police l'entrée de sa demeure (*art. 9*).

Défense est faite aux prostituées de recevoir chez elles des jeunes gens n'ayant pas atteint l'âge de 21 ans. Les infractions à cette disposition seront passibles de peines de simple police, sans préjudice de l'application, s'il y a lieu, de l'article 334 du Code Pénal (*art. 17*).

Toute fille ou femme qui se livrerait, dans sa chambre ou appartement, à des scènes scandaleuses ou immorales, dont le voisinage pourrait être témoin, ou qui se présenterait à la vue des voisins ou des passants, vêtue d'une manière indécente, sera, sur la première plainte reconnue fondée, arrêtée à l'instant et poursuivie conformément à la loi.

Les individus qui auraient été complices de ces scènes seront également poursuivis (*art. 18*).

Défense est faite aux prostituées de se montrer à leurs fenêtres à quelque heure ou sous quelque prétexte que ce soit, et, à plus forte raison, d'adresser de leur demeure *aucun signe ou propos quelconque* aux passants ou voisins (*art. 19*).

Les abords des gares ou des quais où débarquent les passagers, les jetées et terre-pleins, plages, jardins, squares et promenades publiques leur sont, à toute heure, absolument interdits (*art. 21*).

Il leur est formellement défendu :

1° De *stationner* soit dans les rues ou autres voies publiques, soit à la porte ou entrée des habitations ou allées ; 2° de *circuler* dans un espace de peu d'étendue, de manière à attirer l'attention ; 3° de s'adresser aux passants et de les appeler ou solliciter, soit par geste, soit de toute autre manière.

Défense leur est faite de paraître sur la voie publique ou dans un lieu public quelconque, vêtues ou coiffées d'une manière indécente, de manière à se faire remarquer ou suivre, ainsi que de se promener ou circuler en groupe (*art. 22*).

Il est formellement interdit aux souteneurs ou proxénètes, d'accompagner, suivre ou surveiller les prostituées, à quelque distance que ce soit.

Tous ceux qui contreviendront à ces dispositions et surtout ceux qui prendront part aux querelles, désordres, ou rassemblements dont les prostituées seront l'occasion, seront immédiatement déferés à la juridiction compétente (*art. 23*).

Il est formellement interdit aux prostituées de se présenter aux abords des casernes, ou des corps de garde,

d'accoster les militaires et de les recevoir ou garder chez elles après l'heure de la retraite. La même défense leur est faite en ce qui concerne les marins des navires de l'Etat (*art. 24*).

Défense est faite aux prostituées d'entrer dans aucun café, débit de boissons, soit seules, soit avec d'autres personnes (*art. 27*).

Toute prostituée est tenue de se soumettre aux mesures sanitaires, ci-après indiquées :

Les prostituées doivent subir la visite une fois par semaine. Indépendamment de cette visite ordinaire, elles seront tenues de se soumettre à des contrevisites toutes les fois qu'elles seront requises par la police. *Ces contre-visites auront lieu sans frais (art. 46)*.

Les filles isolées ont la faculté de se faire visiter chez elles ou au Dispensaire (*art. 47*).

Jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement, la visite à domicile aura lieu le mardi ; la visite au Dispensaire aura lieu le mercredi à 9 h. 1/2 du matin (*art. 48*).

Il est expressément défendu aux prostituées : 1° De se rendre au Dispensaire ou d'en sortir en groupe ; 2° de suivre le boulevard de Strasbourg et de passer devant les casernes. Elles devront, d'ailleurs, observer strictement le parcours qui pourra être fixé par M. le Commissaire Central (*art. 51*).

Les filles ou femmes se trouvant au Dispensaire pour y être visitées ou traitées, qui insulteraient, soit le médecin, soit les agents de service, ou qui, d'une manière quelconque, se livreraient à des actes de désordre ou d'insubordination, seront passibles des mesures disciplinaires prévues par le règlement spécial du Dispensaire,

sans préjudice de toutes autres peines de droit commun (*art. 56*).

Les femmes ou filles publiques devront être constamment munies de leur carte, et seront tenues de la présenter à toute réquisition des commissaires ou de leurs agents (*art. 4*).

Arrêté municipal du 5 octobre 1868. — Dans l'intérêt de la sécurité et de la morale publique, l'entrée de l'Alcazar et de tous autres cafés-concert est interdite aux filles soumises cartées (*art. 4*).

Il est formellement interdit aux filles ou femmes cartées de se promener, accompagnées ou non, ou de stationner sur la voie publique, *de 7 heures du soir à 5 heures du matin*.

(*Art. 1^{er}* du règlement du 8 avril 1889).

Lesdites filles ou femmes qui seront trouvées sur la voie publique à partir de 7 heures du soir seront conduites au dépôt de sûreté, et mises à la disposition de M. le commissaire central qui prendra à leur égard telles mesures que de droit, sans préjudice des poursuites à diriger contre elles (*art. 2*).

On voit, par ces quelques exemples, que chaque ville importante possède, sur le racolage, une réglementation qui n'est pas uniforme. Que vont décider les juges de paix devant lesquels sont portées les contraventions à ces règlements ?

En général, ils condamnent à l'amende, les faits de racolage scandaleux ou antiréglementaire étant très suffisamment prouvés.

Rappelons que beaucoup de semblables condamnations sont par défaut, et que presque toutes, contradictoires ou par défaut, s'exécutent par voie de contrainte par corps. Mais il arrive parfois que les juges de paix prononcent des acquittements qui, s'ils se généralisaient, pourraient gêner l'action de la police contre les racoleuses. Celle-ci saisit alors la cour de Cassation. Donnons quelques exemples.

Il peut arriver tout d'abord, qu'en signifiant à la prostituée l'arrêté individuel de mise en carte, la police ne lui signifie pas l'arrêté général, réglementaire, contenant pour l'avenir l'ensemble de ses obligations.

Dans ce cas, si la femme viole celles-ci doit-elle être condamnée ? Le juge de paix de Cholet a répondu négativement ; mais la Cour de Cassation s'est prononcée pour l'affirmative (1) : « La Cour, vu les articles 9-15-22-26 de l'arrêté du Maire de Cholet du 20 mai 1851, lequel a été approuvé le 8 juillet 1851 par le préfet du département, et l'article 471, § 15, du Code Pénal.

« Attendu que l'article 15 porte : « Toute fille ou femme se livrant à la prostitution d'une manière clandestine en contravention au présent règlement, sera immédiatement inscrite sur le registre des filles publiques, le tout sans préjudice de poursuites qui pourront être dirigées contre elles à raison de la contravention constatée :

« Attendu que l'article 22 du même règlement soumet les filles publiques inscrites sur le registre à se présenter à des visites dont il indique la date et les époques ;

1. Cassation 14 novembre 1861, D. P., 61, 5, 397.

« Attendu que ces prescriptions ont été prises par le maire dans les limites des attributions que lui donnent les articles 3 et 4 titre II, de la loi des 16-24 août 1790 et 46, titre I de la loi des 19-22 juillet 1791 et constituent des dispositions générales, qui s'appliquent non à des personnes prises individuellement, mais à une classe de personnes déterminée ;

« Attendu que cet arrêté a reçu, lors de sa mise à exécution, une publicité suffisamment en rapport avec la nature de son objet, et devenait, dès lors, obligatoire pour toutes les personnes qui se trouvaient dans les conditions qui y étaient précisées ;

« Attendu, d'autre part, que le jugement reconnaît que l'arrêté du maire, pris en exécution du règlement général, du 20 mai 1851, a été notifié à cette fille par le Commissaire de police qui l'avait appelée à cet effet à son bureau.

« Attendu que cet arrêté était le seul qui devait être signifié individuellement à l'inculpée afin de l'avertir légalement des obligations qui lui étaient imposées et lui permettre de l'attaquer devant l'autorité administrative si elle le jugeait convenable ;

« Attendu que, néanmoins, le juge de Paix a relaxé la fille B... des poursuites, par le motif qu'elle n'aurait pas reçu une connaissance suffisante du règlement du 20 mai 1851, qui constituait à son égard un arrêté individuel ;

« Attendu que, statuant ainsi, le jugement attaqué a formellement méconnu la force obligatoire de l'arrêté du Maire de Cholet en date du 20 mai 1851 et violé les

dispositions de l'article 471, § 15, du Code Pénal, Casse, etc. »).

Il peut arriver, en second lieu, que des filles soient absentes de leur domicile aux heures où la rue leur est interdite par les règlements municipaux. La police en conclut immédiatement que la femme racole en dehors des heures permises, et poursuit sur cette simple présomption. Le juge de paix, devant cette preuve qu'il estime insuffisante, prononce l'acquittement ; la police se pourvoit en cassation.

Ici, en général, elle succombe (Cass., 23 juillet 1842, D., *Nouveau Répertoire*, tome IX, page 514):

A plus forte raison, lorsqu'il est démontré par l'instruction que des filles publiques, trouvées hors de leur domicile à une certaine heure de la soirée où un règlement municipal leur défend de sortir de chez elles, ne se sont absentées que pour se procurer des aliments ou autres choses nécessaires à la vie, elles doivent être relaxées des poursuites dont elles sont l'objet. (Cass., 29 mars 1844, Dalloz, *loc. cit.*).

En ce qui concerne la double sanction du racolage par les insoumises, l'inscription ou mise en carte, et l'obligation aux visites sanitaires, l'autorité municipale a le droit d'ordonner l'inscription d'office, sur le registre des filles soumises, de toute fille ou femme se livrant clandestinement à la débauche.

Mais, d'après la Cour de Cassation (20 octobre 1893) l'arrêté municipal ordonnant inscription d'une fille doit être notifié à celle-ci avec remise de copie. Cette notification constitue une formalité substantielle, dont

l'inobservation ne permet pas de poursuivre légalement les infractions à l'arrêt.

En cas de contestation sur l'existence de la notification, la preuve de cette dernière n'en peut être faite que par la représentation du récépissé délivré par la partie intéressée.

A défaut de ce récépissé, la représentation de l'original de la notification serait nécessaire.

La jurisprudence constante de la Cour de Cassation est, depuis longtemps, fixée en ce sens que l'inscription d'office d'une fille sur le registre des prostituées établit seulement une présomption de prostitution habituelle. Par suite, au cas de poursuite, cette présomption ne fait pas obstacle à ce que la femme inscrite prouve, devant le tribunal de Police, que la qualité de prostituée lui a été attribuée à tort. (Cass., 17 janvier 1862, D. P., 62.1.445, 24 nov. 1865 ; *Bull.*, n° 208, D. P., 66.1.140, 8 mars 1866, D. P., 66.1.141 ; *Bull.*, n° 65 ; 22 mars 1872, D. P., 72.1.155, *Bull.*, n° 65, 18 nov. et 15 déc. 1876, D. P., 77.1.331-509. *Bull.*, nos 219 et 251 ; 11 juillet 1879, D. P., 80.1.95 ; 8 février 1883 ; *Bull.*, n° 39 ; 26 nov 1892 ; D. P., 93.1.462 ; 14 nov. 1896, D. P., 97.1.286).

Ainsi la présomption résultant de l'inscription n'est qu'une présomption *juris tantum* et lorsque le juge de Paix, la preuve que l'inculpée n'est pas une prostituée étant faite, refuse de condamner, il n'empiète en aucune façon sur les pouvoirs de l'autorité administrative ; il ne viole pas, en d'autres termes, le principe de la séparation des pouvoirs et autorités. Cass., 14 novembre 1896, D. P., 97.1.238).

Au lieu d'agir en opposant une défense devant le tribunal répressif, la femme pourrait, directement, demander que l'arrêté la concernant fût réformé ou annulé : 1° par la voie gracieuse, en s'adressant successivement, en observant la hiérarchie, au Préfet, puis, de là, au ministre de l'intérieur ; 2° par la voie contentieuse, en formant un recours devant le Conseil d'Etat.

En tout cas, et en raison même du principe de la séparation des pouvoirs, une demande d'annulation de l'arrêté de mise en carte ne pourrait être valablement portée devant les tribunaux de l'ordre judiciaire. Cet arrêté, en effet, est un acte administratif. (Cassation 14 novembre 1861, D. P., 61.5.397).

Ces principes ont été mis en relief par la Cour suprême le 15 décembre 1876 (D. P., 77.1.331).

Un arrêté du Maire de Reims, du 1^{er} février 1875, avait ordonné l'inscription de la fille R. . . .

Celle-ci ne tient pas compte de l'arrêté. Le 24 janvier 1876, le juge de Paix l'acquitte, en ordonnant sa radiation du registre. Peu après, elle est surprise en flagrant délit de racolage. Le 19 février 1876, par un nouvel arrêté, le Maire de Reims ordonne que le nom de la femme R. . . . soit maintenu sur le registre de prostitution.

La femme R. . . continue à ne pas se soumettre aux prescriptions de l'arrêté réglementaire général. Poursuivie à nouveau devant le Juge de Paix, elle fait défaut ; le juge de Paix l'acquitte une seconde fois, sous le motif que, depuis son 1^{er} jugement, aucune preuve n'était fournie constatant que la fille R. . . . était classée dans la catégorie des filles soumises, et qu'au

surplus en l'inscrivant à nouveau, le maire avait violé le principe de la chose jugée.

« C'est une singulière idée, a dit M. l'Avocat Général Desjardins, lors du pourvoi formé contre ce dernier jugement, d'invoquer en pareille matière le respect de la chose jugée. M. le juge de Paix s' imagine évidemment qu'il a eu le droit, non seulement d'annuler un arrêté municipal, mais encore d'entraver pour l'avenir l'exercice du pouvoir municipal. Mais ce qu'il oublie, c'est la présomption créée par l'arrêté du 19 février 1876.

« Voilà le premier excès du pouvoir. Reportez-vous à vos arrêts du 8 mars 1866, (D. P., 66.1.140 et du 25 avril 1873), (D. P., 73.1.314). L'arrêté du maire ordonnant une inscription sur les registres de la police, « crée contre la fille qui en est l'objet une présomption de nature à ne pouvoir être détruite que par la preuve contraire » ; la femme peut sans doute « demander à prouver, par témoins ou par tout autre mode de preuve légale, qu'elle ne se livrait pas à la prostitution » ; mais au moins faut-il, qu'elle ait fait cette demande et que le jugement la « constate ».

« Or dans l'espèce, loin de faire une semblable demande, elle s'abstient de comparaître ! Quant au juge de paix, il ne songe pas le moins du monde à renverser cette présomption, ce qu'il n'aurait pu faire d'ailleurs, en ne s'inspirant que de sa conviction intime ou de renseignements officiels.

« Il prétend qu'on ne relève pas de nouveaux faits depuis son premier jugement. Raisonnement vicieux : C'est à lui de montrer à l'aide de quels faits précis et

régulièrement prouvés la présomption devait être détruite.

« De plus, le juge de paix ordonne que « par les soins et à la diligence du ministère public, le nom de la fille R. . . . sera radié définitivement du registre du bureau des mœurs. » Entendez-le bien, Messieurs, la radiation doit être définitive, quoi qu'il advienne, sans nul doute. L'allusion à l'arrêté du 19 février 1876 est transparente : *l'excès de pouvoir est manifeste !*

« Relaxer ou même déclarer que la fille R. . . , n'appartenait pas à la catégorie des filles publiques, tel est sans doute le droit du juge.

« Mais il ne pouvait prendre une mesure administrative, déléguer à l'officier du ministère public le soin de biffer un arrêté municipal sur un registre municipal, encore moins ordonner qu'on ne pourrait plus revenir sur cette radiation. S'il en était autrement, l'inscription sur les registres, confiée aux maires par la loi, tomberait aux mains du pouvoir judiciaire. »

Faisant droit à ces conclusions, la Cour de Cassation a statué comme suit :

« Attendu que le nom de la fille R. . . . , inscrit une première fois sur le registre des filles publiques de Reims, en avait été radié, puis y avait été réintégré, par un nouvel arrêté du maire de cette ville, en date du 19 février 1876, fondé sur des faits nouveaux et notoires de prostitution. Attendu que cet arrêté, régulier dans la forme et pris dans les limites des pouvoirs du maire, avait pour conséquence d'astreindre cette fille à la visite sanitaire prescrite par l'arrêté municipal du 21 décembre 1868, et que le refus de subir cette visite

constituait une contravention à ce règlement de police, prévue par l'article 471, N° 15. C. pén. ; Attendu que la fille R. . . . , poursuivie pour cette contravention qui avait été constatée par le rapport d'un agent de police de la ville de Reims, a été relaxée par le juge de police par le motif qu'elle ne se livrait pas à la prostitution ;

« Mais attendu, en droit, que si l'inscription ordonnée par le Maire ne confère pas à la femme qui en est l'objet la qualification définitive de prostituée, elle crée du moins une présomption qui ne peut être détruite que par la preuve du contraire ; Attendu que le juge de police de Reims, n'a fait aucune instruction, n'a recueilli aucune preuve légale, aucun témoignage qui pût infirmer la présomption résultant de cet arrêté ;

« Attendu, en outre, qu'en ordonnant la radiation du registre de police du nom de la fille R. . . . , il a excédé ses pouvoirs, et empiété sur le pouvoir administratif ;

« Qu'en effet, il pouvait déclarer, après enquête, que la fille R. . . . , n'était pas une prostituée et la renvoyer des fins de la plainte, mais qu'il ne pouvait ordonner une mesure administrative qui était exclusivement de la compétence du maire. Casse et annule le jugement rendu, le 3 juillet 1876, par le tribunal de simple police de Reims. » (1)

Enfin l'étendue d'application des arrêtés réglementaires municipaux sur le racolage fait également l'objet de certaines difficultés. Sur ce point, il a été jugé que le règlement municipal qui prohibe, à partir d'une

1. *Adde* : Cass., 15 décembre 1876, D. P. , 77-1-509.

certaine heure, la circulation des filles publiques dans les rues et promenades d'une ville, est obligatoire même pour les filles domiciliées au dehors. Par suite un jugement de simple police qui acquitterait cette femme en cas de contravention à ce règlement devrait être cassé :

« Attendu qu'un arrêté du maire de Saint-Dié dispose qu'à partir de 8 heures du soir en été et de cinq heures en hiver, toutes les rues, et promenades de la ville sont interdites à toutes les personnes inscrites sur les listes de prostitution.

« Que la fille L. . . , inscrite sur le registre des filles publiques de Saint-Dié, était prévenue de s'être mise en contravention avec cette disposition de l'arrêté ; que le Tribunal de police, sans méconnaître le fait imputé à la prévenue, l'a renvoyée sur ce chef de prévention des fins de la plainte, en se fondant sur ce qu'elle est domiciliée, non à Saint-Dié, mais à Saint-Michel, et qu'elle ne serait pas inscrite sur les registres de cette dernière commune ; Que toutes les contraventions commises dans l'étendue d'une commune, quel que soit le lieu du domicile ou de la résidence des contrevenants, sont justiciables du Tribunal de police du lieu où elles ont été commises ; que cette règle est formellement établie par les articles 139, 140 et 166 C. inst. crim. qui défèrent à chaque Tribunal de police les contraventions commises dans l'étendue de son territoire ; Qu'il importait donc peu, dans l'espèce, que la prévenue fût domiciliée à Saint-Dié ou à Saint-Michel, qu'il suffisait que le fait incriminé eût été commis à Saint-Dié pour que le Tribunal de police de ce canton dût en connaître et lui appliquer les peines légales ; d'où il suit que le jugement

attaqué (rendu par ledit tribunal, le 2 mai 1866), en renvoyant la fille L. . . . de la prévention lorsqu'il reconnaissait le fait de son inscription à Saint-Dié, par le seul motif qu'elle n'y était pas domiciliée, a commis une violation expresse de l'arrêté municipal et par suite de l'article 471, n° 15 du Code Pénal ; Casse (Cassation, 17 novembre 1866, D. P., 67.1.44).

Telles sont les principales difficultés qui se sont élevées en jurisprudence sur l'application de la réglementation en province en ce qui concerne le racolage par les filles publiques. On voit que ces arrêtés ont été considérés à toutes époques comme légaux et obligatoires, et que la Cour de Cassation a tenu avant tout à les faire respecter. Mais nous croyons que la Cour Suprême aurait refusé d'admettre la légalité des arrêtés municipaux si un jugement de simple police avait été délégué à sa censure, alors qu'il acquittait une femme pour n'avoir pas obtempéré à un arrêté d'expulsion pris conformément à ces arrêtés généraux.

Concluons sur notre seconde partie, relative à l'exposé du régime actuel.

Tant à Paris qu'en province le régime de la prostitution est soumis, dans plusieurs hypothèses importantes, à des règles arbitraires.

A Paris, les fonctionnaires de la Préfecture et les tribunaux prennent dans les règlements de l'ancienne monarchie, ce qui leur convient et repoussent le reste. D'au-

tre part, la légalité du tribunal administratif spécial est fort douteuse et attaquée de toutes parts.

En province, la réglementation ne repose pas sur les mêmes bases juridiques que celles invoquées, à tort ou à raison, pour Paris ; cette réglementation est donc différente de celle en vigueur à Paris. En province même, la réglementation locale varie profondément, suivant les villes.

Manque certain d'unité, manque possible de légalité, tels sont les deux grands reproches qui sont adressés au régime actuel des mœurs en France, et, remarquons-le, ces reproches ne viennent pas seulement des partisans de la doctrine abolitionniste. Les réglementaristes eux-mêmes sont unanimes pour reconnaître l'urgence de réformes, tout en maintenant, bien entendu, le principe de la réglementation.

Ces réformes ont été tentées, nous allons maintenant en aborder l'examen. Il est à peine utile de faire remarquer que nous allons, dans l'étude de ces réformes, rencontrer deux courants d'idées bien distinctes, suivant que, dans les assemblées ou commissions délibérant sur la matière, la majorité sera abolitionniste ou « néo-réglémentariste ».

TROISIÈME PARTIE

PROJETS DE RÉFORMES.

De l'avis des réglementaristes, nous l'avons dit, comme de celui des abolitionnistes, une réforme profonde s'impose sur le fonctionnement actuel de la police des mœurs. Les réglementaristes veulent conserver en améliorant ; les abolitionnistes veulent tout détruire et échafauder de toutes pièces un système nouveau respectueux de la liberté individuelle.

Les deux systèmes ont des partisans convaincus, et à la tête des réformateurs, dans chacun des deux camps opposés, dans chacun des deux partis adverses, on relève les noms de personnages connus, dont l'honorabilité parfaite s'impose au respect de tous (1).

1. En France, la doctrine abolitionniste a été surtout exposée dans les remarquables ouvrages de M. le Dr L. Fiaux. Au cours de notre travail, ces divers ouvrages, tant par leur clarté

Donc, dans l'opinion générale, la législation sur la prostitution et sur le racolage doit être révisée. La pratique actuelle est, sur certains points, vexatoire ou même sans base légale.

Nous ne saurions en tout cas partager l'opinion de M. André Bel, d'après lequel la législation actuelle serait suffisante, même en supposant l'anéantissement de toute réglementation.

La prostitution en elle-même, dit-il, n'est pas un délit, mais certaines de ses manifestations peuvent être de nature à porter atteinte plus ou moins gravement à l'ordre public et au droit d'autrui. Ses manifestations doivent être réprimées ; mais il n'est pas nécessaire, pour cela, de créer des délits nouveaux ne visant que la prostitution.

Pour le délit de racolage, par exemple, d'après M. André Bel, le droit commun suffirait. De deux choses l'une, en effet ; ou bien le racolage ne porte pas atteinte à l'ordre public ni au droit d'autrui ; dans ce cas la loi pénale ne saurait l'atteindre. Ou bien il porte atteinte à l'ordre public ou aux droits d'autrui, dans ce cas la loi pénale, telle qu'elle existe, est suffisante pour le réprimer : « Le Code pénal punit en effet dans les articles 287 et 477 toute exposition ou distribution de

dans l'exposition que par leur grande érudition, nous ont été d'un précieux secours. Citons en particulier les trois volumes sur : « *La police des mœurs* devant la commission extraparlamentaire du Régime des mœurs », commission dont, au chapitre suivant, nous résumerons les travaux.

chansons, pamphlets, figures ou images contraires aux bonnes mœurs.

Il punit aussi l'excitation des mineurs à la débauche, il prévoit encore les injures, les bruits ou tapages injurieux ou nocturnes (art. 471, 479, 480). Sont également réprimées les rixes, les attroupements injurieux ou nocturnes, les voies de fait, les violences même légères (art. 605 de la loi du 3 brumaire an IV) ».

Nous croyons, inversement, que si la réglementation disparaissait purement et simplement, le système pénal actuel serait certainement, dans notre matière, insuffisant, et la répression serait difficile, pour ne pas dire impossible, dans presque tous les cas, étant donné surtout qu'on ne peut étendre les peines par voie d'analogie. On ne pourrait punir certains faits de racolage scandaleux ; on ne pourrait empêcher le proxénétisme ; ajoutons que tous les réformateurs réglementaristes et abolitionnistes, reconnaissent la nécessité d'organiser sous des sanctions pénales, les mesures indispensables à la sécurité de la santé publique.

Beaucoup même admettent l'opportunité de créer le délit spécial de contamination (1).

Donc, et contrairement à l'avis de M. André Bel, il y a lieu de réformer la législation actuelle.

Les tentatives faites pour réaliser ces réformes sont relativement récentes, et, abstraction faite des écrits des publicistes, l'examen de ces questions semble avoir commencé au sein du Conseil municipal de Paris.

1. Fiaux, *Le Délit pénal de contamination intersexuelle*, Paris, 1907.

Le 11 décembre 1876, une commission spéciale était nommée dans le but de réformer la police des mœurs.

Cette commission municipale, dans laquelle se trouvaient MM. Yves Guyot et Léveillé, ne fonctionna pas.

Une autre commission fut constituée le 14 décembre 1882. Ce sont les travaux de cette commission que nous allons rapidement examiner.

Elle était présidée par M. Sigismond Lacroix et son rapporteur était M. le docteur Fiaux.

S'il est certain que la prostitution n'est pas, en elle-même, un délit pénal, il est également certain qu'à l'occasion de cette prostitution des répressions peuvent être nécessaires. La rue est libre pour tous et avant tout pour les honnêtes gens ; par suite, les sollicitations émanant des femmes peuvent, soit par elles-mêmes, soit par les attroupements qu'elles sont susceptibles d'occasionner, créer à la circulation publique des obstacles et des inconvénients dont la répression s'impose : Tel est le point de vue dont, en 1883, la commission du Conseil municipal chargée de préparer la réforme est partie pour réglementer notre matière.

Si, d'une part, la provocation à la débauche est un fait spécial qui ne peut être assimilé à lui seul aux diverses infractions pénales punies par les articles 330 et suivants, la commission municipale a estimé qu'il pouvait y avoir une infraction spéciale dans ce fait que la femme porte la main sur l'homme qu'elle provoque. Mais cette infraction ne doit être considérée que comme une contravention de simple police. Il y aurait également contravention, si la provocation était faite assez bruyamment pour attirer l'attention du public sur

l'homme qui en fait l'objet. La commission a fait observer que s'il y avait un attroupement des filles, lesquelles par exemple troubleraient la circulation dans un carrefour, il n'y aurait pas lieu de créer une contravention nouvelle, car dans ce cas le droit commun suffit.

Incidentement la commission critiquait le système des rafles effectuées de temps à autre par des agents en civil pour obvier aux inconvénients de ces attroupements. Ce procédé, disait-on, est à la fois brutal, dangereux et inefficace, parce que la rafle risque d'englober une femme honnête, et aussi parce qu'en raison de l'intermittence des rafles, la situation se retrouve le lendemain exactement ce qu'elle était la veille.

En somme, le racolage pouvait donner lieu à contravention de simple police : 1° au cas de racolage par préhension, c'est-à-dire lorsque la femme cherche à entraîner ; 2° au cas de provocation bruyante ; 3° au cas de stationnement obstiné sur la voie publique.

Les contraventions ci-dessus étaient établies, soit par le flagrant délit constaté par l'agent municipal (en uniforme), ou bien encore par la plainte de la personne lésée.

En raison de la fin du mandat du conseil municipal, et des modifications profondes que les élections nouvelles apportèrent à sa composition, le projet ci-dessus ne fut pas discuté par le conseil.

En 1890, au conseil municipal de Paris, un nouveau projet, sorte de transaction entre le passé et les idées nouvelles fut, pour des raisons diverses, rejeté en bloc par le conseil municipal.

Pendant les treize années qui suivent, de 1890 à 1903, il n'est plus sérieusement question au conseil municipal, soit d'une réforme, soit d'une refonte quelconque du régime de la police des mœurs.

CHAPITRE PREMIER

RÉFORME ABOLITIONISTE.

(*Commission extraparlamentaire du régime des mœurs,
1904-1907*).

Le 8 mai 1903, l'arrestation scandaleuse à Paris, par des agents des mœurs en état d'ivresse, de la sœur et de la fiancée de M. Forissier (1), publiciste attaché à la rédaction d'un journal qui avait longtemps mené une campagne contre la police des mœurs, en publiant, par la plume de M. Yves Guyot, les mémoires d'un « vieux petit employé », rappela, sur la réforme de la police des mœurs, l'attention du public, révolté par le récit des brutalités dont, après leur arrestation, les deux honnêtes femmes avaient été victimes.

D'où, sous la poussée de l'opinion publique, la création de la commission extra-parlementaire du Régime des mœurs.

1. Sur l'affaire Forissier, voir Fiaux, *La Police des mœurs* devant la commission extraparlamentaire du Régime des mœurs, t. I, Introduction, p. 4 et suiv.

Nous avons cité plus haut un extrait du rapport du ministre de l'intérieur, président du Conseil, signalant la nécessité d'une refonte de la législation sur ce point.

En somme, la commission extra-parlementaire des mœurs, qui a siégé de 1904 à 1907, a été constituée par le Gouvernement pour étudier les réformes dont le régime actuel de la police des mœurs était susceptible. Elle a été réunie à la suite de diverses arrestations scandaleuses opérées par des agents en civil qui prétendaient avoir vu des femmes, parfaitement honorables d'ailleurs, se livrer au racolage. Après une interpellation à la Chambre des députés, le 29 mai 1903, la Chambre invitait le Gouvernement à préparer, dans le plus bref délai, la réforme de la police des mœurs. La commission extra-parlementaire fut nommée le 18 juillet suivant.

On le voit, la réunion de la commission avait pour cause un fait, d'ailleurs inexact, de provocation à la débauche sur la voie publique. Il est donc certain que la commission s'occupera longuement du sujet qui fait l'objet de notre travail. Mais nous devons indiquer de suite que les travaux de cette commission forment un ensemble (1) envisageant tout ce qui touche la prostitution en général.

La commission a à peu près tout détruit, mais elle a

1. M. le Docteur Fiaux, membre de la commission, a publié le compte-rendu des intéressants travaux de celle-ci dans les trois volumes indiqués plus haut. De plus, dans ces mêmes volumes, il a amplifié ce compte-rendu par des commentai-

préconisé, pour remplacer le régime actuel, un système complet.

La majorité des membres de la commission, était, en effet, composée d'abolitionistes ; elle a donc rédigé un projet abolitionniste qui résume toute la doctrine (1).

Le 5 novembre 1903, à la 1^{re} séance de la commission, un grand principe est posé : « La prostitution des femmes n'est pas un délit ». Bien que ce point ait été discuté même en France, bien que quelques codes admettent encore le délit de prostitution, nous considérerons ce principe comme certain.

D'ailleurs, si la prostitution était un délit, elle devrait être punie par le Code Pénal, et il faudrait également punir l'homme considéré, soit comme co-auteur, soit comme complice.

Ainsi, dès le début de ses délibérations, la commission extra-parlementaire se déclarait définitivement hostile aux idées qui avaient inspiré, nous l'avons dit plus haut, le fameux message du Directoire, adressé, le 17 nivôse an IV, au Conseil des Cinq-cents.

La commission a supprimé presque sans discussion tout ce qui caractérise aujourd'hui la réglementation : l'inscription, l'obligation aux visites sanitaires, l'emprisonnement administratif ; cependant la question du pouvoir réglementaire des maires en matière de prostitution a été l'objet d'un examen approfondi ; au cours

res, des documents de statistique et des renseignements très variés qui donnent à cet ouvrage une valeur de premier ordre.

1. Sauf un article que la minorité réglementariste a introduit par surprise et dont il sera parlé bientôt.

de cette discussion, les deux thèses, abolitioniste et réglementariste, devaient nécessairement se retrouver en présence.

Le problème fut posé par M. Le Poittevin. Deux solutions étaient possibles :

1° La commission avait voté des textes que le gouvernement devait proposer à la sanction du législateur. Notamment, dans telles circonstances déterminées, la provocation publique à la débauche devenait une infraction à la loi pénale. Dans ces conditions, le régime des mœurs se trouvait *intégralement* organisé par la loi ; il n'y avait donc plus ici place pour le pouvoir réglementaire des maires.

2° On pouvait, inversement, concevoir qu'en se conformant à la loi à venir sur la police des mœurs, les maires pussent conserver le pouvoir réglementaire. A vrai dire, le projet voté par la commission pouvait se combiner très bien avec une réglementation municipale visant les isolées en action de racolage, puisque, dans le projet, seuls certains faits spéciaux de racolage étaient prévus en tant qu'infraction pénale.

La question se posait donc ainsi : que décider en ce qui concerne le racolage non punissable d'après le projet ? Sera-t-il libre ? Sera-t-il réglementé par le maire ?

Etant données les tendances abolitionnistes de la majorité de la commission extra-parlementaire, la solution n'était pas douteuse.

La majorité devait se prononcer contre toute réglementation municipale, et c'est, en effet, ce qui se produisit.

Cependant des arguments, très sérieux à notre sens, furent présentés en faveur du pouvoir réglementaire survivant, en notre matière, malgré le vote de la loi projetée.

C'est ainsi que l'arrêt du 15 janvier 1903, de la Cour Suprême, fournit ici un argument important.

On sait qu'en matière de circulation d'automobiles, un règlement d'administration publique a fixé, pour toute la France, la vitesse maxima permise.

Or la Cour de Cassation décide que les maires n'en ont pas moins conservé le droit de fixer, pour l'étendue de leur commune, des vitesses moindres que la vitesse maxima fixée dans le règlement d'administration publique, lorsque des circonstances spéciales motivent cette réglementation exceptionnelle.

Pourquoi, dès lors, les maires, investis du droit de régler la circulation dans leur commune, ne pourraient-ils pas, de même, sans violer la loi projetée, réglementer le racolage sur les voies publiques dont ils ont la surveillance et la réglementation en vertu de la loi du 5 avril 1884 ? Il existe certainement des nécessités d'ordre local qui pourraient ici amener les maires à invoquer les dispositions de l'article 97 de la loi de 1884.

Par exemple, lors d'une foire, d'un marché, pourraient-ils s'occuper du racolage individuel dans les cas où le projet de loi ne le déclare pas illicite ? L'affirmative peut se soutenir aisément.

De même, le racolage non puni, (ce que nous avons appelé le racolage simple) ne pourrait-il pas être interdit, en vertu de la loi municipale, dans un certain périmètre autour des casernes, des lycées, etc. ?

De même, dans certaines villes maritimes.

Et M. Feuilleley résumait ainsi cette théorie : « Tout ce que prescrivent les maires en matière de racolage ne doit pas être considéré comme sans utilité : il ne faudrait pas à cet égard, supprimer absolument leur pouvoir. Quant à la définition de la prostituée, à son inscription, à la visite corporelle forcée, les pouvoirs municipaux sont formellement abolis ».

A cette argumentation, M. Yves Guyot, au nom des abolitionnistes, répondait que le droit commun est suffisant dans l'espèce.

Le maire a le droit incontestable de maintenir l'ordre dans la rue ; de même, il peut réglementer pour interdire les attroupements. La résistance aux agents est également une infraction pénale ; mais il ne faut pas aller au-delà.

A la séance du 3 novembre 1906, la discussion reprend sur le même sujet, dont le président de la commission, M. Dislère, avait souligné l'importance. Après un échange d'observations, l'avis de la majorité abolitionniste l'emporte, et l'article suivant est voté :

« Art. 1. — Nul ne peut, à raison de ce fait qu'il se livre à la prostitution, être assujetti, *autrement que par la loi*, à des obligations restrictives de la liberté individuelle. »

Si, au surplus, les pouvoirs de réglementation des maires ne sont point conservés, la commission tiendra compte des cas intéressants précédemment indiqués par M. Feuilleley, puisque, nous le verrons plus loin, l'article 479 du Code Pénal doit désormais, d'après le projet, s'appliquer indistinctement à ceux qui sur la

voie publique, ou dans tous lieux accessibles gratuitement au public, auront provoqué à la débauche, d'une manière quelconque, aux abords de tous établissements militaires et maritimes, ou consacrés à l'enseignement ou aux cultes.

Le pouvoir de réglementation des maires étant ainsi aboli, la commission anéantit tout le reste du système réglementariste, en votant les 2 articles suivants :

Article 2. — « Est interdite dans les règlements administratifs toute qualification visant les personnes se livrant à la prostitution, et ayant notamment pour but et pour effet de les astreindre à une inscription sur un registre des mœurs et à la visite corporelle. »

Article 3. — « Sont et demeurent abrogées les lois, ordonnances, décrets, ou règlements administratifs quelconques relatifs à la prostitution actuellement en vigueur, en ce qu'ils auraient de contraire à la présente loi. »

En résumé, d'après le projet, toute la réglementation disparaît ; il n'y a plus d'arrestations plus ou moins arbitraires ; il n'y a plus d'inscription ou mise en carte ; les visites sanitaires obligatoires sont supprimées ; il en est de même, pour Paris, du tribunal administratif spécial ; enfin, en province, les maires n'auront plus, en matière de prostitution, le pouvoir réglementaire.

Après avoir ainsi fait table rase du passé, la commission établit un nouveau régime des mœurs sur la base de la liberté individuelle ; elle vote des articles organisant de nombreuses prescriptions d'ordre sanitaire, elle réprime pénalement le proxénétisme ; elle organise, pour les mineurs de 18 ans en état de prostitution,

un régime spécial de protection d'où sortira la loi de 1908.

La contamination devient un délit pénal ; enfin le racolage n'est pas libre dans tous les cas. Et nous allons étudier maintenant, à ce dernier point de vue, les travaux de la commission extra-parlementaire.

A la séance du 8 juillet 1904, M. Bulot présente à la commission un projet tendant à rattacher la répression du racolage aux dispositions de l'article 330 du Code Pénal qui réprime l'outrage public à la pudeur. D'après ce projet, on aurait ajouté à l'ancien article 330 un paragraphe ainsi conçu : « Sera punie des mêmes peines toute personne qui aura provoqué des tiers à la débauche d'une façon publique et scandaleuse ». Ajoutons que la peine portée par l'article 330 est d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 16 à 200 francs.

La discussion de cette proposition vient en séance le 11 décembre 1904.

La commission avait d'abord écarté la proposition de M. Bérenger qui voulait voir conserver la répression administrative actuelle. Au contraire, elle accueillait favorablement les idées de M. Bulot, d'après lequel un nouveau texte de loi permettrait de frapper tous les outrages à la morale publique qui seraient commis sur la voie publique ; ajoutons que, dans la pensée de M. Bulot, le nouveau texte frappait aussi bien les hommes que les femmes.

Mais le racolage doit être « scandaleux », et il est ici évident que la principale difficulté qui se pose est de faire le départ entre le racolage qui est scandaleux et

celui qui ne l'est pas. Avec M. Bulot, citons des exemples ; le racolage serait scandaleux lorsquè, dans certains quartiers où la circulation est intense, des femmes, installées en groupe à la terrasse d'un café, se montreraient au passant dans une attitude provocante en s'exhibant en quelque sorte, d'une manière immorale, dans une attitude non équivoque. Il y aurait, au contraire, racolage non scandaleux dans le fait de prononcer à l'oreille du passant, et cela sans insistance, quelques paroles d'invitation.

La difficulté d'apprécier ces expressions : « Racolage scandaleux », l'impossibilité même où l'on se trouve de savoir exactement quand le scandale existe ou quand il n'existe pas, motive devant la Commission l'intervention de M. Le Poittevin, qui fait remarquer en outre combien le public sera ainsi menacé, les rapports des agents qui seuls feront foi devant les tribunaux pouvant être, volontairement ou non, inexacts ou erronés.

De son côté, M. Bérenger estime qu'il faut réprimer tout racolage, de quelque façon que celui-ci soit opéré ; il faut de plus le réprimer qu'il ait lieu soit sur la voie publique, soit dans les endroits publics ; mais, inversement, M. Bérenger ne veut poursuivre que le racolage *habituel* ; l'habitude seule constituerait le délit.

M. Augagneur vient alors défendre la proposition de M. Bulot. La Commission, dit-il, n'a point à déclarer scandaleux et punissable le fait d'aller et de venir dans la rue, non plus que le racolage par les yeux, le sourire, quelques mots prononcés à voix basse.

D'autre part, les encombrements et le bruit sur la

voie publique seront soumis aux tribunaux en vertu des textes actuels ; enfin le racolage scandaleux sera réprimé par un texte nouveau.

En somme, ainsi que l'observe immédiatement M. Hennequin, secrétaire général de la commission, l'addition proposée à l'article 330 serait la rançon de la suppression de la réglementation. Au surplus l'expression « racolage scandaleux » lui semble trop élastique.

Dans son remarquable rapport sur les travaux de la commission extra-parlementaire du régime des mœurs, M. Hennequin résume ainsi les opinions de M. Bulot et Augagneur sur le racolage : « Assurément, proclament MM. Bulot et Augagneur, il est indispensable de se préoccuper de l'ordre public, du trouble, du scandale que peuvent causer sur la voie publique des prostituées, par leurs provocations ou leur attitude ; mais, il s'agit là d'une question qui ne se rattache pas nécessairement à la réglementation de la prostitution. Au surplus, ce ne sont pas des dispositions spéciales à une catégorie de personnes qu'il convient d'édicter, mais des dispositions générales tendant à réprimer, d'où qu'elles viennent, toutes les manifestations de la débauche sur la voie publique, ce qui peut être facilement réalisé, par une addition à l'article 330 du Code pénal.

« L'acte de provocation publique n'est pas répréhensible seulement quand il émane de la femme, qui fait métier de prostitution, mais aussi, et plus encore, de la part de l'homme qui, pour satisfaire ses plaisirs ou sa dépravation, suit une femme quelconque et lui adresse des propositions injurieuses, souvent accompagnées de propos obscènes. En faisant de la provoca-

tion à la débauche un délit, on assainira la rue et on rendra inutiles toutes les mesures d'exception, si justement critiquées, comme l'intervention d'une police spéciale des mœurs.

« Réglementer la prostitution, déterminer, par une loi, les conditions de son exercice, c'est reconnaître son droit à l'existence, sa légalité, c'est en faire une institution sociale comme aux siècles écoulés ; c'est aussi créer un statut particulier, hors du droit commun, pour celles qui s'y livrent. Tout cela est impossible, inconciliable avec les mœurs, les idées, la civilisation moderne, avec la dignité de la loi.

« La prostitution est un mal, dont la loi et le Gouvernement n'ont pas à tenir compte ; il suffit, pour parer à tous les besoins, de défendre la santé et la moralité publiques contre toutes les maladies et toutes les débauches. »

Et, plus loin, M. le secrétaire général Hennequin continue ainsi : « ce qu'il convenait, en définitive, de réprimer, c'était la provocation à la débauche causant scandale, troublant l'ordre, offensant la pudeur ; et on devait se demander tout d'abord si le Code Pénal ne fournissait pas des armes permettant de l'atteindre. L'article 330 punissait l'outrage public à la pudeur ; il aurait pu suffire, en raison de la très large acception donnée par la jurisprudence à ces expressions ; tout au moins pour la répression des actes publics contraires aux bonnes mœurs. Cependant, afin d'éviter toute équivoque, toute difficulté d'interprétation, pour marquer en même temps le souci de la Commission au regard des intérêts menacés principalement par la prostitution,

il paraissait préférable de consacrer à la provocation à la débauche une disposition spéciale, qui serait ajoutée à l'article 330 et libellée en ces termes :

« § 2. — Sera punie des mêmes peines (emprisonnement de trois mois à deux ans), (et amende de 16 à 200 fr.) toute personne qui aura provoqué des tiers à la débauche d'une façon publique et scandaleuse ».

« Une telle disposition répondait à tous les besoins et son application permettait même d'obtenir des résultats autrement importants que par la réglementation administrative la plus rigoureuse. La provocation muette par l'attitude, par la tenue immodeste, tombera sous le coup de la loi, comme toutes les manifestations publiques de la prostitution que le juge aura reconnues scandaleuses et rentrant dans la catégorie des provocations outrageantes.

« Si l'on proposait de punir seulement la provocation tout à la fois publique et scandaleuse, c'est que, la prostitution n'étant pas un délit on ne pourrai enlever à la prostituée le droit de circuler librement, comme toute autre personne, sous la réserve qu'elle ne commette pas par gestes ou paroles un acte contraire à la morale.

« La formule soumise à la Commission, malgré les arguments invoqués pour la justifier, était loin de rallier tous les suffrages. On lui reprochait d'être insuffisante pour remédier au plus grave inconvénient découlant de la prostitution, c'est-à-dire à l'envahissement, en tout temps, des voies publiques, par les prostituées professionnelles en quête de clients. Indépendamment de tout acte scandaleux proprement dit, le seul fait pour ces personnes d'encombrer la rue, isolément ou par

groupes, offensait, d'après M. Bérenger, la bienséance publique, troublait l'ordre, portait atteinte à la liberté de circulation des honnêtes gens :

« Il ne pouvait être toléré, or, le nouvel article 330 ne visait pas cette offense et par conséquent, laissait l'autorité publique désarmée et impuissante à assainir la rue, ainsi que s'est efforcée de le faire la réglementation.

« D'un autre côté, en quoi consistait la provocation scandaleuse ?

« Le scandale était quelque chose de très arbitraire, de très relatif ; avec un texte aussi large, aussi vague, tout le monde, déclarait M. Le Poittevin, serait menacé, se trouverait à la merci de l'arbitraire des tribunaux et des agents de police ; car la preuve du scandale ne résultera que du rapport de l'agent. A la vérité, la loi du 16 mars 1898 sur la répression des attentats aux bonnes mœurs par voie de publications licencieuses, s'était servie, elle aussi, pour caractériser le délit, d'expressions telles que « contraire aux bonnes mœurs », encourageant le même reproche d'imprécision, de trop grande élasticité, que celui qu'on dirigeait contre le texte proposé. Mais au moins le juge, pour s'éclairer, avait sous les yeux le corps du délit, la publication incriminée, alors qu'en cas de provocation réputée scandaleuse, il ne posséderait d'autre élément d'appréciation, que le témoignage douteux et peut-être suspect d'un agent de police.

« Le danger d'arbitraire était trop grand pour ne pas réclamer une définition précise de l'acte délictueux qu'on entendait punir.

« Un autre grief était aussi articulé contre la pro-

position et tiré de l'excessive sévérité des sanctions attachées au délit de provocation publique et scandaleuse à la débauche. »

En résumé, trois difficultés s'élevaient au sujet de la proposition Bulot. La première était relative à la question de savoir ce qu'il fallait entendre par « provocation publique et scandaleuse. »

La seconde était la suivante : fallait-il faire de ce racolage scandaleux un délit simple ou un délit d'habitude ? Enfin, en troisième lieu, quelles étaient les peines qui devaient frapper l'auteur de l'infraction ? Il semblait, en effet, que les peines correctionnelles de l'article 330 pouvaient, dans beaucoup de cas, être trop rigoureuses.

D'autre part, les peines de simple police pouvaient se trouver trop légères, partant inefficaces. Une troisième opinion, intermédiaire, estimait qu'il était préférable que l'infraction fût, pour la première fois, punie de peines contraventionnelles, et que la récidive fût sanctionnée par l'application de peines correctionnelles. Tels sont les points que nous allons avoir à étudier successivement.

A la séance du 17 décembre 1904, la discussion s'engagea sur ces diverses questions.

La commission se trouvait en présence de trois projets :

1° Celui de M. Bulot : « sera puni des peines de l'article 330 toute personne qui aura provoqué des tiers à la débauche d'une façon publique et scandaleuse ».

2° Le texte de M. Bérenger : « le racolage *habituel* sur la voie publique et dans les lieux publics est un délit ».

3° Le texte de M. Paul Meunier, « sera punie des peines des articles 479 et suiv. du Code pénal, toute personne qui aura publiquement provoqué des tiers à la débauche par gestes ou par paroles ».

Les difficultés indiquées plus haut à propos de l'interprétation du mot « scandaleux », amenèrent M. Bulot à modifier son texte de façon à préciser mieux quel serait le racolage punissable.

Tout d'abord le racolage en réunion sera puni, lorsque les femmes provoquent l'attention par leur nombre, par l'encombrement qu'elles causent sur le trottoir. De même la prostituée qui provoque sans réserve, avec importunité, sera condamnée ; en sorte que M. Bulot modifie sa rédaction ainsi : « Sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois, et d'une amende de 16 à 200 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, par gestes ou paroles obscènes, ou contraires aux bonnes mœurs, aura provoqué au libertinage sur la voie publique. En cas de récidive, la peine pourra être portée au double, et la peine de l'emprisonnement sera prononcée. »

Donc, contrairement au texte proposé par M. Paul Meunier, celui présenté par M. Bulot ne poursuit pas toutes les formes de racolage : celui-ci est licite quand il est fait déceument.

Par suite, l'homme ou la femme pourront racoler sous la double condition : 1° qu'il n'y ait pas, de leur fait, encombrement de la voie publique ; 2° qu'il n'y ait pas racolage scandaleux.

Quant aux peines, l'encombrement aurait été puni des peines de simple police (art. 480, Code Pénal) ;

le racolage scandaleux aurait, au contraire, été réprimé par les peines correctionnelles qui viennent d'être indiquées.

C'est d'une manière générale, conformément à ces ordres d'idées que la commission a rédigé son projet, tout en tenant compte de plusieurs amendements à elle présentés par M. Le Poittevin.

En sorte que, suivant le texte finalement adopté après une longue discussion, des dispositions nouvelles devaient être ajoutées aux articles 479, 480 et 482 du Code Pénal. Tout d'abord, d'après le projet définitif, l'article 479 serait ainsi rédigé :

« Sont punis d'une amende de 11 à 15 francs inclusivement.

« 13° Ceux qui, sur la voie publique, dans tous les lieux accessibles gratuitement au public, ou de toutes les ouvertures prenant vue sur la voie publique, auront :

« Provoqué, en réunion de plus de deux personnes, à la débauche ;

« Provoqué à la débauche des personnes par tous moyens ou paroles obscènes ou contraires à la décence publique, le tout sans préjudice de l'application de l'article 330 ;

« Provoqué à la débauche d'une manière quelconque, des mineurs de l'un et l'autre sexe âgés de moins de 15 ans ;

« Provoqué à la débauche d'une manière quelconque aux abords de tous les établissements militaires

« et maritimes, ou consacrés à l'enseignement et aux
« cultes »

Art. 480. — « Pourra, selon les circonstances, être
« prononcée la peine d'emprisonnement pendant 5
« jours au plus.

« 6° Contre ceux qui ont provoqué à la débauche
« dans les conditions prévues par le paragraphe 13 de
« l'article précédent. »

Art. 482. — « La peine d'emprisonnement pendant
« 5 jours aura toujours lieu pour récidive contre les
« personnes et dans les cas mentionnés en l'article
« 479.

« Toute personne inculpée pour récidive dans les
« conditions de l'article 483 à raison de l'une quelcon-
« que des provocations à la débauche prévues par le
« § 13 de l'article 479 sera traduite devant le tribunal
« de police correctionnelle et punie d'un emprisonne-
« ment de six jours à deux mois et d'une amende de 16
« à 200 francs.

« En cas de nouvelle récidive, l'article 58 du Code
« Pénal est applicable ».

Cette rédaction nouvelle a été motivée par les consi-
dérations suivantes :

Tout d'abord, il est certain que le racolage en réu-
nion ne saurait être toléré ; il gêne la circulation et dé-
générerait vite en désordre.

Mais quand y a-t-il réunion ? Il est évident qu'ici il
fallait fixer arbitrairement un chiffre : La commission
a fixé le nombre « deux ».

Quant à la théorie, soutenue par M. Bérenger, qui

aurait voulu faire du délit de racolage un délit d'habitude, elle a été repoussée par la commission pour ne pas compliquer la loi. Il est en effet facile, lorsqu'une femme est poursuivie pour un fait illicite, mais unique, de racolage, de tenir compte de ce fait que l'acte incriminé ne s'est produit qu'une fois, en diminuant considérablement la peine grâce à la théorie des circonstances atténuantes, ou en faisant bénéficier cette femme de la faveur du sursis.

Enfin, conformément à la proposition de M. Le Poittevin, un premier fait de racolage illicite n'est puni, par le texte adopté, que des peines de simple police, alors que la récidive est punie de peines correctionnelles.

La différence entre les deux situations est donc bien prise en considération, puisque la faute unique crée la contravention et que l'habitude crée le délit correctionnel.

Il a également paru utile de comprendre dans la rédaction définitive du projet de loi, non seulement le racolage sur la voie publique, mais encore le racolage dans certains endroits publics pouvant être assimilés à la voie publique.

Si, en effet, la Commission n'a pas voulu réprimer le racolage « illicite » dans les Music-halls, dans les coulisses, ainsi que l'aurait désiré M. Bérenger, elle a estimé bon, avec M. Le Poittevin, que le racolage illicite dans les gares, dans les musées, dans les lieux gratuitement ouverts au public, ne restât pas impuni.

Il est enfin des cas où le racolage, quel qu'il soit, simple ou scandaleux, est toujours une infraction à la loi pénale.

Citons ici le racolage aux abords des casernes, des lycées, des églises. Citons aussi l'hypothèse où la provocation s'adresse à un mineur de 15 ans. Cet amendement, dû à M. Le Poittevin, se justifie aisément : il fallait, ici, faire preuve d'une rigueur toute spéciale.

Insistons un peu sur la question de récidive. Ainsi que l'a expliqué M. Le Poittevin, au nom du comité de rédaction choisi par la commission extra-parlementaire pour élaborer le projet définitif, c'est à dessein que ce comité a voulu réunir sous un même numéro, en en faisant par suite une contravention *unique*, mais avec des formes variées, les divers actes qui seraient désormais considérés comme créant l'infraction pénale de provocation à la débauche.

Avec ce système, dès lors, sans qu'il y ait lieu de distinguer la manière dont a été opéré un acte de provocation à la débauche, un second acte de provocation illicite quelconque, ayant lieu dans les délais fixés, sera puni comme délit correctionnel, et une nouvelle récidive deviendra, par suite, récidive de délit à délit.

Or, on sait que, pour que l'article 58 soit applicable alors, il faut qu'il s'agisse de deux mêmes délits, successivement commis.

C'est donc pour rendre applicable la disposition de l'article 58 que, systématiquement, les divers modes de provocation à la débauche sont réunis de façon que toutes ces infractions puissent être considérées comme constituant une faute identique, de même nature juridique.

Une objection avait été faite au système punissant seulement d'une peine de simple police un premier fait

de racolage ; la contravention ne supposant pas d'arrestation préventive, la femme en action de racolage, une fois le procès-verbal dressé contre elle, pourrait continuer à racoler comme auparavant, sous les yeux de l'agent verbalisateur ! Il y a là, disait-on, un échec à la loi.

Pour répondre à cette objection, d'ailleurs fondée, la Commission a voté un article 26 ainsi conçu :

« Toute personne qui, dans les mêmes circonstances
« de temps ou de lieu continuerait à provoquer à la dé-
« bauche dans les conditions prévues par le § 13 de
« l'article 479, après déclaration de procès-verbal ou
« constatation de la contravention, pourra être, par
« mesure de police, conduite au poste le plus voisin
« pour y être retenue pendant une durée qui n'excédera
« pas six heures. »

En ce qui touche ce droit exceptionnel conféré à la police, dit M. Hennequin dans son rapport précité, « M. Yves Guyot voyait, avec regret, qu'une punition pût encore être infligée par l'agent de police, contrairement à l'esprit général des résolutions de la Commission et au respect dû à la liberté individuelle. Il demandait si la résistance aux injonctions de l'autorité tendant à faire cesser des provocations publiques à la débauche ne pouvait être assimilée à la rébellion. Mais MM. Feuilletoy et Le Poittevin firent remarquer que la rébellion était caractérisée par des actes positifs qui ne se rencontreraient pas dans l'attitude passive de l'individu se bornant, sans mot dire, à continuer ses agissements ; que si, pour des considérations particulières, on s'était résigné à ne pas ériger en délit la provocation

scandaleuse sur la voie publique, elle n'allait pas cependant sans présenter de très graves inconvénients auxquels il était indispensable d'obvier, le cas échéant, par les mesures d'ordre proposées, et empreintes d'une modération peut-être excessive » .

APPENDICE I. — *Remarque.*

Il est enfin, un dernier article voté par la Commission, à propos du racolage, mais dans des conditions toutes spéciales.

La minorité réglementariste, à la tête de laquelle se trouvait M. Bérenger, est parvenue à faire voter un article qui rompt toute l'harmonie du projet élaboré.

En principe, on le sait, d'après ce projet, la visite obligatoire disparaît, ainsi, d'ailleurs, que tout le reste de la réglementation. Mais, dans un cas particulier, grâce à cet article spécial (art. 32 du projet), la visite sanitaire obligatoire reparaît et ce cas particulier est précisément celui où une condamnation est intervenue pour racolage illicite. Cet article 32 du projet est ainsi conçu :

« Tout individu condamné pour racolage sur la voie publique ou dans les lieux ouverts au public ou pour délit contre les mœurs, qui sera reconnu atteint de maladie vénérienne contagieuse et qui ne justifiera pas s'être soumis volontairement à un traitement spécial, sera conduit sur l'ordre du juge dans un établissement hospitalier et y sera retenu jusqu'à ce que son état n'offre plus de danger de contagion ».

Cet article est évidemment en contradiction avec l'ensemble du projet élaboré par la commission extra-parlementaire du régime des mœurs ; elle est, notamment, contraire au principe fondamental posé par l'article 2 du projet aux termes duquel « est interdite, dans les règlements administratifs toute qualification visant les personnes se livrant à la prostitution et ayant, notamment, pour but et pour effet, de les astreindre à une inscription sur un registre des mœurs, *et à la visite corporelle* ».

Ajoutons qu'il suffit à l'individu condamné pour racolage de prouver au juge qu'il s'est déjà spontanément soumis à un traitement, pour éviter cette sorte d'arrestation qui viendrait corroborer, plutôt rigoureusement, par exemple la condamnation à quelques francs d'amende pour racolage en réunion. Il suffirait que le condamné exhibe au tribunal l'ordonnance de son médecin, ou démontre qu'il a volontairement séjourné à l'hôpital, ou enfin qu'il produise des attestations portant qu'il s'est rendu aux consultations d'un dispensaire privé ou public ; il lui sera donc facile d'échapper ainsi au procédé rigoureux indiqué par cet article 32.

Au surplus la critique de cet article, qui, ainsi que nous l'avons dit, est en opposition complète avec le reste du projet, a été présentée, mieux que nous ne pourrions le faire, dans une note lue à la commission extra-parlementaire, par M. Hennequin, au nom du comité de rédaction des articles successivement élaborés par cette commission :

« Après un examen attentif, le comité de rédaction a estimé à *l'unanimité* qu'il n'était pas possible de tirer

parti du texte voté dans sa 21^e séance par la Commission extra-parlementaire et relatif au contrôle sanitaire et à l'internement forcé des personnes condamnées en vertu de l'article 479, n^o 13, pour provocation publique à la débauche. Ce texte traduit une conception trop peu mûrie, dont la mise en œuvre se heurte à des obstacles insurmontables de fait et de droit.

« En édictant que tous individus condamnés par application de l'article 479 et *reconnus malades*, seront internés au besoin dans un hôpital, on leur impose implicitement la visite corporelle comme première conséquence de la condamnation.

« Mais, en outre que cette obligation est exorbitante en soi et par rapport à l'infraction commise, qualifiée de contravention, elle ne pouvait, en tout état de cause, être imposée qu'après une condamnation définitive et tout au moins après l'expiration des délais de recours inscrits dans l'article 174 du Code d'inst. crim., c'est-à-dire 10 jours après le jugement rendu par le tribunal de police.

Or, comment procéderait-on ? Investirait-on les agents de la force publique du droit de rechercher le contrevenant et de le conduire *etiam manu militari* dans un lieu affecté à la visite sanitaire ?

« Ce serait une véritable arrestation affectant, à cause de son objet, un caractère particulièrement odieux, et inconciliable avec les principes du droit criminel.

« Et d'ailleurs, que de difficultés, que d'incertitudes pour établir que l'accident contagieux n'est pas postérieur à l'infraction qui a motivé la poursuite !

« Au surplus, que fera-t-on si l'individu, ce qui ar-

rivera très souvent, refuse de subir la visite corporelle ? Comment vaincre sa résistance ? le retiendra-t-on jusqu'à ce que, de guerre lasse, il se résigne à l'investigation médicale ?

« Si la présomption de maladie est à la rigueur admissible au regard des professionnelles de la prostitution condamnées pour provocation publique à la débauche, elle est, par contre, insoutenable à l'encontre des autres personnes. Or, le paragraphe 13 de l'article 479 a une portée générale ; il pourra atteindre des individus de tout âge et de toute condition qui, dans un moment d'oubli, auront commis l'infraction prévue notamment par le 2^e alinéa du paragraphe 13 de l'article 479. On dépasserait toute mesure en les traitant comme des prostituées d'habitude, sans pouvoir invoquer sérieusement les intérêts de la santé publique. »

« Mais la visite a été passée et le médecin préposé à ces examens déclare que le contrevenant est atteint d'une maladie vénérienne contagieuse non soignée jusqu'ici. Sur le vu de cette déclaration le juge ordonne l'internement dans un hôpital et la détention du malade pour une durée indéterminée.

« On remarquera, tout d'abord, qu'il n'est pas possible d'attacher de pareils effets à la déclaration du médecin. Le malade doit pouvoir contester et combattre le diagnostic médical qui entraîne pour lui d'aussi graves conséquences ; et voilà qu'un débat singulier va s'engager devant le juge, qu'on discutera dans le prétoire sur l'existence ou la non-existence de l'avarie, sur la date de la contamination, sur le caractère contagieux

ou non de l'accident révélé publiquement par le médecin visiteur.

« Voilà qu'on entre dans la voie des contre-visites et qu'on inflige au juge l'obligation de trancher une question préjudicielle, passablement répugnante, et d'ordre si technique qu'elle ressort en général du domaine de la spécialité médicale. Enfin le juge se prononce ; il proclame que le contrevenant est atteint d'une maladie vénérienne, et qu'en dépit des affirmations contraires du malade ou de son médecin, il offre des dangers de contagion. Il ordonne, en conséquence, l'internement dans un hôpital. Ainsi on crée un véritable délit de maladie qui ne diffère des délits du droit commun que par le lieu et les conditions de l'internement, mais qui, comme les délits ordinaires, est sanctionné par la privation de liberté. Et cette privation de liberté, d'une durée indéterminée, n'est même pas consécutive à une faute, à un acte commis d'une manière consciente, à une imprudence, à un dommage causé à autrui ou à la société ; elle est motivée seulement par la constatation d'un état morbide susceptible de présenter des dangers de contamination, non pas même d'une manière générale et absolue et indépendamment de la volonté de l'agent comme dans certaines maladies contagieuses, mais uniquement au cas où le malade n'aurait pas assez de volonté pour s'abstenir d'avoir des rapports sexuels.

« La décision du juge ordonnant l'internement du malade ne peut dans tous les cas se justifier par des raisons d'utilité qu'autant qu'elle serait exécutée sans le moindre délai : Il faudrait donc admettre que les agents

de la force publique auraient le droit de s'emparer de la personne du contrevenant reconnu malade comme d'une personne condamnée à la prison, pour le mener du prétoire dans un hôpital. Mais une aussi brutale solution se heurte aux principes les plus élémentaires du droit pénal.

« D'ailleurs l'autorité judiciaire, dans l'état actuel de la législation hospitalière, peut-elle imposer à tout hôpital la réception d'un malade ? C'est plus que douteux. Les hôpitaux n'ont rien de commun avec les établissements pénitentiaires et seules les commissions administratives, de concert avec le service médical, décident de l'admission d'un malade, tenant compte à la fois de la gravité de l'affection dont il est atteint, et de son état de fortune, l'indigence constituant, en principe, la condition essentielle pour l'admission.

« Le code pénal a bien prévu le cas où le juge ordonne l'internement d'un individu dans un établissement qui n'est pas, à proprement parler, une prison et qui revêt aujourd'hui un caractère plutôt charitable que pénitentiaire. C'est le cas de l'article 274 portant que le mendiant condamné à la prison sera conduit, à l'expiration de sa peine, dans un dépôt de mendicité.

« Mais, outre qu'il s'agit d'un délinquant condamné à une peine privative de la liberté et d'une sorte de peine accessoire, la décision du juge ne lie même pas l'autorité administrative, de qui dépend l'envoi dans le dépôt, et qui reste libre, en réalité, de ne pas l'ordonner.

« Bien d'autres considérations pourraient encore être développées pour faire ressortir toutes les difficultés

d'application de la mesure proposée. Mais il ne paraît pas nécessaire d'ajouter aux motifs ci-dessus exposés qui justifient amplement la résolution que le comité de rédaction a été contraint de prendre ».

Ainsi le comité de rédaction a refusé de rédiger définitivement, de mettre au point cet article 32 voté en séance par la commission ; celle-ci, par respect pour un vote acquis, a décidé qu'il serait maintenu tel quel dans le projet représentant le résultat de ses délibérations.

Cependant il ne saurait faire doute que cet article ne doit pas, en réalité, être considéré comme faisant corps avec le projet général, avec les articles qui statuent sur le racolage et abolissent la réglementation, seuls articles du projet, voté par la commission extra-parlementaire, dont nous ayons à nous occuper ici.

APPENDICE II. — *Le racolage par les mineurs de moins de 18 ans.*

Nous avons dit plus haut, à diverses reprises, que la réglementation policière ne s'appliquait plus qu'aux femmes âgées de plus de 18 ans, et que notre étude se bornerait à la situation faite à celles-ci. Nous indiquons seulement ici, d'un mot, la situation faite aux mineurs de 18 ans.

Les travaux de la commission extra-parlementaire des mœurs prirent fin le 7 décembre 1906 ; le 5 mars 1907, le Gouvernement présentait au Sénat un projet reproduisant le titre 2 du projet voté par cette commission, titre qui envisageait la prostitution des mineurs.

Des modifications assez considérables furent, sur l'intervention de M. Béranger, apportées à ce projet. Aujourd'hui, au-dessous de 18 ans, les mineurs ne sont plus mises en carte ni condamnées administrativement. Mais ici il faut noter que ce que l'on a voulu atteindre c'est la prostitution même des mineurs.

Il y a dans la loi de 1908 un côté moral, une tentative de relèvement qui donne un caractère spécial à ces dispositions.

Voici, en ce qui concerne plus spécialement le racolage, les dispositions de la loi du 11 avril 1908 :

Dispositions générales.

Art. 1. — « Tout mineur de 18 ans, qui se livre habituellement à la prostitution, est, sur la demande des personnes mentionnées aux articles 11 et 12 (1), appelé à comparaître devant le tribunal civil en chambre du conseil, qui décide, suivant les circonstances, s'il doit être rendu à ses parents ou placé, soit dans un établissement privé régulièrement autorisé à cet effet et approprié à sa réformation morale, soit enfin chez un parent ou un particulier, pour y être retenu jusqu'à sa majorité ou jusqu'à son mariage.

1. Art. 11. — ... personnes investies de la puissance paternelle, de la tutelle, de la surveillance en vertu des art. 141 et suiv. du Code Civil et du droit de garde conféré par une décision de justice ou du lieu dans lequel le mineur se livre à la prostitution. Art. 12. — ... soit par les mêmes personnes, ou d'office, par le ministère public.

Art. 2. — « Tout mineur de 18 ans qui se livre habituellement à la débauche pourra, sur la demande du père et, à son défaut, de la mère, ou de la personne qui en aura la garde, être placé dans un quartier, spécialement aménagé, d'un établissement prévu à l'article 1^{er} pour un temps qui sera fixé par le tribunal, conformément aux dispositions de la présente loi. Il n'est pas dérogé aux prescriptions des articles 375 et suivants du Code civil.

Art. 3. — « Si le mineur de 18 ans est trouvé provoquant à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public, il en est dressé procès-verbal. Copie en est immédiatement envoyée aux personnes désignées à l'article 11, lesquelles sont en même temps averties par lettre recommandée qu'à l'expiration du délai de six jours, de nouvelles provocations à la débauche entraîneront l'application des mesures déterminées par le présent article. Ces personnes, ainsi que le mineur, pourront adresser leurs réclamations au Procureur de la République, qui saisira d'urgence le tribunal.

Ce dernier annulera ou maintiendra le procès-verbal. La décision devra être rendue avant l'expiration du délai de 10 jours.

Au cas d'un second procès-verbal, le mineur est conduit devant le procureur de la République qui prendra les mesures nécessaires pour sa garde provisoire, sans pouvoir toutefois le retenir ni pendant plus de 5 jours ni dans un lieu de répression. Ce magistrat convoque d'urgence les personnes ci-dessus désignées et avant de leur remettre le mineur, leur rappelle leurs devoirs envers lui. Si elles ne se présentent pas ou si elles

ne sont pas en état d'exercer sur le mineur une surveillance efficace ou enfin si le mineur est l'objet d'un troisième procès-verbal dans les onze mois de la date du premier, celui-ci est déféré au tribunal civil qui statue en conformité des articles 1, 14 et 16 (1).

Il ne peut être ajouté en ce qui concerne les mineurs de 18 ans aucune disposition réglementaire aux prescriptions de la présente loi. »

1. Art. 14. — « Dans les 24 heures, le président du tribunal ordonne la comparution de toutes les parties ; dans une ordonnance il désigne le défenseur d'office ».

Art. 16. — « Le président pourra, jusqu'au jour fixé pour la comparution, le ministère public entendu, prescrire le placement de l'enfant ou telles mesures provisoires qu'il jugera utiles dans l'intérêt du mineur ».

CHAPITRE II

PROJETS « NÉO-RÉGLEMENTARISTES ».

La commission extra-parlementaire du régime des mœurs de 1904-1907, a, nous l'avons vu, rédigé, sur le futur régime des mœurs, un projet où dominant les théories abolitionnistes. Mais si, là, les réglementaristes n'ont pu faire prévaloir les idées qu'ils soutiennent, il est d'autres centres intellectuels où ils ont été plus heureux, où ils ont fait approuver des projets améliorant, sans le détruire, le régime actuel de la police des mœurs.

La réglementation légalisée, améliorée, transformée même sur certains points, telle est la théorie « néo-réglémentariste » ;

Le « néo-réglémentarisme » est donc une théorie qui se propose de tenir le juste milieu entre le réglementarisme actuel, dont personne ne veut plus, et l'abolitionnisme que beaucoup considèrent comme une révolution dangereuse, comme un saut dans l'inconnu. Les partisans de cette doctrine, d'ailleurs, sont loin d'être d'accord sur les principes, même fondamentaux, de cette

théorie nouvelle qui s'est surtout développée au sein de la « société de prophylaxie »).

Très généralement cette théorie condamne, avec raison suivant nous, le tribunal administratif spécial parisien, représenté actuellement par un fonctionnaire, par « un Monsieur », dit M. Bérenger, fonctionnaire qui n'est pas un magistrat. Tout au moins les néo-réglementaristes estiment que, les textes invoqués pour justifier l'existence de ce « tribunal » étant très anciens et très discutés, une loi générale d'organisation est nécessaire.

Il est certain que les projets néo-réglementaristes qui s'élaboraient pendant que délibérait la commission extra-parlementaire du régime des mœurs, de même que ceux discutés depuis, trahissent la préoccupation de répondre aux arguments présentés, dans cette commission, par les membres de la majorité abolitionniste.

Nous diviserons donc notre exposé des divers projets réglementaristes en trois sections, suivant qu'ils ont été présentés et soutenus avant, pendant, ou après les travaux de la commission extra-parlementaire.

SECTION I. — PROJETS NÉO-RÉGLEMENTARISTES ANTÉRIEURS A 1904.

Nous étudierons, sous ce titre, trois projets :

1° La proposition de réforme présentée en 1888 à l'Académie de médecine par le professeur Fournier ;

2° La proposition de M. Bérenger tendant à la création du délit de racolage (1894-1895) ;

3° Le projet de néo-réglementation de M. Georges Berry (1896).

§ 1. — *Proposition de réforme du professeur
A. Fournier.*

En 1888, le 7 février, à l'Académie de médecine, M. le professeur Fournier affirme son désir de voir voter une loi, définissant le délit de provocation publique, et confiant sa répression au droit commun : « Cette loi, lisons-nous dans son rapport, page 25, nous la réclamons d'autant plus énergiquement, avec d'autant plus d'insistance, qu'à nos yeux elle aurait ce double résultat :

1° De rendre légal ce qui ne l'est pas aujourd'hui ;
2° de rendre indiscutables les pouvoirs, tant discutés aujourd'hui, de l'administration policière, en ce qui concerne la surveillance et la répression des prostituées ; c'est-à-dire, au total et en définitive, de renforcer *en la légalisant*, l'autorité préfectorale actuellement si ébranlée et si défailante. »

La difficulté de principe avait, du reste, très bien été aperçue par M. le professeur Fournier : « La prostitution, disait-il, dans son rapport, a besoin de la provocation pour vivre. La provocation se présente ainsi comme étant l'extériorisation de la prostitution. Or la prostitution n'est pas un délit, et la provocation va

en devenir un ». On voit ici combien la question devient délicate.

Cependant on peut répondre que la solution avait déjà été indiquée par Ricord.

« Jamais, disait-il, on n'empêchera d'une façon absolue la provocation de se produire sous telle ou telle des mille et mille formes qu'elle est susceptible d'affecter. Pour moi, la seule provocation à réprimer, c'est la provocation *scandaleuse*, celle qui offense la morale. Tant qu'il n'y a pas scandale, nous ne pouvons rien faire ».

Le projet du professeur Fournier tendant à provoquer une loi contre le délit de provocation prostitutionnelle, loi qui, d'un côté, supprimerait la juridiction d'exception que, à notre avis, la police des mœurs a usurpée, et qui, d'un autre côté, permettrait à cette police des mœurs de saisir les tribunaux du droit commun, fut vivement attaqué, à cette même séance de l'Académie de médecine du 7 février 1888, par M. le professeur Brouardel :

« Vous voulez faire une loi, dit M. Brouardel ; je crains que vous ne fassiez un saut dans les ténèbres ; vous vous engagez en tous cas dans une voie semée de difficultés à mes yeux inextricables. D'abord, il vous faut définir le délit de provocation ; qui le fera ? Quant à moi, je sais bien où finit la provocation, mais il est beaucoup plus difficile de dire où elle commence. Je sais où commence le racolement avec la main, mais j'ignore comment on s'y prendra pour discerner juridiquement le coup d'œil, le sourire provocateur. »

« Maintenant, comme peine et comme sanction de

votre loi, vous demandez que le tribunal ordonne l'inscription avec ses conséquences actuelles. Jamais un tribunal de droit commun ne consentira à river plus étroitement une jeune femme à la prostitution pendant une partie de sa vie, durant un laps de temps indéterminé. L'inscription, par le fait même qu'elle va dorénavant autoriser la prostitution, la rendre régulière, n'en constitue pas moins une peine immorale ; cette loi de but moral aboutirait à une immoralité. Bien plus, l'inscription légale va désormais permettre la provocation, sanctionner le racolage public qui est précisément le délit pour lequel cette jeune femme a été condamnée.

« Vous voyez les conséquences de votre système !

« Mais ce n'est pas tout, poursuit M. le professeur Brouardel ; je me place maintenant à un autre point de vue.

« La police a commis des abus, je ne les nie pas et je reconnais que, sous ce rapport, il y a des réformes à introduire ; mais cette police, vous l'avez dit vous-même, est nécessaire, indispensable ; vous ne réclamez même une loi que pour atteindre ce double résultat :

« 1° De rendre légale l'action de la police diminuée par l'illégalité ;

« 2° De rendre générale cette action, de lui faire embrasser le pays tout entier, puisque, par son caractère même, cette loi enlèvera tout pouvoir d'appréciation aux municipalités et s'appliquera à toutes les villes. En contradiction avec vos espérances, je tiens, moi, qu'au lieu de raffermir l'action de la police, l'intervention du

tribunal l'affaiblira. Les inspecteurs du service des mœurs qui sont, au demeurant, des agents secrets, vont devenir des agents au service ostensible ; ils seront connus, marqués, visés même par de sauvages rancunes. Vous ne leur permettez même pas d'opérer comme les agents du service de la sûreté qui fournissent secrètement à l'instruction le faisceau de preuves par eux réunies, et disparaissent ; non, il faudra que les agents des mœurs viennent témoigner en personne ; leur présence est indispensable, car vous n'espérez pas que la victime du délit de racolage, le particulier offusqué ou lésé, vienne perdre son temps à l'audience et raconte publiquement la mésaventure où il a figuré à son corps défendant. Que pourront faire les tribunaux dans une telle situation ? Il y a des années où la Préfecture fait à Paris, cinq, six, vingt, vingt-cinq mille arrestations de femmes.

« Combien les tribunaux en condamneront-ils ! Cent-cinquante, deux cents peut-être.

« Ainsi, au point de vue de l'ordre et de la répression, la légalité ira à l'encontre du but que vous voulez poursuivre avec nous.

« Que si le tribunal, au contraire, s'inspire en principe et constamment de l'idée même de répression sur laquelle vous dites bâtir votre loi, que se passera-t-il ? La victime, le racolé, manquant, vous n'avez donc toujours qu'un témoin unique, l'agent ! C'est-à-dire que vous vous trouvez en présence du même arbitraire et d'un arbitraire plus grave encore que l'arbitraire actuel, puisqu'il s'aggravera d'un jugement public » (7 février 1888).

L'opposition entre les idées de MM. Fournier et Brouardel amena, après discussion, une transaction ainsi formulée :

« 1° L'Académie réclame, des pouvoirs publics, une loi de police sanitaire réglant et fortifiant l'intervention administrative.

« 2° Si l'inscription n'est pas consentie par la femme à qui l'administration l'impose, elle ne pourra être prononcée que par l'autorité judiciaire ».

En admettant ces principes, et pour ce qui concerne l'inscription, il semble juridiquement nécessaire que cette inscription ne soit pas l'œuvre de la police des mœurs, supposée conservée, car, si l'inscription était administrative, on devrait pouvoir faire appel de sa décision devant un tribunal judiciaire, ce qui violerait évidemment le principe de la séparation de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire. Par suite, pour tenir compte de la seconde proposition transactionnelle acceptée par l'Académie, deux solutions sont possibles.

1° L'inscription serait ordonnée par le tribunal correctionnel, avec appel à la Cour.

2° L'inscription serait ordonnée par le tribunal de simple police, avec appel devant le tribunal correctionnel.

Cependant, et quelle que soit l'autorité judiciaire ainsi choisie, une grosse objection s'élève contre le système préconisé par M. Fournier : l'inscription sera ordonnée par un jugement et le projet Fournier voyait précisément dans la publicité du procès engagé en matière de provocation prostitutionnelle, une garantie pour la femme.

Nous croyons, au contraire, qu'il y a là, pour la femme, un réel danger, car la publicité du jugement lui enlève à tout jamais l'espoir d'un relèvement ou d'un amendement.

Or il est très peu de femmes qui aient perdu complètement cet espoir ; la preuve en est que presque toutes cherchent à cacher, soit à leur famille, soit à leurs relations, la situation où elles sont tombées. C'est ainsi que beaucoup ont adopté des noms de guerre ou ont changé de prénom.

On serait donc obligé d'organiser une procédure en chambre du conseil ou un huis-clos perpétuel, ou une clandestinité spéciale pour les décisions prises. On est ainsi amené à se demander si, pour faire fonctionner normalement la réforme, il ne faudrait pas supprimer l'inscription elle-même, si comparable à la surveillance de la haute police que, pour toutes les autres matières, la loi du 27 mai 1885 a estimé bon d'abolir. Et l'on arriverait ainsi à supprimer l'un des rouages les plus essentiels de la réglementation actuelle.

§ 2. — *Proposition de M. Bérenger. (Délict de racolage).*

Le 27 avril 1894, M. Bérenger a proposé au Sénat le projet de loi suivant : « Quiconque se livre au racolage sur la voie publique, ou dans les lieux publics, sera puni des peines édictées par l'article 330 du Code Pénal ». On sait que cet article vise l'outrage public à la pudeur et le punit d'un emprisonnement de 3 mois à

2 ans. En cas de récidive M. Bérenger appliquait la loi sur les récidivistes.

Cette proposition draconienne confondait évidemment l'exercice de la prostitution, *qui n'est pas un délit*, avec la provocation scandaleuse, qui peut très bien en être un. Nous estimons, en effet, que si des femmes se livrent à des désordres sur la voie publique, elles doivent être poursuivies à raison de la nature de ces actes ; mais il n'est pas possible de les poursuivre à raison de leur qualité ou de leur profession.

Au Sénat, en raison des considérations qui précèdent, l'article du projet qui vient d'être cité fut naturellement rejeté et lorsque, le 20 juin 1895, le projet de loi de M. Bérenger fut transmis à la Chambre, il ne s'occupait plus que des mineurs et des souteneurs.

Le projet de M. Bérenger (1894) s'inspirait évidemment de celui de M. Fournier, exposé plus haut. D'ailleurs, comme M. Fournier, M. Bérenger supprimait le pouvoir exorbitant et peut-être illégal du préfet de Police considéré comme juridiction correctionnelle.

Mais, au Sénat, le Garde des Sceaux, M. Trarieux, s'opposa formellement à ce que les pouvoirs du préfet de Police fussent modifiés en quoi que ce fût, et M. Bérenger n'insista pas.

En somme en 1894, M. Bérenger posait le principe suivant : la police des mœurs des femmes est une institution d'Etat de principe gouvernemental intangible, que le Parlement doit conserver pour assurer la morale, l'ordre et l'hygiène dans les masses populaires ; mais cette police doit désormais avoir une loi pour base.

Notons qu'en 1904, à la commission extra-parle-

mentaire, M. Bérenger a notablement amendé sa formule néo-réglementariste, qui est devenue celle-ci :

« Il y a lieu, au triple point de vue de la morale, de l'ordre et de la santé publique, d'assurer une surveillance spéciale sur la prostitution publique ; cette *surveillance doit être instituée* par une loi ».

§ 3. — *Projet de Néo-Réglementarisme*
de M. Georges Berry.

Le 23 novembre 1894, M. Georges Berry, Député de Paris, présenta à la Chambre le projet suivant, qui n'a pas abouti :

Art. 1. — Seront punis d'un emprisonnement de 1 à 2 mois les femmes qui auront commis le délit de racolage dans les rues, sur les quais, places ou promenades, sur les boulevards et par les fenêtres.

Art. 2. — La même peine sera applicable à celles qui, pour attirer les passants, formeront des rassemblements sur la voie publique ou encombreront systématiquement les rues et les trottoirs.

Art. 3. — Lorsque les racoleuses s'adressent à des mineurs, la peine d'emprisonnement sera de 6 mois à 1 an.

Art. 4. — Les hommes qui, sans moyen d'existence, seront convaincus de vivre avec des prostituées *ayant été condamnées pour racolage*, seront punis d'un emprisonnement d'un à 2 ans. Le tribunal pourra en outre décider qu'à l'expiration de leur peine, ils seront envoyés à la relégation.

Art. 5. — Il sera créé dans toute ville d'au moins 5.000 habitants des dispensaires où auront lieu les visites des prostituées. Les conseils municipaux en fixeront le nombre.

Art. 6. — Ces dispensaires seront réservés aux femmes inscrites soit volontairement, soit d'office. Elles devront s'y rendre deux fois par semaine. Celles qui ne s'y présenteraient pas y seront amenées *de force* et, de plus, seront punies de peines de simple police variant de 1 jour à 6 jours de prison.

Art. 7. — Toute personne qui aura été condamnée pour racolage sera inscrite d'office.

Art. 12. — Toute mineure rencontrée dans un état habituel de prostitution sera conduite devant le juge de paix qui décidera, suivant les circonstances, si elle doit être remise à ses parents, soit placée, par les soins de l'administration, dans un établissement approprié à sa réformation morale, soit, à cause de son état de santé, soumise à telles autres mesures qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de la santé publique.

Ce projet, on le voit, créait le délit de racolage, quel que fût celui-ci, et faisait entre le souteneur de la femme condamnée pour racolage, et celui de la racoleuse qui échappe à la condamnation, une distinction qui ne pouvait trouver place dans une loi.

SECTION II. — PROJETS NÉO-RÉGLEMENTARISTES PRÉSENTÉS AU COURS DES TRAVAUX DE LA COMMISSION EXTRA-PARLEMENTAIRE.

Les réglementaristes, qui suivaient, avec un intérêt bien naturel, les remarquables discours et les importantes délibérations des membres de la Commission extra-parlementaire, tinrent, eux aussi, à discuter en même temps la question de l'organisation du régime des mœurs.

En 1903 et en 1904, cette question fit l'objet des délibérations de l'association connue sous le nom de « Société générale des prisons » (1).

M. Albert Gigot, ancien préfet de Police, avait été chargé du rapport sur la matière, sous la condition, stipulée par lui, que, pour Paris, le *principe de la réglementation ne serait point attaqué* ! D'ailleurs, M. Gigot estime que l'ordonnance de 1778 est restée obligatoire, en vertu des dispositions de l'article 484 du Code pénal. L'emprisonnement administratif actuel est considéré comme légal.

« En pareille matière, dit M. Gigot, rien à faire par le législateur, rien à faire par la magistrature ; c'est à la police seule qu'est réservée l'ingrate et pénible mission de s'occuper de ces questions ». Du reste, l'ordonnance de 1778 est complétée et précisée par un arrêté réglementaire du préfet de Police, de 1878, dû préci-

1. *Revue pénitentiaire*, n^{os} de janvier à mai 1904.

sément à M. le Préfet Albert Gigot, et connu, en pratique, sous le nom de « règlement Gigot ».

Pour la province, remarque M. Gigot, la loi municipale du 5 avril 1884, en autorisant les maires à prendre des arrêtés réglementaires dont la violation est sanctionnée par l'article 471, § 15, du Code Pénal, proclame la légalité de la police des mœurs.

Le rapport de M. Gigot n'admet pas que la prostitution soit, par elle-même, un délit, mais il préconise, contre le racolage, une réglementation légalisée. Au surplus, le régime actuel présente au rapporteur de sérieuses garanties pour la femme inscrite elle-même. C'est, d'abord, le recours au Conseil d'Etat contre la décision administrative ordonnant l'inscription ; c'est en second lieu la violation volontaire des dispositions de cette décision administrative. Mais, ici, il faut distinguer : à Paris la violation de cette décision sera punie par l'emprisonnement administratif, contre lequel aucun recours légal n'est possible : ce n'est donc qu'en province qu'une femme inscrite pour racolage peut indirectement faire anéantir l'inscription qui la frappe. L'arrêté municipal d'inscription est violé par la femme inscrite ; celle-ci se voit, pour ce fait, dresser contravention ; elle est traduite devant le juge de Paix qui, s'il estime que l'inscription n'est pas justifiée, prononce l'acquiescement de la femme. Certes celle-ci pourrait, ultérieurement, être poursuivie à nouveau pour de nouvelles infractions à l'arrêté municipal, mais il est évident que le juge de Paix saisi une seconde, une troisième fois, acquitte encore ; en sorte que les poursuites contre la femme inscrite finiraient par être définitive-

ment abandonnées. La Cour de Cassation a bien souvent affirmé la légalité de ce moyen employé par les femmes inscrites. Cr. rej., 17 janvier 1862, D. P., 62.1.445 ; 24 novembre 1865, P. P., 66.1.40 ; 8 mars 1866, D. P., 66.1.140 ; 22 mars 1872, D. P., 72.1.155 ; 25 avril 1873, D. P., 73.1.314 ; 11 juillet 1879, D. P., 80.1.95 ; 6 décembre 1888, *Bull. crim.*, 353 ; 26 novembre 1892, D. P., 93.1.462, 14 août 1896, D. P., 97.1.238.

Il est cependant un point que M. Gigot considère comme très critiquable ; c'est le droit que s'arrogent certains maires de faire expulser de leur commune les femmes qui y sont étrangères, ajoutant d'ailleurs que, sur ce point, la critique est unanime. Le rapport contient en outre, cette affirmation que la juridiction administrative ne devrait pas être conservée. L'auteur du règlement de 1878 avoue que l'appel administratif organisé par lui et porté devant les supérieurs hiérarchiques du juge administratif qui prononce les condamnations, est resté complètement inefficace.

Pour conclure, le rapporteur se déclare partisan d'un système de répression judiciaire procédant par gradation. Supposons une fille arrêtée pour racolage ; elle serait traduite devant le tribunal de simple police et frappée d'une légère amende : une seconde fois, l'amende, toujours prononcée par le juge de Paix, serait plus forte ; enfin la femme arrêtée une 3^e fois pour racolage serait traduite devant le tribunal correctionnel et subirait une peine correctionnelle.

Reste la seconde sanction que nous connaissons contre le racolage, à savoir l'inscription. Ici, M. Gigot se

trouve en désaccord avec M. Béranger. D'après M. Béranger, on le sait, la femme coupable de racolage serait inscrite sur l'ordre d'un tribunal régulièrement constitué, en sorte que la véritable peine du racolage, à savoir l'inscription, serait prononcée par le tribunal.

M. Gigot, au contraire, tout en admettant que les tribunaux judiciaires peuvent punir le racolage, conserve à l'inscription son caractère administratif. Certes, s'il y a amende prononcée pour racolage par les tribunaux ordinaires, l'administration peut baser sur ce jugement de condamnation la formalité de l'inscription ; mais d'après M. Gigot, il n'est point nécessaire qu'un semblable jugement pénal existe, et, en tout cas, ce n'est pas le tribunal qui ordonne l'inscription : avec ou sans jugement pénal, la faculté d'inscrire reste toujours le monopole de la Préfecture de Police.

Tel est, dans ses grandes lignes, le rapport de M. Gigot.

Etudions, avec le *Bulletin pénitentiaire*, la discussion qui s'est élevée sur ce rapport devant la Société des prisons.

Tout d'abord, la réglementation, telle qu'elle fonctionne actuellement, y est soutenue par M. d'Haussonville et par M. Paul Joly. Cependant, signalons que M. Joly trouve excessive la pratique parisienne des punitions disciplinaires ; mais, ne voulant toujours pas confier l'examen de semblables questions à l'autorité judiciaire, M. Joly se déclare partisan d'une *juridiction administrative des mœurs*. La commission préfectorale qui, aujourd'hui, statue, au moins d'après les textes, sur l'inscription des femmes, serait maintenue, mais

modifiée par ce fait qu'elle serait présidée par un *conseiller de préfecture*, et la décision de la commission ainsi composée pourrait être frappée d'appel devant le *conseil de préfecture* lui-même.

On voit que cette opinion, partagée par M. Berthé-lémy, ne veut pas que les questions relatives à la police des mœurs sortent du domaine administratif.

Cette théorie tend à reconstituer, dans une certaine mesure, au profit de la police actuelle, cette juridiction mixte que, dans notre ancien droit, possédait à Paris le lieutenant général de police.

Telle est la première opinion qui s'est manifestée dans le débat à la société des prisons.

M. Félix Voisin, ancien préfet de Police comme M. Gigot, se prononce, au moins partiellement, contre les opinions qu'il professait et appliquait au cours de ses fonctions administratives. Il s'élève surtout, dans l'intérêt même de la préfecture de Police, contre l'existence du Tribunal administratif : « Aujourd'hui, il y a encore un pouvoir administratif qui prononce contre les prostituées des peines de plus de 8 et 15 jours de prison.

« Eh bien ! le moment est venu de faire disparaître cette anomalie ; je crois qu'il serait temps de proclamer ce principe que la peine de prison, (car en définitive, qu'on appelle prison, ou hôpital-prison, hôpital ou salle de police, les établissements dans lesquels les prostituées sont privées de leur liberté, c'est toujours la même chose) que la peine de prison ne peut être que le résultat d'une condamnation judiciaire. »

Dans le même ordre d'idées, M. Honnorat désire que

le législateur intervienne pour réprimer le racolage avec cette particularité que la loi ne s'appliquerait pas aux femmes qui voudraient bien se soumettre à la réglementation policière.

Dans ce système, une fois qu'une condamnation pour racolage serait intervenue, la femme serait inscrite, et le préfet de Police prendrait un arrêté portant qu'elle devra se rendre à la visite, à des périodes déterminées ; d'où il suit que si la femme omettait de se soumettre à la visite, elle enfreindrait l'arrêté municipal, et pourrait être poursuivie devant le juge de Paix. Le système de coercition deviendrait alors légal.

Jusqu'ici, avec des variantes plus ou moins considérables, le système actuel a trouvé des défenseurs au sein de la société des prisons.

Exposons maintenant les opinions de ceux qui voudraient voir se produire, dans ce système, des modifications plus considérables.

M. Béranger, tout d'abord, s'élève avec force contre la mise en carte considérée comme sanction du racolage.

« La mise en carte, dit-il, est la mesure la plus grave qui puisse être prise contre une femme ; c'est, actuellement, l'arbitraire le plus absolu.

« Voilà une femme qui est saisie dans la rue par un agent de police quelconque. Cet agent peut avoir la confiance de l'administration supérieure, mais il peut très bien ne pas le mériter. Il est possible qu'il ait exercé un acte de vengeance ; il est possible qu'il se trompe ; il peut se faire qu'il s'agisse d'une femme qui ait refusé de se livrer à lui. Il l'arrête, la conduit au bureau de

police, et l'accuse d'avoir fait du racolage public. Ah ! si c'est une prostituée d'habitude, elle ne se laissera pas intimider par le fonctionnaire devant lequel elle paraîtra ; mais si c'est une femme arrêtée pour la première fois, si surtout il y a erreur, la honte lui laissera-t-elle une liberté suffisante pour se défendre ?

« La voilà devant le fonctionnaire qui, après quelques questions va prononcer et régler son sort en quelques instants. Elle est seule, car elle ne peut se défendre. L'agent n'aura-t-il pas presque toujours raison contre elle ?

« Cette femme est donc mise en carte sans autre forme de procès !

« Eh bien ! qu'est-ce donc, pour cette malheureuse, que la mise en carte ? c'est l'aliénation complète de sa liberté ! Elle appartient désormais à la police. Elle est de plus obligée, une fois par quinzaine, de se présenter à la visite.

« N'est-ce point, pour la femme, pas encore perdue, l'outrage à la pudeur le plus violent qui puisse lui être infligé ? De plus, ces visites obligées la signalent à tous comme une fille inscrite, et la conséquence est que tout métier, toute relation, tout travail, devient pour elle de plus en plus difficile.

« C'est une fille presque perdue.

« Et qui est-ce qui va décider de cela ? C'est un fonctionnaire souvent unique (1), que je puis connaître au-

1. On sait qu'aujourd'hui ce même juge devrait être assisté de deux assesseurs, fonctionnaires, comme lui, de la préfecture de police.

jourd'hui et que je sais être un très digne homme, mais qui peut changer et qui, d'ailleurs, peut toujours se tromper. C'est *ce Monsieur* qui va, sans témoins, et, à huis-clos, décider en quelques minutes du sort de cette femme.

« Je dis que c'est inouï qu'un état de choses semblable existe à l'heure actuelle ! »

Déjà, dans son projet de loi du 27 avril 1894 (article 2), M. Béranger proposait ce qui suit : « les conventions aux arrêtés et règlements de police concernant la prostitution seront déléguées au tribunal de simple police qui prononcera les peines édictées par les articles 479 et suivants du Code Pénal. »

De même, en 1904, M. Béranger soutient que le pouvoir judiciaire est seul compétent pour l'imposition de la carte et pour l'appréciation des infractions prostitutionnelles, le racolage scandaleux par exemple. Quant à la juridiction compétente, M. Béranger estime que, la prostitution n'étant pas un délit, la juridiction correctionnelle ordinaire ne devrait pas être saisie. Il écarte également les juges de Paix, insuffisamment préparés à statuer sur de semblables matières. M. Béranger préconise donc la création d'une Chambre spéciale rattachée au tribunal de 1^{re} instance et jugeant pénalement.

De même que M. Béranger, M. Feuilloley, non partisan cependant des doctrines abolitionnistes, estime qu'il faut : « Conférer au tribunal le soin de statuer sur les infractions aux lois et aux règlements sur la matière, et à prononcer les peines d'amende ou d'emprisonne-

ment applicables à ces infractions ». Celles-ci au cas de récidive, seraient d'ailleurs punies de peines augmentant progressivement suivant le nombre d'infractions. Nous retrouvons ici une analogie avec la loi sur l'ivresse publique. Signalons maintenant l'opinion de M. Saleilles :

M. Saleilles attaque d'abord la réglementation en elle-même. Puis il pose ce principe que la prostitution n'est qu'un fait d'immoralité, qui, en soi, n'a pas les caractères sociaux du délit : Le préjudice social va apparaître notamment lorsqu'il y a appel sexuel scandaleux ; d'où il suit que le racolage fait en public et avec éclat constitue un délit dont les éléments sont les gestes outrageants ou les paroles blessantes ; la répression de ce délit ne peut en tous cas être confiée qu'à un tribunal régulier.

Citons encore l'opinion de M. Henri Robert (*Société des prisons*, 16 mars 1904) : « Je ne comprends pas qu'un homme de droit, que ce soit un avocat ou un magistrat, un homme qui collabore à la justice ou qui la rend, admette un instant qu'une peine quelconque puisse être prononcée autrement que par un tribunal régulier ou par un juge investi de pouvoirs donnés par la loi ».

Au surplus, M. Henri Robert partage l'opinion de M. Saleilles et préconise une loi organisant le délit de racolage scandaleux.

Pour résumer ces débats, nous dirons :

1° que plusieurs des membres éminents de la société

des prisons se sont prononcés pour la création d'un délit spécial, au cas de racolage scandaleux ;

2° qu'une importante majorité s'est prononcée contre l'existence du tribunal administratif spécial chargé notamment de réprimer aujourd'hui le racolage exercé en dehors des prescriptions policières ;

3° qu'à l'unanimité l'association a estimé que la prostitution, en soi, n'était pas un délit. Mais les formalités de la mise en carte et de la visite sexuelle ont conservé de nombreux partisans.

SECTION III. — DÉBATS ET PROJETS POSTÉRIEURS AUX TRAVAUX DE LA COMMISSION EXTRA-PARLEMENTAIRE.

§ 1. — *Débats à la « société des prisons » (1908).*

Lorsque la commission extra-parlementaire du régime des mœurs eut terminé ses travaux, et rédigé le projet définitif dont nous avons, plus haut, analysé les dispositions, tout au moins celles relatives au racolage, la société des prisons demanda à M. Feuilleley, qui avait été membre de cette commission, un rapport sur les travaux de celle-ci (*Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n^{os} de juillet-octobre 1908, rapport de M. Feuilleley, page 998 et suivantes ; débats, pages 1003 à 1058). Lors du débat sur ce rapport M. Larnaudé s'éleva surtout contre la conception du racolage licite. La commission extra-parlementaire, dit-il, a élaboré, la « *déclaration des droits de la racrocheuse* ».

MM. Feuilloley et Le Poittevin protestèrent énergiquement contre les critiques de M. Larnaud, et celui-ci répliqua en ces termes :

« La nouvelle tendance des sciences sociologiques, dit-il, est l'intervention de l'Etat pour protéger l'individu contre lui-même : cette protection nécessaire apparaît dans la législation : contre l'alcoolisme, sur la vaccination, dans les lois et conventions internationales récentes contre les maladies contagieuses, dans les lois nationales sur les accidents du travail, pour la protection de la santé publique. » La question de la prostitution n'est après tout qu'une question de législation sanitaire, et, ajoute M. Larnaude reprenant le mode de Gambetta, qu'une question de voirie :

« La nécessité des réglementations spéciales est telle que l'on peut parler aujourd'hui de la loi naturelle de la *spécialité législative*.

« L'erreur de la Commission extra-parlementaire et notamment des membres éminents, dont on reconnaît la maîtrise en matière de droit pénal, dans la rédaction du projet de Loi, est d'avoir voulu faire entrer la prostitution dans le droit commun. Partant de cette vue *à priori*, ils ont distingué dans la prostitution ce qui peut être permis et ce qui doit être défendu, et leur idée maîtresse a été, au nom des principes de la Révolution française, de créer pour la femme prostituée un droit subjectif de liberté individuelle.

« Or, c'est là la conception la plus fausse qu'on puisse imaginer des choses du droit ; c'est revenir aux façons de parler du temps de la scolastique ;... Reconnaître un droit commun, c'est admettre une règle et des excep-

tions ; or, le droit commun est un mot, un grand mot, rien de plus, qui recouvre une idée de plus en plus difficile à préciser... Il n'existe pas de principes de droit commun, et, dans la matière, il n'existe pas de réglementation spéciale ou de législation d'exception avec l'odieux qui s'attache à cette expression ; il existe un *droit commun spécial*.

« Le droit commun spécial se substitue de plus en plus au droit commun vulgaire, ce niveleur brutal, qui ne s'adapte ni aux situations diverses, ni aux particularités propres des choses à régler, et veut amputer la Police des mœurs sur son lit de Procuste.

« La Commission extra-parlementaire a été conduite au droit commun par la phobie policière ; elle est restée à l'antique conception d'une administration irresponsable, couverte par ses chefs, campée dans le pays comme une armée en pays conquis ».

Et M. Larnaude conclut ainsi : « Cela ne me choque pas que la liberté individuelle ne soit pas, pour les prostituées, protégée comme pour les honnêtes femmes. Je ne crois pas à la nécessité de la liberté individuelle la même pour tous. A tous les points de vue, c'est une œuvre criminelle de vouloir désarmer la police, comme le propose la commission extra-parlementaire ».

M. Larnaude a exposé ainsi magistralement la thèse du réglementarisme pur.

§ 2. — *Projet de la société de prophylaxie (1908).*

A la société de prophylaxie, en 1908, M. Bérenger

pose son principe fondamental : toute réglementation doit être fondée sur une loi. Mais quelle serait cette loi néo-réglementariste ?

D'après elle, toute femme arrêtée pour racolage scandaleux serait déférée au tribunal correctionnel. Celui-ci la condamnerait à être mise en carte, à être surveillée par la police. Elle se trouverait, en d'autres termes, à peu près soumise au régime actuel, abstraction faite bien entendu, de la juridiction spéciale administrative, qui serait supprimée.

Au cours de la discussion à la société de prophylaxie, cette conception est loin d'être admise par d'autres réglementaristes. Le grave reproche fait à cette théorie est que la femme va, désormais, avoir un casier judiciaire. Nous lisons, notamment dans les comptes-rendus des délibérations de la société de prophylaxie, 10 janvier 1908, pages 27 et suivantes, l'objection élevée contre cette doctrine par M. Le Pileur, médecin de Saint-Lazare : « Sous prétexte de la protéger contre un excès de pouvoir dont elle aurait été victime de la part des agents des mœurs, vous allez lui donner un casier judiciaire ! ».

M. Honnorat dit aussi :

« Les condamnations prononcées contre une fille viendront se confondre avec les outrages à la pudeur, et figureront sur le casier judiciaire ; vous allez faire une œuvre de sévérité dont les filles ne pourront se libérer ! »

M. Bérenger propose alors un système transactionnel : « Si l'on trouve qu'il est trop dur que ces puni-

tions figurent au casier, on pourra décider qu'elles n'y figureront que si elles dépassent un mois de prison ».

C'est sous cette restriction que la société de prophylaxie adopte les idées de M. Bérenger.

Une fois que la femme coupable d'avoir racolé est punie correctionnellement, et par l'inscription, va-t-elle pouvoir racoler ?

Ici le système de M. Bérenger devient plus rigoureux et certainement moins logique que le régime réglementariste actuel. Aujourd'hui, pourvu que la femme soit en carte, pourvu qu'elle ne se trouve dans la rue ni avant ni après l'heure fixée, pourvu qu'elle se promène (en province) exclusivement dans l'îlot qui lui est assigné, pourvu, en d'autres termes, qu'elle observe les règlements de police, la femme peut impunément racoler.

Au contraire, M. Bérenger soutient que malgré qu'elle soit munie de sa carte, la femme pourra être justement arrêtée, et que la carte n'a d'utilité que pour assurer l'exactitude aux visites sanitaires.

Cependant, il est important de remarquer que le projet de loi voté par la société de prophylaxie ne suit pas M. Bérenger sur ce terrain. Le tribunal ne punira correctionnellement la femme qu'en cas de racolage scandaleux, le mot « scandaleux » permettant d'ailleurs une interprétation élastique, partant arbitraire. Mais le « tribunal administratif spécial », admis par le projet, pouvant mettre en carte, d'office, celles qu'il estime être des prostituées notoires, on voit que le racolage simple, s'il n'est pas puni correctionnellement, n'en est pas moins puni par la mise en carte.

A vrai dire M. Bérenger abolit la carte, pour bien montrer qu'elle n'équivaut pas au permis de racolage. Il la remplace par le *carnet* : Toute femme qui voudra se livrer à la prostitution en fera la déclaration à l'autorité, et recevra un carnet en règle qu'elle devra faire timbrer à chaque visite.

Du reste ce carnet sera imposé d'office lorsque la prostituée ne le demandera pas. On ne voit pas la différence entre la carte actuelle et le carnet futur.

M. Bérenger, poursuivant le racolage sous toutes ses formes, doit naturellement conserver et conserve, en effet, la classique maison de tolérance, que la Commission extra-parlementaire des mœurs avait abolie. Nous retombons alors dans le système de Genève, qui n'autorise que la prostitution cloîtrée.

Malgré les réserves de M. Bérenger relativement au tribunal administratif spécial, la société de prophylaxie, qui comprend des personnalités comme M. Lépine, M. Fournier, M. Honnorat, M. Le Pileur, a élaboré un projet de loi qui, faisant antithèse avec le projet voté par la commission extra-parlementaire du régime des mœurs, finit par ressusciter le tribunal administratif spécial ; en sorte que, sauf l'intervention initiale du tribunal correctionnel, il n'y a pas grand'chose de changé au régime actuel.

Résumons ce nouveau projet, en nous bornant à étudier ses dispositions relatives au racolage.

L'idée mère du projet consiste à déclarer que, après l'intervention des tribunaux judiciaires, et en vertu même de cette intervention, la police des mœurs, qui survit toujours autonome, jouera le rôle d'agent d'exé-

cution, et, d'après des formes voisines des formes actuelles, continuera à surveiller et à punir la prostitution. Toute cette organisation sera réglée par une loi ; la police des mœurs deviendra légale.

Ainsi, d'après les articles 1 et 2 du titre I du projet, lorsqu'il y a eu racolage scandaleux, le tribunal correctionnel est saisi, et une fois, supposons-le, les faits constatés, prononce une peine d'emprisonnement.

D'après l'article 3 du titre IV, lorsque cette peine est accomplie, la femme est remise, à Paris, à la Préfecture de Police, dans les départements à la police municipale. D'office, la police la met en carte ou, pour parler plus exactement d'après le projet, lui délivre un *carnet*.

Le titre IV, article 9, crée, concurremment avec le tribunal correctionnel, un tribunal administratif dit : « commission administrative spéciale ».

Elle est nommée par le maire ou le préfet, devant lesquels on peut, mais seulement dans les vingt-quatre heures, recourir contre ses décisions.

Sauf ce recours qui serait, bien souvent, illusoire, les attributions de cette commission sont les suivantes :

1° Elle peut imposer un carnet aux femmes qu'elle estime être des prostituées professionnelles ;

2° Lorsque les femmes violent les règles à elles imposées par le carnet, la commission peut les punir d'une détention disciplinaire, dont la durée maxima est de huit jours.

Ajoutons qu'une semblable juridiction s'étend aux femmes qui sont venues spontanément demander un

carnet. La visite coercitive est maintenue (article 7, titre IV).

En somme, la police des mœurs ainsi reconstituée, légalisée, et même renforcée, aurait juridiction sur trois catégories d'isolées, les isolées étant, aujourd'hui, les seules qui se livrent au racolage :

1° Les femmes qui ont été condamnées correctionnellement pour racolage ;

2° Les femmes que la commission administrative spéciale a reconnues être des prostituées professionnelles ;

3° Les femmes qui se soumettent volontairement au régime du carnet.

Au surplus voici les principales dispositions du projet qui sont relatives à notre matière :

Titre I. — Art. 1. — Toute réglementation est fondée sur la loi.

Art. 2. — Le racolage scandaleux doit être interdit sur la voie publique.

Titre IV. — Art. 2. — Les femmes âgées de 18 ans au moins qui veulent se livrer habituellement à la prostitution, sont tenues de faire une déclaration à la mairie (service d'hygiène) en province, ou, dans les villes où il existe une police d'Etat, à la Préfecture.

Il leur est délivré un carnet médical dont la forme sera réglée par l'administration, avec un avis sur les mesures sanitaires, médicales et administratives auxquelles elles doivent se conformer.

Art. 3. — Les femmes condamnées pour racolage *scandaleux*, celles reconnues comme prostituées professionnelles, par la Commission instituée à l'*art. 9*, no-

tamment dans les maisons clandestines, sont astreintes aux mêmes conditions.

Art. 4. — Les unes et les autres doivent se soumettre à une visite corporelle hebdomadaire, soit dans un bureau municipal ou un dispensaire public, soit chez le médecin lui-même, sur leur demande et à leurs frais.

Art. 9. — Toute infraction aux dispositions qui précèdent est déférée à une Commission administrative spéciale nommée par le maire ou le Préfet et composée, par parties égales, de membres de l'un et de l'autre sexe *choisis parmi les pères et mères de famille*, avec voix prépondérante pour le président, avec pouvoir d'infliger aux contrevenants une détention disciplinaire qui ne peut dépasser 8 jours, sauf recours, dans les 24 heures, devant le maire ou, dans la ville où il existe une police d'Etat, devant le Préfet.

Art. 7. — Les femmes déclarant spontanément leur maladie seront traitées gratuitement dans les services spéciaux des hôpitaux ou dans les dispensaires, si elles justifient de leur indigence, sur un bon d'admission délivré par le médecin.

Elles peuvent, sur leur demande, être soignées chez elles à leurs frais.

Dans les deux cas, elles ne peuvent se livrer de nouveau à la prostitution, sans avoir obtenu, du médecin de l'administration, un certificat de non contagiosité (*visa du carnet*).

Nous avons ainsi étudié sur l'étendue des réformes

dont le principe est admis par tous, les divers projets présentés par chacune des deux doctrines en présence. On voit quelles divergences fondamentales séparent les abolitionnistes et les réglementaristes ; on voit aussi combien les réglementaristes eux-mêmes sont divisés sur l'application de telles ou telles mesures d'importance considérable.

Nous n'avons pas la prétention de trancher un pareil débat ; avant de présenter quelques considérations sur les divers points discutés, demandons-nous comment, à l'étranger, la question est résolue ; nous verrons que certains pays ont opté pour le système préconisé par la doctrine abolitionniste, tandis que les autres ont mis en vigueur les principes réglementaristes.

QUATRIÈME PARTIE

DROIT COMPARÉ (1).

ANGLETERRE. — En 1864, la police des mœurs fut créée en Angleterre, et le régime réglementariste fut établi pour certaines villes, certains camps militaires, et certains ports.

En 1866, une loi beaucoup plus complète fut votée sur notre matière.

D'après cette loi, le juge de paix peut citer devant lui toute femme qui lui a été signalée par le surintendant de police comme se livrant au racolage.

1. Nous devons ici nous borner à indiquer quelle est, en matière de racolage, la législation en vigueur dans les divers Etats. Sur l'organisation complète de la police des mœurs en droit comparé, signalons les ouvrages suivants du Docteur L. Fiaux : « La prostitution réglementée et les pouvoirs publics dans les principaux Etats des deux mondes », Paris, 1902 ; — « L'intégrité intersexuelle des peuples et les Gouvernements », Paris, 1910, pages 595 et suiv.

Que la femme se présente, ou non, le juge peut ordonner que cette femme sera soumise à un examen médical.

Si cette femme ne veut pas se soumettre à la visite elle est passible d'un emprisonnement d'un mois au plus, s'il s'agit d'une première infraction, et de trois mois au maximum, s'il y a récidive.

La femme qui veut se dispenser de l'obligation de la visite en fait la demande à la justice, mais alors elle ne doit plus se livrer à la prostitution.

Cette loi est abrogée.

Le respect de la liberté individuelle était trop grand en Angleterre pour que l'opinion publique ne se montrât pas hostile au fonctionnement de la réglementation. De plus, il semble bien qu'au point de vue sanitaire, les lois réglementaristes aient été loin de donner les heureux résultats qu'on en attendait.

De telle sorte que, en 1883, une loi supprima pour la métropole, toute police des mœurs et toute réglementation. Le 16 mars 1886, l'abolition était votée à l'unanimité pour tout l'Empire britannique.

ETATS-UNIS. — Les Etats-Unis, dont les principes sur la liberté individuelle sont analogues à ceux admis dans leur ancienne métropole, ignorent, eux aussi, la réglementation. Les tentatives pour l'établir dans quelques Etats ont échoué.

Le rôle de la police se limite à la surveillance des maisons de débauche, et à prendre des informations sur les divers domiciles occupés par les prostituées libres. La visite médicale n'est pas imposée ; elle est offerte.

MEXIQUE. — Le Mexique, par contre, est réglementariste. Les prostituées de Mexico sont soumises à un régime très analogue à celui des prostituées parisiennes.

AMÉRIQUE DU SUD. — Les républiques sud-américaines ont organisé la réglementation à l'exception du Brésil qui n'admet pas la police des mœurs. A vrai dire le régime de liberté complète est le fait de l'empereur Dom Pedro II en sorte que le Brésil, érigé en République en décembre 1889, n'a fait que conserver les traditions de son vieil Empereur.

DANEMARK. — Le Danemark semble abandonner le régime réglementariste, tel que nous le concevons en France. Mais le racolage y est sévèrement puni, ainsi que la prostitution. Nous extrayons, en effet, de la loi du 30 mars 1906, « pour combattre l'immoralité publique », les articles suivants :

Art. 1. — Est abolie la réglementation, par la police, de la prostitution considérée comme moyen d'existence.

Si quelque personne gagne sa vie par ce métier, la police a le droit de procéder contre elle dans les conditions et la manière homologuées par les lois relatives au *vagabondage*.

Toutefois l'injonction dont parle la loi du 3 mars 1860 ne peut être édictée qu'après réprimande.

Art. 2. — Quiconque pousse ou invite à la *débauche* sexuelle, ou affiche une conduite immorale de façon à outrager la pudeur, scandaliser le public, ou gêner les voisins, est passible de prison, ou, si les circonstances sont aggravantes et en cas de récidive, de condamnation

aux travaux forcés. Des circonstances atténuantes peuvent faire commuer la peine en amende.

La susdite pénalité frappera toute femme vivant de la débauche sexuelle si elle a chez elle, en logement, un adulte ou un enfant mineur âgé de plus de deux ans, ou si, dans un but immoral, elle reçoit la visite d'hommes âgés de moins de 18 ans.

Art. 10. — Quiconque est prévenu de quelque une des infractions mentionnées dans la seconde phrase des articles 1, 2, 4, ou 9 de la présente loi, ou dans l'article 181 du code pénal général peut, par l'intervention de la police, *être soumis à l'examen médical, s'il y consent.*

En cas de refus, le tribunal peut décider, par acte formel et s'il trouve la prévention suffisamment fondée, que l'examen aura lieu *malgré l'opposition.*

Art. 17. — La présente loi entrera en vigueur le mois après son insertion au *Moniteur judiciaire*, mais *l'inscription* des femmes de mœurs légères, d'après la loi du 10 avril 1884, *est abolie* dès à présent.

SUISSE. — L'étude de la législation des cantons suisses conduit à cette intéressante constatation que presque toutes ces législations ont, dans ces dernières années, remplacé le régime réglementariste par le système abolitionniste. Genève est, ici, l'exception ; mais la théorie réglementariste y est vivement attaquée.

Par exemple à Berne, le Conseil d'Etat, le 8 juillet 1885, se prononçait encore pour la réglementation, et approuvait les dispositions suivantes, votées par le Conseil municipal :

Art. 1. — Les femmes qui, sous les arcades, dans les

ruelles, les rues et les promenades, *tendent à provoquer des hommes à la débauche au moyen de paroles, de signes ou même par une conduite qui attire l'attention, doivent être signalées* à l'inspecteur de police qui les avertira tout d'abord.

Art. 2. — Les femmes qui se laisseraient de nouveau surprendre à pratiquer de semblables manœuvres seront mises en état d'arrestation et passibles de la réclusion, jusqu'à 5 jours ; à cette réclusion pourra être jointe une amende de 200 fr. au minimum.

Art. 3. — L'inspecteur de police *fixera la peine à infliger* ; elles la subiront immédiatement pour autant qu'elles seront consentantes. Dans le cas contraire, elles seront envoyées au procureur général, auquel seront transmises les pièces qui doivent servir au juge de Police.

Dans le cas où une femme est ainsi renvoyée, un procès-verbal de l'inspecteur doit toujours être joint aux pièces.

Art. 4. — Après avoir subi leur peine, les femmes étrangères à la Suisse ou au canton seront remises au procureur général pour être reconduites à leur lieu d'origine ou simplement expulsées par la police.

Art. 5. — Les femmes arrêtées sont soumises à la visite médicale et envoyées à l'hôpital si elles sont malades.

Art. 7. — Les peines édictées par l'article 2 s'appliquent également aux personnes qui favorisent les agissements définis à l'article, soit en faisant le guet, soit de toute autre manière.

Art. 8. — Les personnes frappées plusieurs fois de

peines disciplinaires pour les actes prévus au présent arrêté pourront, aux termes de l'article 4, alinéa 17 de celui du 11 mai 1884, être placées, par voie administrative, dans une maison de travail.

Art. 9. — Cet arrêté entrera en vigueur aussitôt la sanction du Conseil d'Etat.

Les dispositions qui précèdent ne furent pas longtemps en vigueur.

En 1888, la réglementation était complètement abolie, et remplacée par un régime de liberté individuelle conforme aux idées abolitionnistes. Notons que ces idées se sont développées dans des conférences internationales tenues surtout en Suisse.

De même, à Neuchâtel, l'ancien code pénal punissait la prostitution, en en faisant un délit. Depuis le remaniement du Code pénal, en 1889-1891, la prostitution n'est plus un délit ; l'article 291 punit seulement la provocation scandaleuse sur la voie publique.

Ajoutons que dans tous les cantons, sauf Genève, la police des mœurs, telle que nous la voyons fonctionner en France, est abolie.

Mais à Genève depuis le règlement concernant la visite obligatoire, du 13 janvier 1885, venant renforcer la loi du 27 octobre 1884, sur l'organisation et la compétence du bureau de la salubrité publique, la lutte est vive entre abolitionnistes et réglementaristes.

Ajoutons cette très importante remarque qu'à Genève le racolage est très rare en raison de ce que toute la législation des mœurs tend à concentrer la prostitution dans les maisons de tolérance. Aussi est-ce sur la ques-

tion de la fermeture de ces maisons que la lutte actuelle est engagée.

ITALIE. — Les villes de la Haute-Italie n'avaient, jusqu'en 1855, d'autres règlements que ceux existant en France au temps où Napoléon I^{er} était roi d'Italie, mais ces règlements étaient peu à peu tombés en désuétude. Le règlement du 20 juin 1855 vint donner au Piémont une réglementation très sévère, avec une police des mœurs munie de pouvoirs très étendus.

En 1860, Cavour étendit ce règlement à toute l'Italie ; et, en 1871, Rome fut dotée d'une police des mœurs. Pie IX protesta énergiquement, mais en vain, et, malgré les efforts des abolitionnistes, il faut attendre que Crispi soit au pouvoir pour voir se produire la réaction.

Par une série de décrets, en date du 29 mars 1888, Crispi supprimait les hôpitaux-prisons (syphilicomes) ; l'inscription était abolie, ainsi que la visite périodique ; mais les maisons de tolérance étaient conservées.

Lorsque Crispi quitta le pouvoir, le décret Nicotera (27 octobre 1891) rétablit le régime réglementariste, tout au moins au point de vue sanitaire, mais la carte n'est pas rétablie ; il n'existe pas d'emprisonnement préventif et la femme prise en flagrant délit de provocation *scandaleuse* dans la rue est frappée (ainsi que la loi sur la sûreté publique autorisait le ministre à l'édicter dans le règlement spécial) d'amende et de jours de prison d'un quantième déterminé, soit 10 à 15 fr., 1 à 5 jours de prison, 10 jours en cas de récidive.

Au surplus, voici des extraits du règlement Nicotera, du 27 octobre 1891, sur la prostitution.

Art. 2. — Il est défendu aux personnes de l'un et l'autre sexe ;

a) De faire aucune invitation ou excitation au libertinage même d'une manière indirecte, dans les lieux publics ou ouverts au public ;

b) De suivre les passants dans la rue en les attirant au libertinage par actes ou paroles séductrices ;

c) De se faire voir aux fenêtres et de se tenir sur le seuil des maisons déclarées lieux de prostitution ;

d) De faire publiquement des réclames en faveur des lieux de prostitution ou de quelque manière que ce soit offre de proxénétisme.

Art. 3. — Les contraventions aux articles précédents, quand elles ne présentent pas les éléments constitutifs du crime, aux termes de l'article 338 du Code Pénal, sont punies d'une amende maxima de 500 francs ou d'une peine maxima de 5 jours d'arrêts.

Dans les cas plus graves, la peine des arrêts peut être portée à un maximum de 10 jours.

Art. 4. — Les personnes qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 2 pourront, quel que soit le cas, être conduites à l'office de la sûreté générale, pour y faire les constatations nécessaires.

Les procès-verbaux des contraventions devront être renvoyés à l'autorité judiciaire compétente.

Notons, ainsi que l'indique d'ailleurs la fin de ce dernier article, que, même sous l'empire des règlements Nicotera, qui réagissent évidemment contre les décrets Crispi, ce sont toujours les tribunaux ordinaires qui, en

Italie, connaissent des infractions relatives à la prostitution.

HONGRIE. — Le régime est réglementariste. Voici, par exemple, des extraits du règlement de Buda-Pest :

Les filles doivent se tenir d'une façon décente ; il leur est interdit d'avoir des vêtements trop voyants qui les fassent remarquer et surtout de *provoquer les passants*, comme cela se voyait autrefois ; le moindre geste est puni d'un ou de deux jours de prison.

Les agents paient de leur destitution immédiate toute erreur de personne.

Lorsque le fait de prostitution clandestine a été relevé à l'égard d'une fille, on lui laisse le choix entre l'inscription d'office ou les poursuites judiciaires, conformément à la loi ; les filles ont un livret où sont contrôlées les visites. Toute contravention au règlement de santé est puni, par voie administrative, de 1 à 15 jours.

BELGIQUE. — La Belgique est réglementariste, comme la France et, comme en France, la fédération abolitionniste y attaque vigoureusement le régime des mœurs actuel.

A titre documentaire, citons quelques articles du règlement sur la prostitution pour la ville de Bruxelles :

Le conseil communal, considérant que le règlement sur la prostitution actuellement en vigueur ne contient pas toutes les dispositions dont l'expérience a fait connaître la nécessité ;

Vu les articles 78 et 96 de la loi du 30 mars 1836 ;
ordonne :

Art. 37. — Toute provocation à la débauche est formellement interdite sur la voie publique ; il est, notamment, défendu aux filles publiques :

1° De se montrer aux portes et fenêtres de leur maison ;

2° D'attirer les hommes par paroles, chants, cris, gestes, ou signes quelconques, dans leur habitation ou dans tout autre lieu ;

3° De signaler aux passants leur maison, leur chambre par un éclairage brillant, ou par un moyen quelconque de nature à attirer l'attention ;

4° De sortir de chez elles dans un état peu décent, ou même d'être revêtues de façon à provoquer du scandale ;

5° De provoquer du désordre sur la voie publique, ou d'y tenir des propos obscènes ;

6° D'accoster ou de suivre les hommes sur la voie publique, de leur adresser la parole ou de les appeler par geste ;

7° De *stationner* dans la rue, de s'y promener de long en large sur un espace restreint ;

8° De s'arrêter ou de se promener à deux ou à un plus grand nombre ;

9° De fréquenter des souteneurs ou de circuler avec eux ;

10° D'entrer dans les théâtres, salles de concert, bals, cafés, estaminets et autres lieux de réunion ou débits de boissons ;

11° De circuler dans le Parc, dans les squares et autres jardins publics, et, à partir du coucher du soleil,

dans les galeries Saint-Hubert, les passages de la Monnaie, du Nord, du Parlement et du Commerce et dans les lieux de circulation similaire à désigner par le Collège des Bourgmestres et Echevins ;

12° De se trouver sur la voie publique après minuit et demie ;

13° De commencer ou d'entretenir des relations en quelque lieu que ce soit avec des jeunes gens de moins de 18 ans.

Les filles qui contreviendront aux dispositions ci-dessus seront immédiatement arrêtées, et conduites au dépôt communal, sans préjudice de poursuites ultérieures.

Art. 50. — Indépendamment et sans préjudice des peines portées par le Code Pénal, par les lois et règlements généraux et locaux de police, les contraventions aux dispositions du présent règlement seront punies d'une amende de 5 à 25 fr. et d'un emprisonnement de 1 à 7 jours, séparément ou cumulativement, selon les circonstances et la gravité des faits.

Le maximum et le cumul de ces peines pourront être appliqués en cas de récidive.

Art. 3. — S'il s'agit d'une mineure, l'inscription définitive n'aura lieu qu'après que son père ou sa mère ou son tuteur auront été avertis et invités à user des moyens que leur donne leur autorité pour la détourner de la prostitution.

Toute fille inscrite d'office pourra présenter ses observations au collège.

HOLLANDE. — Le régime réglementariste s'est intro-

duit au début du XIX^e siècle en raison même de la conquête française ; ce régime disparaît à la chute de l'Empire. En 1830, le gouvernement hollandais a laissé les communes maîtresses de réglementer ou de s'abstenir ; c'est ainsi qu'à Amsterdam la réglementation n'existe pas. En 1883, elle a été abolie à Utrecht. A la Haye, la visite est supprimée depuis 1897. A Rotterdam, le régime est réglementariste.

ALLEMAGNE. — En Allemagne, les municipalités ont, dans leurs attributions, la police des mœurs. En ce qui concerne les isolées, le régime est réglementariste.

Ajoutons que l'Alsace-Lorraine a conservé un régime analogue à celui usité en France. A Berlin, toute femme placée sous la surveillance de la Police pour avoir exercé le métier de débauche, est soumise, par le règlement du 10 octobre 1876, aux prescriptions suivantes, d'après les art. 3 et 8 : de s'habiller d'une manière décente et simple, de ne pas porter de toilette frappante, de ne pas stationner dans les rues, de ne pas se montrer en société d'autres prostituées, de ne pas fréquenter les promenades publiques et certaines rues, ainsi que les théâtres, les cirques, l'établissement Kroll, le jardin botanique, les musées, les expositions, etc..., *de ne pas attirer les hommes d'aucune façon*, de ne pas fumer, de ne pas chanter, de ne nouer aucune relation avec les jeunes gens, les écoliers et les élèves des Instituts civils ou militaires.

L'art. 9 leur interdit de se montrer sous aucun prétexte à leur fenêtre ou à celle des maisons étrangères ; il leur est défendu de placer une lampe ou autre signe

quelconque aux fenêtres et d'attirer les hommes de celles-ci ou de leur porte.

Les contraventions à cette ordonnance sont punies de peines allant jusqu'à six semaines de prison. Après quoi, le juge peut la remettre à la police provinciale pour être internée pendant deux ans, dans une maison de travail ou être employée aux travaux publics (balayage).

Les prostituées sont tenues, en outre, d'après le même règlement, de se présenter à l'examen médical et de se rendre à cet effet ponctuellement au bureau de police des mœurs aux heures indiquées.

AUTRICHE. — En Autriche, notamment à Vienne, le régime est réglementariste, mais la prostitution clandestine est surveillée exclusivement par les agents de la police ordinaire.

La répression est prononcée par les tribunaux, par analogie avec la répression du vagabondage, qui est réprimé aujourd'hui par la loi votée par le Reichrath en mai 1885.

A Vienne, avant 1848, les filles étaient soumises à l'arbitraire de la Police. Lorsqu'elles causaient du scandale, elles étaient emprisonnées, et souvent battues de verges. En cas de récidive on doublait la dose ; c'est en 1879 que fut introduit dans sa teneur actuelle le règlement de police qui est en vigueur aujourd'hui.

Jusqu'en mai 1885, les filles inscrites qui contrevenaient aux règlements étaient exclusivement soumises, quant à la répression, à la juridiction administrative. Un fonctionnaire de la police, délégué à cet effet, citait

dans son bureau la contrevenante, ou la faisait amener *manu militari*, et, après avoir consulté le procès-verbal, et écouté, d'une part, l'agent, d'autre part l'inculpée, prononçait une peine de 12 à 15 jours de prison.

En cas de récidive, les filles qui n'étaient pas originaires de Vienne étaient renvoyées dans leur pays.

Depuis 1885, le Reichrath a voté une loi spéciale pour la répression du vagabondage, en vertu de laquelle les gens sans aveu des deux sexes peuvent être détenus, à l'issue de leur condamnation, dans une maison de correction et de travail forcé, jusqu'à ce qu'une commission *ad hoc* décide s'ils peuvent être rendus à la liberté sans péril pour la société.

Cependant, cette détention ne peut se prolonger au delà de 3. ans.

Les filles, inscrites ou non, tombent sous le coup de cette loi. A la première contravention de la fille, dans le cas par exemple où elle a fréquenté des endroits publics, le fonctionnaire lui inflige, comme auparavant, une peine de quelques jours de prison ; ce n'est qu'en cas de récidive qu'elle est traduite devant les tribunaux qui peuvent la condamner jusqu'à 3 mois de prison, sans préjudice de la détention dans un établissement de correction. Les délits pour lesquels les filles publiques sont poursuivies sont principalement le scandale causé sur la voie publique et même l'attitude provocante aux fenêtres pour attirer l'attention des passants.

La prostitution clandestine est toujours, à Vienne, surveillée par les agents de police ordinaires, car il n'existe pas de service spécial des mœurs.

Il est difficile à la femme qui sollicite le passant dans

la rue d'échapper à une longue surveillance, soit du gardien de la paix, soit du détective qui fait des rondes la nuit, étant donné que la rue est bien moins encombrée qu'à Paris.

Lorsqu'un fait de prostitution a été constaté, la femme est appelée à la direction de la police ; le commissaire lui fait part des charges relevées contre elle. Si les faits ne sont pas établis, elle se retire ; sinon elle est vertement admonestée.

S'il est prouvé que la femme se livre *habituellement* à la prostitution, elle est tenue de se faire inscrire et de signer un procès-verbal d'engagement. Dans le cas où elle refuse, elle est livrée au tribunal et poursuivie pour vagabondage.

CINQUIÈME PARTIE

CONCLUSION

Nous n'avons pas, en terminant cette étude, à prendre nettement parti, soit pour la doctrine abolitionniste, soit pour la doctrine réglementariste, considérées dans leur ensemble. Nous n'avons qu'à examiner les réformes qui seraient, d'après nous, désirables en ce qui concerne le racolage en lui-même, ainsi que l'arrestation, la mise en carte, les punitions administratives, qui peuvent en résulter.

Si un fossé profond sépare les abolitionnistes et les réglementaristes, il est un point sur lequel les adversaires sont à peu près d'accord, c'est que les manifestations extérieures de la prostitution, lorsqu'elles sont contraires à l'ordre public et dommageables à la société, doivent être réprimées par des sanctions pénales sérieuses et efficaces. Par conséquent, étant admis que la prosti-

tution n'est pas *en elle-même* un délit, il faut reconnaître qu'il y a néanmoins des délits de prostitution.

Cela posé, nous dirons tout d'abord que, si la police est l'auxiliaire de la justice, elle n'est pas la justice elle-même. A ce point de vue, nous pensons qu'à la commission extra-parlementaire du régime des mœurs, M. le Procureur Général Bulot avait raison de dire : « Demander qu'il soit mis fin à l'usurpation judiciaire qui terminerait une « affaire Forissier », ou autre, devant la table d'un sous-chef de Bureau à la Préfecture de Police, que le véritable magistrat instruisse, observe, ou condamne, sans distinction de sexe ou de classe, la cause d'un prévenu assisté, comme tout prévenu doit l'être, de son défenseur, n'est pas parler autrement qu'au nom du droit public ».

Occupons-nous, tout d'abord, du racolage en lui-même, et de sa répression directe.

Aujourd'hui, tout au moins au cas de racolage excessif, la femme non inscrite est mise en carte, et la femme inscrite est traduite, à Paris, devant un tribunal administratif, en province devant le juge de paix, tribunal de l'ordre judiciaire. Cette dualité doit évidemment cesser : l'unité dans la répression doit être assurée par une loi, et cette répression est d'ailleurs nécessaire.

Il est absolument certain, en effet, que dans les grandes villes surtout, il existe des désordres qui, s'ils n'étaient pas réprimés, empêcheraient la voie publique d'appartenir à tout le monde, alors qu'elle doit être à tous. Ce sont ces désordres qu'il importe de punir. Certes, le fait pour une femme de regarder un adulte d'une manière plus ou moins provocante, ou encore le

fait de prononcer certaines paroles banales ou même de coudoyer cet adulte pendant un laps de temps assez court, nous semble difficilement devoir tomber sous le coup de la loi pénale.

Mais allons plus loin : supposons qu'elle injurie celui qui décline l'offre telle que nous venons de la préciser, ou encore que cette femme dans son offre emploie un langage grossier ou même tutoye le passant, supposons enfin qu'elle arrête ce passant en le prenant par le bras.

Dans tous ces cas, nous sommes en présence d'actes intolérables, d'actes qui gênent la circulation et qui attentent, ne fût-ce que dans une faible mesure, à la liberté individuelle du passant. Ce sont ces actes qui ne tombent pas aujourd'hui sous l'empire d'un texte spécial qui les réprime. Si quelquefois, on peut appliquer des textes d'arrêtés réglementaires municipaux, ces arrêtés sont loin d'être identiques pour les diverses communes de France ; les uns sont trop vagues ; les autres permettent d'atteindre les faits de la 1^{re} catégorie indiqués plus haut et qui, suivant nous, devraient être tolérés. Ajoutons que le stationnement sur la voie publique pourrait, au cas de refus de circuler, donner également naissance à une répression spéciale. D'autre part l'existence d'agents spéciaux est d'une utilité douteuse ; en tout cas les faits que nous estimons répréhensibles ne peuvent pas être traduits devant le tribunal spécial qui fonctionne couramment à Paris.

En somme, la répression du racolage, telle qu'elle a lieu aujourd'hui est, à la fois, par certains côtés, trop sévère, et, par certains côtés, trop douce. Elle est trop sévère, en ce sens que le fait pour une prostituée de pas-

ser dans la rue sans rien dire à personne, sans gêner la circulation, sans la moindre provocation, ne devrait pas être puni, et il l'est souvent, sur le rapport d'un agent des mœurs.

Elle est trop douce, en ce que la provocation bruyante d'une femme qui, accostant un homme, se permet par exemple de porter la main sur lui ; ou qui se réunit à d'autres femmes pour stationner obstinément sur un point déterminé, doit, dans l'intérêt de la morale, comme dans l'intérêt du bon ordre sur la voie publique, être punie de peines supérieures aux peines actuellement prononcées.

Notre conclusion est donc qu'il y aurait lieu de graduer les faits de racolage :

1° En laissant impunis les actes semblables à ceux que tout citoyen peut faire normalement dans la rue ;

2° En punissant correctionnellement les faits graves de racolage. Et le départ entre les deux séries d'actes de racolage n'est pas ; nous l'avons dit plus haut, impossible à faire. Certes les formes de la provocation sont infinies ; il est cependant certain, répétons-le, que, le côté moral n'ayant rien à voir ici, la provocation scandaleuse est plus grave qu'un coup d'œil ou même une parole qui ne renferme en soi rien d'indécent ; par exemple le fait de souhaiter le bonjour à un passant est infiniment moins grave que celui de le saisir par le bras en lui formulant une proposition déshonnête.

A la séance du 4 juin 1907 (*Journal Officiel*, 5 juin) le commissaire du gouvernement, M. Bourdon, faisait ainsi la différence entre le racolage simple et le racolage punissable, en réponse à la commission sénatoriale qui

entendait punir tout racolage, quel qu'il fût : « Créons une hypothèse qui se présente du reste d'elle-même à l'esprit : j' imagine une femme galante circulant sur les trottoirs de la capitale. Elle ne fait aucun geste ; c'est une prostituée, il n'en faut pas douter ; cependant elle ne fait aucun appel ; mais, par certain regard, par des œillades dont le caractère peut être provocateur, elle semble appeler le client. Voilà bien une prostituée qui se livre à la prostitution sur la voie publique et s'il fallait accueillir la thèse, absolument générale sur ce point, de la Commission Sénatoriale, on se trouverait en présence d'un fait de nature, à lui seul, à tomber sous le coup de la loi pénale et à constituer un délit. »

Toutefois, si des peines correctionnelles doivent, dans la loi future, punir le racolage scandaleux, nous admettons que le système des contraventions de simple police pourrait être conservé pour sanctionner des arrêtés municipaux, qui, relatifs à la circulation, interviendraient dans certains cas déterminés.

C'est ainsi que des arrêtés municipaux pourraient interdire la circulation des femmes de mauvaises mœurs dans les environs des établissements d'enseignement et des peines de simple police pourraient alors être encourues à raison de cette circulation même et en dehors de toute provocation ostensible et bruyante, par gestes ou paroles, à la débauche.

A la rigueur même, on pourrait décider que, dans ces hypothèses, la récidive aurait pour effet de transformer la contravention en délit correctionnel.

En d'autres termes, contrairement à l'opinion de la majorité abolitionniste de la Commission extra-parle-

mentaire du régime des mœurs, nous admettrions volontiers que la loi à venir conservât le pouvoir réglementaire des maires en ce qui concerne seulement les mesures d'ordre à prendre contre les femmes, en ce qui concerne les endroits spéciaux où le racolage ne serait pas permis (1), ou bien ne serait permis qu'à certaines heures.

Mais il ne serait plus possible pour les maires d'imposer la carte et l'obligation aux visites sanitaires ; quant à l'expulsion de la commune, elle est évidemment illégale, même à l'heure actuelle.

Toutes ces infractions relatives au racolage pourraient très bien être constatées, comme à Vienne, par des agents de police en uniforme. L'intervention d'agents en civil, pour dresser seulement des contraventions, ou procès-verbaux, n'aurait pas d'autre utilité que d'engendrer peut-être des désordres sur la voie publique ; car les arrestations, avec leur brutalité, et en particulier les râfles devraient, à notre avis, disparaître en vertu d'une disposition formelle de la loi à venir.

Ce qu'il faut, en effet, surtout éviter, c'est l'arrestation, sous prétexte de racolage, d'une femme parfaitement honnête et c'est ce que l'on évitera le jour où il sera permis à une femme quelconque de passer sans danger dans la rue en ne disant rien à personne ; alors il n'y aura plus d'agents des mœurs en civil, persuadés qu'ils possèdent le droit d'arrêter à leur guise, sous pré-

1. Par exemple : la loi défendrait le racolage auprès des établissements d'enseignement, et un arrêté réglementaire municipal fixerait les limites de la zone interdite.

texte de racolage, des femmes parfaitement honnêtes dont, rien que pour la France, la liste aujourd'hui est malheureusement trop longue.

La critique du système a été faite au Sénat, et, sous sa forme modérée, elle nous semble définitive, irréfutable.

En effet, à la séance du 4 juin 1907 (*Journ. officiel* du 5 juin) le commissaire du gouvernement, M. Bourdon, disait à la tribune : « *Loin de moi la pensée d'élever ici l'ombre d'une critique contre le service des mœurs ! J'estime que les agents qui remplissent le difficile devoir d'assurer la moralité de la rue font preuve de la conscience la plus absolue ; mais enfin ils vivent dans un milieu spécial, bien qu'ils soient recrutés avec le plus grand soin ; ils finissent par voir des prostituées partout. Il est naturel qu'à raison du caractère de leurs obligations de chaque jour, à raison aussi des tares qu'ils constatent chez les êtres qu'ils surveillent, ils contractent quelque doute, tout au moins quelque scepticisme et qu'ils n'aient pas, pour tous ces motifs, la légèreté de mains qu'il faudrait pour remplir avec tout le tact désirable une tâche aussi délicate.*

« Il est bien permis, *sans élever aucune critique*, poursuit le commissaire, de rappeler certains faits. Le souvenir se serait-il effacé des femmes mariées d'une honnêteté absolue, des mères de famille parfaitement irréprochables qui ont été arrêtées dans la rue et conduites au Dépôt et menacées des hontes de la visite ? Je vous le demande, *est-il possible que le pouvoir d'arrestation puisse être abandonné à un agent de Police ?* »

Remarquons-le, pour un agent des mœurs, la pré-

somption est que toute femme qui esquisse un geste équivoque se livre au racolage. La présomption contraire devrait plutôt être admise, parce qu'il vaudrait infiniment mieux aujourd'hui, ne pas arrêter dix femmes qui le méritent, qu'une femme qui ne le mérite pas ; c'est ainsi, et l'exemple a été souvent cité, que l'invite d'une femme sur le seuil d'une boutique sera toujours considéré par un agent des mœurs comme une provocation, alors que, très souvent, comme sous les galeries du Palais-Royal par exemple, cette invitation peut être d'une nature strictement commerciale.

Pour le moment la question des arrestations scandaleuses semble être sortie des préoccupations du législateur et du Gouvernement ; mais la question se posera à nouveau dès que se produira une nouvelle erreur policière que l'organisation actuelle permet de redouter à bref délai.

Nous arrivons maintenant à la mise en carte, considérée comme sanction du racolage.

A Paris, on le sait, elle est prononcée par une commission policière. En province, elle l'est par un arrêté spécial pris par le maire. Cette mesure est très grave ; elle équivaut à une *capitis deminutio*.

D'après certains réglementaristes, la loi à intervenir conserverait la mise en carte (1), dont l'utilité consiste-

1. D'après M. Lépine, l'enregistrement des femmes ainsi inscrites devrait avoir lieu, non à la préfecture de Police, mais à la préfecture de la Seine. Cet enregistrement serait volontaire de la part des femmes ; autant dire qu'il n'existerait pas.

rait à forcer la femme à se soumettre à des visites sanitaires, ou, ce qui serait préférable, à prouver, à intervalles réguliers, qu'elle n'est pas contaminée, en produisant des certificats médicaux qui n'émaneraient pas nécessairement des médecins de l'administration. D'autres réglementaristes sont partisans, comme d'ailleurs le parti abolitionniste tout entier, de la suppression de la carte, l'utilité de celle-ci, qui est certaine, étant remplacée par l'insertion, dans notre législation répressive, de dispositions relatives au délit pénal de contamination.

En tous cas, si la mise en carte est conservée, elle ne pourrait être prononcée ni par une commission policière, ni par le maire ; elle ne pourrait l'être que par l'autorité judiciaire, par le tribunal correctionnel, au cas où une femme serait condamnée par celui-ci pour racolage excessif, scandaleux (1). Du reste, une fois la carte imposée, la sanction de la violation des obligations qui y sont énumérées serait exclusivement judiciaire ; le juge de simple police et même, si l'on veut, en cas de récidive, le tribunal correctionnel, connaîtraient de ces violations.

Car il ne pourrait être question, dans la législation future, du tribunal administratif spécial qui fonctionne actuellement à Paris. Nous avons suffisamment insisté précédemment sur ce point ; nous avons, notamment, constaté que cette institution, de légalité incertaine,

1. La femme pourrait elle-même d'après certains projets, demander sa mise en carte, mais on n'en voit pas l'utilité pour elle, le racolage simple étant toléré, et on en voit l'inconvénient pour elle : la périodicité des visites sanitaires.

était condamnée non seulement par les abolitionnistes, mais encore par la grande majorité des réglementaristes.

En somme, et pour conclure, nous nous rapprochions assez volontiers du système de M. Lépine qu'il est difficile, en matière de police des mœurs, de considérer comme un révolutionnaire.

A la commission extra-parlementaire, M. Lépine a condamné le système actuel qu'il appliquait, a-t-il dit, à regret. Il désirerait se rallier au projet Bérenger de 1895 : il n'y aurait plus de répression administrative ; les condamnations seraient judiciaires ; l'inscription imposée disparaîtrait ; il n'y aurait plus d'arrestations assez longuement maintenues pour représenter des peines. Et M. Lépine réclame, pour le racolage excessif, des peines plus sévères que celles de simple police. Toute femme qui, non pas racolera, mais racolera d'une manière *extra-licite* en public, sera, dit-il déférée aux tribunaux et punie de peines correctionnelles ; mais, ici, le racolage devra être *importun, outrageant et scandaleux*.

Les avantages de la substitution des tribunaux ordinaires au tribunal administratif sont évidents. Il est, d'autre part, certain que des scandales récents ne pourront plus se produire lorsque le racolage aura été réglementé par une loi et que les infractions à cette réglementation seront réprimées par les tribunaux de droit commun. Devant ceux-ci, d'ailleurs, la femme pourra se défendre et, notamment, se faire assister d'un conseil.

En résumé, la réglementation *discrétionnaire* dispa-

raîtrait ; elle serait remplacée par la réglementation *légale*, suivant les idées adoptées par MM. Béranger, Fournier et Lépine. La police conserverait son rôle d'agent de surveillance, mais la sanction pénale ne lui appartiendrait plus.

Au cours de ce travail, nous avons vu combien, soit à propos du racolage, soit à propos de ses sanctions pénales ou administratives, les divergences sont profondes entre abolitionnistes et réglementaristes. Il n'est guère qu'un point sur lequel tous soient unanimes, la nécessité d'une loi refondant toute la matière de la police des mœurs.

Nous croyons avoir prouvé que jamais une réforme plus urgente ne s'est imposée à l'attention du Parlement.

VU :

Le Président de la thèse,

A. LE POITTEVIN.

VU :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

VC ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIERES

	Pages
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Notions générales et historiques</i>	1
CHAPITRE PREMIER. — Notions générales.	1
CHAPITRE II. — Notions historiques	5
DEUXIÈME PARTIE. — <i>Exposé de la législation actuelle</i>	39
CHAPITRE PREMIER. — De la provocation publique et des textes qui la répriment	41
CHAPITRE II. — La réglementation du racolage à Paris	46
<i>Section I.</i> — De la validité des anciens règlements	46
<i>Section II.</i> — La police des mœurs à Paris et le racolage	55
§ 1. — L'arrestation	55
§ 2. — Il s'agit d'une isolée insoumise	59
§ 3. — La fille arrêtée est une prostituée inscrite	67
§ 4. — Radiation des inscrites.	71
CHAPITRE III. — Le racolage en province	74
TROISIÈME PARTIE. — <i>Projets de réformes</i>	101
CHAPITRE PREMIER. — Réforme abolitioniste (com-	

	Pages
mission extraparlamentaire du régime des mœurs (1904-1907)	107
CHAPITRE II. — Projets néo-réglementaristes . .	137
<i>Section I.</i> — Projets néo-réglementaristes antérieurs à 1904.	138
§ 1. — Proposition de réforme du professeur A. Fournier	139
§ 2. — Proposition de M. Bérenger (délit de racolage)	144
§ 3. — Projets de néo-réglementarisme de M. Georges Berry	146
<i>Section II.</i> — Projets néo-réglementaristes présentés au cours des travaux de la commission extraparlamentaire	148
<i>Section III.</i> — Débats et projets postérieurs aux travaux de la commission extraparlamentaire	157
§ 1. — Débats à la société des prisons . .	157
§ 2. — Projets de la société de prophylaxie	159
QUATRIÈME PARTIE. — <i>Droit comparé</i>	167
Angleterre	167
Etats-Unis	168
Mexique	169
Républiques sud-Américaines	169
Danemark	169
Suisse	170
Italie	173
Hongrie	175
Belgique	175
Hollande	177
Allemagne	178
Autriche	179
CINQUIÈME PARTIE. — <i>Conclusion</i>	182

